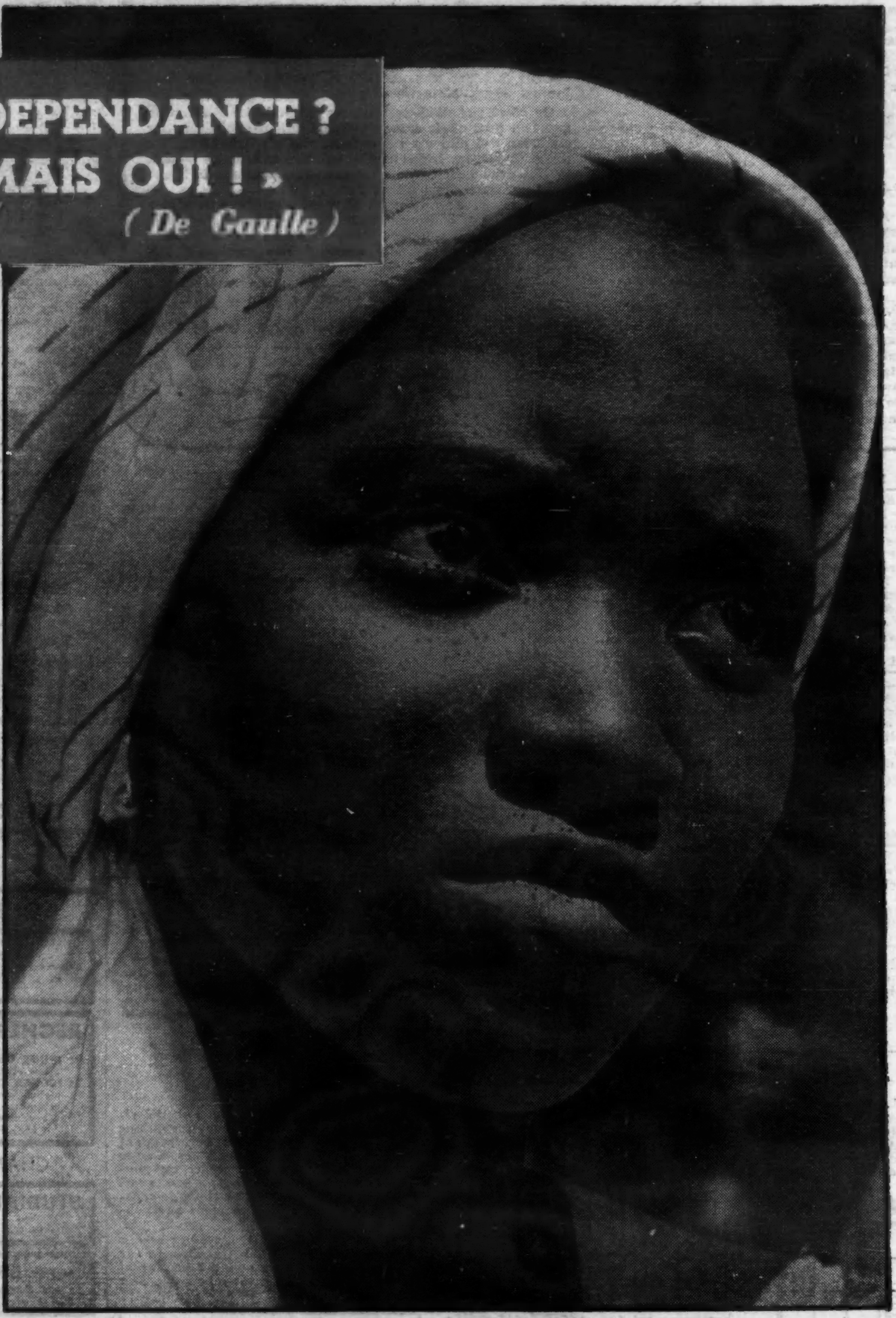
UN RÉCIT DE GERMAINE TILLION (pp. 13, 14, 15, 16)

L'EXPRESS

Le Journal de la Nouvelle Vague

28 AOUT 1958. — N° 376 — 100 FR.

« L'INDEPENDANCE ? ...MAIS OUI ! »
(De Gaulle)



(Dalmas.)

UNE JEUNE FEMME D'A.O.F.

« Le seul espoir que j'aie, c'est que, peut-être, il ne sera pas indispensable qu'il y ait partout, dans tous les pays, révolution sanglante... »

(Roger Martin du Gard : « Les Thibault ».)

★★★★★

La lettre de « L'Express »

TOUTES les cloches de Paris sonnaient. Alors un homme lucide posa son revolver et murmura : « Voilà les bêtises qui commencent. »

C'était il y a quatorze ans, en cette nuit d'août que M. André Malraux vient de commémorer, dimanche, par un beau discours.

« Survivants de la Résistance, nos frères dans l'ordre de la nuit, vous pouvez vraiment dire, sans avoir besoin d'élever la voix, que vous avez combattu en face de l'enfer... »

« Il y a bien des façons de définir l'honneur, mais il n'y en a qu'une de ressentir l'humiliation... »

« Alors, dans tous les bagnes, depuis la Forêt-Noire jusqu'à la Baltique, l'immense cortège des ombres qui survivaient encore se leva sur ses jambes flageolantes... »

« Ecoute ce soir, jeunesse de mon pays, ces cloches d'anniversaire qui sonnent comme celles d'il y a quatorze ans. Puisses-tu cette fois les entendre : elles vont sonner pour toi... »

Oui. Ce fut un beau discours.

Mais c'est l'homme lucide qui avait raison.

IL se trouvait, la semaine dernière, parmi quelques hommes, quelques femmes, tous « anciens combattants » de la nuit. Le plus âgé avait 41 ans. 27 ans à la Libération. Qu'avaient-ils donc espéré pour avoir aujourd'hui, si nombreux, ce goût de cendre dans la bouche ? Qu'espèrent-ils donc pour refuser à ce passé le droit de porter ombre sur le présent jusqu'à le dissimuler ?

Les uns ont aimé, dans la Résistance, l'aventure. Et ils l'ont eue. Vieillis, mariés, casés, ministre ou employé du gaz, ils ont abandonné l'ambition de faire l'Histoire.

Les autres refusaient d'admettre que la France fût humiliée, et combattaient, selon la formule d'André Malraux, « pour retrouver une fierté mystérieuse dont la perte les séparait de tout le passé de la nation ».

Ceux-là, devant le supplice de Maurice Audin, savent que, plus que jamais, ils ont été dépossédés de cette fierté mystérieuse... Et que le passé de la nation n'est pas tissé seulement d'aventures militaires.

D'autres enfin, brusquement conscients de la décrépitude qui avait gagné leur pays pour qu'il pût aboutir à cette « étrange défaite », croyaient construire un pont jeté vers l'avenir. Ce pont, fait de leur courage et parfois de leur martyre, n'aura servi qu'à permettre à tout ce qu'il y eut d'exécrable dans la Troisième République de passer, intact, dans la Quatrième, et de la pourrir. Avant que de passer dans la Cinquième.

Ceux-là ont vu leur chef, le général de Gaulle, renoncer à la lutte et remettre, en 1946, la France à M. Pleven.

IL y avait aussi d'autres combattants de la nuit. Ceux qui n'attendent jamais que l'obscure et orgueilleuse satisfaction de suivre, dans la boue ou dans la lumière, le fil d'or de la morale personnelle.

Ceux-là n'ont pas été déçus. Ceux-là seuls ne sont jamais déçus. Mais les autres...

Ce n'est pas dans le souvenir de la lutte clandestine que l'on peut offrir à la jeunesse d'aujourd'hui de puiser son élan : si elle s'y intéressait, elle n'y trouverait, au milieu d'épopées individuelles, que des raisons de douter. Quand donc nous résoudrons-nous à procéder une bonne fois aux funérailles d'Hier ?

La vie est devant nous. Il y aura cette année plus d'enfants qui commenceront leurs études secondaires qu'il n'y en eut jamais dans l'histoire de la France. Leur donnerons-nous des écoles ? Des muscles ? Des foies vierges d'alcool ? Du travail lorsqu'ils auront 16 ans, 18 ans, 20 ans ? Des logements lorsqu'ils se marieront ? Et une autre perspective que d'aller faire la guerre en Algérie à 21 ans ?

On ne se bat bien que contre quelque chose. Alors battons-nous contre le passé, et non contre l'avenir.

Françoise Giroud.

Deux ans après Budapest

L'article de M. Vigier m'a très vivement intéressé. Oser invoquer l'autorité morale de M. K. deux ans après la répression de Budapest et quelques semaines après l'exécution de Nagy et de ses compagnons, et ce, dans une lettre destinée à rassurer la gauche française sur les intentions du P. C., voilà qui révèle un cynisme déconcertant, ou un infantilisme incurable...

J. W. KAROWA,
Le Mesnil-le-Roi (S.-et-O.).

Ceux qui ont peur

Bravo pour votre publication de l'article de J.-P. Vigier ! J'ai toujours soutenu que les républicains dignes de ce nom devaient rechercher le dialogue avec les diverses tendances, et en particulier avec les communistes. Ceux qui ont peur d'engager ce dialogue sont ceux dont les idées et les convictions sont bien pauvres.

M. CHOLTUS,
Nancy.

Un peu de sérieux !

M. Vigier, lorsqu'il affirme qu' « il est faux de penser que notre parti se retournerait contre ses alliés et voudrait imposer un régime de parti unique », oublie le sort des partis non communistes dans les démocraties populaires et des chefs de ces partis (combien ont été exécutés ? déportés... ?) Monsieur Vigier, un peu de sérieux, s'il vous plaît ; le régime de parti unique se justifiait peut-être en U. R. S. S. en 1917, mais en Tchécoslovaquie en 1948 : non.

Georges MARC,
Poitiers.

La fin et les moyens

J.-P. Vigier donne ses assurances sur la pureté des intentions du parti. Il n'est peut-être pas superflu de rappeler que de telles assurances ne coûtent pas cher à un marxiste organisé et qu'il en a été fait bonne mesure à Imre Nagy et Pal Maleter pour faciliter leurs arrestations. Il faut être conscient de ce que, pour un marxiste, c'est exclusivement la fin qui justifie les moyens, et que nulle autre considération (honneur, scrupules bourgeois, etc.) ne peut venir troubler cette morale de l'efficacité pratique.

M. DECROP,
Sèvres (S.-et-O.).

Ni fascisme ni bolchevisme

Je préfère ne lire dans votre journal ni crudités de la voyoucratie fasciste, ni paroles lénifiantes des dialecticiens nagycides. Et je crois que la majorité des démocrates et des progressistes sincères partagent ce désir.

Je souhaite ardemment que « L'Express » soit le véritable porte-parole de ces derniers. Je souhaite par conséquent que la lutte contre le fascisme s'y complète par une lutte tout aussi conséquente contre le bolchevisme — cette menace non moins grande qui pèse sur la démocratie, même si, en France, elle est moins apparente aujourd'hui.

On ne défend pas la démocratie en combattant le fascisme avec l'appui des bolcheviques pas plus qu'en combattant ceux-ci avec l'appui des fascistes.

HENRY BERA,
Saint-Cloud.

Jean-Pierre Vigier précise

En réponse à des lettres de lecteurs de « L'Express » à la suite de mon article de la semaine dernière, je voudrais préciser deux points.

Le premier, c'est qu'il nous paraît nécessaire, à nous communistes, de nous expliquer franchement, avec tous les hommes de progrès, sur l'avenir, et de prendre avec eux des engagements. Il n'en demeure pas moins qu'à l'heure actuelle, ce qui est en cause, ce n'est pas le passage au socialisme, mais la défense de la démocratie contre les colonels et de Gaulle. Le choix n'est pas entre capitalisme et socialisme, mais entre la dictature réactionnaire et la démocratie.

Pour nous, la victoire des « non », c'est, avec la liberté sauvée, la voie ouverte : 1°) à la renaissance démocratique et nationale, car, avec les minoritaires socialistes, nous pensons que cette victoire permettrait l'élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante qui doterait le pays d'institutions conformes à ses traditions démocratiques.

2°) A l'application par un gouvernement républicain d'un programme commun à toutes les forces démocratiques.

Jean-Pierre VIGIER.

Endormis ?

À un mois du référendum, « L'Express » nous présente en première page Marilyn Monroe, et en dernière, de Gaulle encensé par François Mauriac. Croyez-vous frapper l'opinion ainsi, ou vous êtes-vous endormis vous aussi ?

G. L...,
Paris.

Un manège sans fin

La précédente Constitution qui, théoriquement, n'était pas plus mauvaise qu'une autre, a permis cependant que, pendant *douze* ans, nous ayons vu les mêmes hommes politiques se succéder au pouvoir en un manège sans fin, tous aussi incapables de faire quelque chose de constructif et de durable, tous aussi irresponsables de leurs actes.

Dans ces conditions, il n'y a pas besoin d'aller chercher bien loin les raisons pour lesquelles la venue au pouvoir du général de Gaulle, dans les circonstances que l'on sait, n'a pratiquement pas suscité, sous couvert de défense républicaine, de réaction populaire. C'est tout simplement qu'à tort ou à raison le régime s'identifie, aux yeux des masses, avec ceux qui en sont les représentants. Ces derniers entretiennent d'ailleurs cette fiction en parodiant Louis XIV pour dire : « La République, c'est moi ». S'imaginer que les gens vont abandonner leur métier, leur famille, risquer leur vie pour défendre une République qui s'appelle Pleven, Reynaud, Laniel, Daladier ou Bidault (je vous laisse le choix parmi les six cents autres), c'est, le moins qu'on puisse dire, prendre ses désirs pour des réalités.

P. CARMENT,
Paris.

Ce que le monde attend

A d'autres époques, d'autres idéaux (révolutionnaires, nationalistes, marxistes) ont apporté aux hommes des raisons de croire en l'avenir. Aujourd'hui, je pense que l'idéal fédéraliste, l'entreprise européenne seraient à même d'offrir à nouveau une raison d'espérer en des lendemains meilleurs. Bien qu'ayant dépassé de quelques années, l'âge limite de la Nouvelle Vague, je suis persuadé que « L'Express » pourrait, apportant une raison nouvelle de vivre et de lutter, et laissant à leurs jeux malsains, désuets et séniles ces hommes de l'ancien et du nouveau système, insuffler à cette Nouvelle Vague une force nouvelle pour construire ce que le monde attend : l'Europe fédérale.

F. SÉRUSCLAT,
secrétaire du Congrès du Peuple européen,
Lyon.

6 × 5 = 80 !

A propos de Furax, je peux vous assurer que si vous donnez à des garçons de quinze ans un exercice de mathématiques ou de sciences dans lequel se trouve l'opération 6 × 5, vous risquez fort d'entendre une bonne partie de la classe répondre avec un ensemble parfait : 80 ! (certifié authentique, ça m'est arrivé). Je n'insiste pas sur les problèmes nouveaux que cela pose (au sens propre !) s'il faut réviser tous les textes en fonction du dernier épisode du feuilleton. (...)

C'est actuellement presque une nécessité de suivre les aventures de Furax si on veut avoir l'estime des élèves (garçons en particulier).

R. BENTHANE,
professeur,
Villeneuve-Saint-Georges.

Mots croisés n° 150

Horizontalement. — 1. Trop poli pour être honnête. - 2. Se suivent plus souvent dans l'ordre inverse. Fortement émue, parfois d'admiration. - 3. Qualifie opportunément l'airain, en poésie parnassienne. - 4. Ce Rohan servit, avec gloire, deux rois de France. Transparente, devant un échassier en appétit. - 5. Se rendit. S'applique au dernier pli. - 6. Marque un progrès notable sur le produit de Schwarz. - 7. Préfixe qui ne s'applique pas à du réel. Entrée en matière de Fortunio. - 8. Victime du bouillant Achille - 9. De la gorge du grasseyeur. Sol d'ombre. - 10. Tout ce qui est devant (et derrière).

Verticalement. — I. Entre ciel et terre. - II. Ce qu'est, fut-il dit, le moindre souffle pour le roseau. De part et d'autre d'un double virage. - III. Ministre qu'on rencontre souvent dans les bureaux. - IV. Figaro se hâte d'en rire de peur d'être obligé d'en pleurer. Où se bat le précédent. - V. Inspiré par une ville engloutie et deux sœurs en mauvaise entente. Participe du dé et de la toupie. - VI. Permet, quand elle est double, d'éprouver la mémoire et la sportivité. Entrée en matière à la radio. - VII. Restitue. Jeté par des spécialistes dangereux. - VIII. Elle ne prend que l'un des quatre chemins.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2			■					
3								
4				■				
5					■			
6							■	
7						■		
8		■						
9				■				
10								

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	P	E	T	A	N	Q	U	E
2	E	M	I	L	E	■	R	N
3	R	E	G	I	M	E	N	T
4	P	U	R	■	O	T	E	R
5	E	T	E	S	■	A	S	E
6	T	E	S	T	O	N	■	P
7	U	■	S	O	R	G	H	O
8	I	S	E	R	E	■	O	S
9	T	Y	■	E	N	V	I	E
10	E	P	I	S	S	U	R	E

SOLUTION DU N° 149

Les réponses à la question qu'un de nos lecteurs avait posée ici « Pourquoi le communisme... » se trouvent en page 27.

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
29, rue de Marignan - PARIS (8e)
Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces)
Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

DEMANDES D'EMPLOIS

JEUNE HOMME SECRETAIRE 4 LANGUES, franç. angl., arabe, hébreu, cherche situation France ou Territoires, possibilité travail fin oct. Ecr. n° 2039 L'EXPRESS, 29, r. de Marignan, Paris, qui transm.

OFFRES D'EMPLOIS

CHERCHE POUR SEPTEMBRE JEUNE FILLE aide-ménage, famille 3 enfants, campagne près de Paris. Ecrire N° 2.027 L'Express - 29, rue de Marignan, Paris-8e

RECHERCHONS pour importants magasins à PARIS de meubles modernes :
1° JEUNE CHEF DE SERVICE dynamique et ayant esprit d'organisation
2° JEUNES FEMMES désirant acquérir la formation vendeuses meubles modernes (fixe et commissions dès le début)
Ecrire avec références, C. V. et photo à MEUBLES EFA, 92, route de Turin, à NICE

CHAMBRES (Location)

ETUDIANTE cherche pour novembre CHAMBRE A PARIS
Ecrire n° 2040 L'EXPRESS, 29, rue Marignan (8e)

Pour ETUDIANT 17 ans, sérieux, recherchons pour un an chambre, Montreuil de préférence ou Paris. Urgent. Tél. Mlle SONIA, BALzac 12-13

DIVERS

L'ŒUVRE FAMILIALE
MARIAGES 1er ordre. Sélection, haute réputation (24e année) de RUSSEL, 53, rue Legendre, Paris

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub. Montmartre.
PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS
S.A. « L'EXPRESS »
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

PRÉ-RÉFÉRENDUM NATIONAL OUVERT PAR « L'EXPRESS »

J'ai l'intention de voter

OUI NON

(rayer la mention inutile)

au Référendum du 28 septembre et voici, en une page

la raison essentielle de mon vote

(facultatif)
Nom : ....
Adresse : ....
Profession : ....

Découpez ce bulletin, écrivez sur une page séparée la raison de votre vote et envoyez l'ensemble à « L'Express », Service « Pré-Référendum National », 91, Champs-Elysées, à Paris

Pour éviter l'intervention des organismes de propagande, d'un côté comme de l'autre, seules les réponses individuelles, accompagnées du bulletin ci-contre, seront prises en considération.

« L'Express » publiera les réponses à partir du Jeudi 4 Septembre et jusqu'au référendum.

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA NATION

L'Indépendance

« LE droit à l'Indépendance ? mais certainement oui ! L'Indépendance... quiconque la voudra, pourra la prendre aussitôt : la France ne s'y opposera pas. Je garantis qu'elle ne s'opposera pas à l'Indépendance. »

Brazzaville, 24 août, 11 h. 30. Voilà, c'est fait. Le mot est prononcé. L'Indépendance, ce mot si simple, ce mythe, nourri de tant de sang, cette étoile dans la marche des peuples vers leurs destinées, la France *l'a reconnue.* Les paroles que le général de Gaulle a prononcées à Brazzaville, redites à Abidjan, Conakry et Dakar, n'ont pas toujours été exactement comprises ni là-bas, ni ici ; mais elles forment pour l'avenir un engagement irréversible. Et même si, dans l'immédiat, il s'agit surtout de « promesses électorales » destinées à obtenir des suffrages — il n'empêche que l'engagement est pris, solennellement, et que ce mot-tabou, ce mot-clé, ce mot-poison ou miracle, est admis, adopté très officiellement par la France. Il faut s'en réjouir.

CELA EST BON

Dans ce long tunnel de guerres coloniales en chaîne,, où nous asphyxions peu à peu notre pays depuis treize années, deux fois, l'espace d'un instant, un peu d'air frais est entré. En 1954 par la déclaration Mendès France à Carthage ; et en 1956 par la loi-cadre Defferre. Maintenant la pression irrésistible des peuples d'Afrique et le sens politique du général de Gaulle viennent de faire pénétrer une tempête — l'Indépendance.

Il est juste et nécessaire de reconnaître le contenu très positif de ce qu'a proclamé là le général — même si, par ailleurs, il y a des raisons très fortes de redouter son entreprise politique, et de s'y opposer. Car le problème ne consiste pas à être pour ou contre de Gaulle.

Non. *Il se trouve* que le général de Gaulle s'est placé en figure de proue, à la tête d'un Etat dont le pouvoir réel est détenu par les aventuriers d'Alger — et que luttant contre eux on est amené à lutter contre lui. Il se trouve que si le général de Gaulle n'avait pas accepté ce rôle, les apprentis sorciers d'Alger, livrés à eux-mêmes, seraient déjà sans doute en pleine déconfiture — et que l'avènement du général a donc été un malheur, en tout cas une douloureuse et grave perte de temps. Il se trouve que lorsque la stupidité inextricable de la politique de guerre en Algérie aura atteint son paroxysme et éclatera sous la pression des événements, le régime du 13 mai s'effondrera — et que le départ du grand homme pourrait bien alors marquer l'avènement de quelque chose qui ressemblera à une vraie rénovation française.

Mais l'ennemi, ce n'est pas de Gaulle, c'est la faction d'Alger. C'est ce clan sudiste qui a pu entraîner, par la carence du pouvoir républicain, l'armée de la Nation à ses côtés, et qui nous tient sous sa coupe. Ne perdons donc pas de vue ce dont il s'agit: pour ne pas tomber dans la confusion, pour discerner clairement, à mesure des événements, ce qui est bon et ce qui est mauvais. L'engagement de Brazzaville, cela est bon.

UN PAS IMPORTANT

Certes, il faut aller un peu au-delà des comptes rendus dithyrambiques que la propagande officielle et la presse docile nous ont offerts. Il y a bien des nuances à apporter, des difficultés à considérer. Si le général a tellement, et si bien, parlé pour la première fois de l'Indépendance, c'est finalement pour éviter que les Africains ne l'obtiennent immédiatement et pour qu'ils acceptent de voter « oui » à une Constitution qui demeure très en deçà du discours de Brazzaville. Mais de tout ce vacarme électoral sort un fait essentiel. Le président du Conseil a admis officiellement que les peuples d'Afrique liés à la France ont *le droit* absolu de réclamer et d'obtenir leur émancipation politique, leur *Indépendance.* Et que le reste doit être matière à *négociations,* s'ils le veulent .

Tout cela était déjà contenu en germe dans la loi-cadre Defferre de 1956. Et c'est grâce à l'audace politique du ministre de la France d'outre-mer du gouvernement Guy Mollet qu'au lieu d'embuscades, d'attentats et de maquis, le chef du gouvernement français actuel a pu trouver en Afrique des foules, dans l'ensemble, assez pacifiques. Mais un pas nouveau et décisif a été franchi : le mot qui mobilise les peuples a été adopté au nom de la France, et il l'a été par l'Homme même que le mouvement d'Alger a choisi. C'est cela qui est considérable, et qui va accélérer le rythme des événements.

SI C'EST VRAI...

Car la dignité des peuples associés à la France, la légitimité de leur aspiration au gouvernement d'eux-mêmes, la liberté de leur choix politique, bref leur Indépendance, cela n'est pas affaire de région, ni de teinte de peau. Cela ne peut pas être bon pour les uns et mauvais pour d'autres. Si c'est légitime, si c'est souhaitable dans l'intérêt bien compris de la France — comme l'a fort bien dit le général de Gaulle — alors c'est vrai partout.

D'autant plus vrai que l'élan d'un peuple ex-colonial vers son Indépendance est puissant, et d'autant meilleur pour la France que la reconnaissance de l'Indépendance peut éviter une lutte sanglante et sauver l'avenir. Oui, il crèvera bientôt les yeux que si cela est vrai pour le Maroc, pour la Tunisie, pour Madagascar, pour l'Afrique noire, alors c'est plus indispensable encore pour le peuple algérien, c'est-à-dire, après les négociations nécessaires pour la protection sur place des Français, pour l'Algérie.

L'engagement de Brazzaville contient, peut-être pas exactement dans ses intentions, mais inévitablement dans ses conséquences, l'Indépendance de la France par rapport à l'Algérie, et réciproquement.

SAUF L'ALGERIE ?

A toutes les difficultés qui s'annoncent en travers de la folle entreprise de la faction d'Alger, l'émancipation de l'Afrique en ajoutera une nouvelle. Avec l'impasse économique — où nous conduit l'intégration doublée de la guerre ; avec l'impasse politique — où mène la nécessité d'imposer à la France un régime de dictature militaire pour « sauver » l'Algérie française ; le régime d'Alger se trouvera, en outre, devant cette autre contradiction intenable : une Afrique entière politiquement émancipée *sauf* l'Algérie, où précisément le peuple s'est levé et combat durement pour son Indépendance.

Nous le savons donc maintenant avec certitude : l'Algérie sera indépendante. A côté de toutes les raisons qu'a décrites le général de Gaulle à propos de l'Afrique noire, il y en a une autre qui, dans le cas particulier de l'Algérie, est plus impérieuse encore : la France ne sera délivrée du carcan que la guerre et le coup d'Etat du 13 mai lui ont passé que par la paix négociée en Algérie.

Dans l'épreuve engagée par les sudistes — d'Alger et de l'armée — contre les forces démocratiques en France, il y a cet aspect particulier, souvent oublié mais déterminant : la défaite finale sera forcément celle de la faction d'Alger car sa guerre ne peut pas être gagnée et la paix, qu'elle refuse aveuglément, est inévitable. Le régime du 13 mai ne durera que le temps de la guerre : il tombera avec elle. Un an, deux ans, trois ans ? Impossible encore à dire, mais pas beaucoup plus.

LE MEME LANGAGE

Le jour même où le général de Gaulle reconnaissait, au stade de Brazzaville, que les peuples noirs doivent être des peuples libres, à Alger un nouveau procès se déroulait (1). Une jeune militante, l'accusée terroriste, Zorah Drif, répondait ainsi aux questions du Commissaire du gouvernement :

« Je suis pour l'indépendance de l'Algérie, sans le départ des Français.

— Comment l'entendez-vous ?

— Le droit du peuple algérien de se gouverner lui-même... Etant donné l'état d'esprit algérien, nous sommes tournés vers la France. Des liens sont nécessaires avec la France... »

Le chef du gouvernement français, en somme, n'a rien dit d'autre. Il l'a annoncé, il est bien vrai, ailleurs et pour d'autres peuples. Mais il a reconnu des droits et des principes qui ne dépendent pas des conditions locales, ni des modalités très diverses d'applications possibles. Que le général de Gaulle lui-même, *bien que* chef du régime imposé par Alger, ait été conduit à les proclamer avec autant de précision et de solennité ajoute à la force de ces principes, à la légitimité de ces droits, et hâtera l'heure où le peuple français prendra une conscience claire de son intérêt.

J.-J. S.-S.

(1) Lire en pages 13, 14, 15, 16 un document exceptionnel : « Le récit de Germaine Tillion ».

CORRESPONDANCES EXPRESS

REFERENDUM : 3 MILLIARDS ET DEMI ALLOUES AU C.D.F.

● Le « Centre de Diffusion française » (1) vient d'être chargé officiellement de préparer, pour le gouvernement, la campagne du référendum.

C'est par une offensive contre l'abstentionnisme que le C.D.F. ouvrira le 4 septembre la campagne pour le référendum, officiellement nommée « campagne d'éducation civique ».

Il disposera d'un budget de 3 milliards 500 millions de francs.

Depuis le 10 juillet l'activité du C.D.F. est entièrement consacrée au référendum, ce qui a nécessité une conversion totale de son organisation. Ses animateurs ont été secondés par des « délégués » désignés par le ministre de l'Information et des techniciens recrutés dans les milieux de la presse et de la publicité.

— Bien outillé et disposant d'une grande liberté d'action, le C.D.F. passe des marchés, établit des contrats avec les sociétés de publicité et de production cinématographique : c'est ainsi que les actualités « Pathé-Journal » comprendront prochainement

(Keystone.)

M. Raymond Offroy
L'offensive est au point

plusieurs séquences en faveur de la participation au référendum et la campagne de publicité directe se fera par voie d'affiches.

Le C.D.F. prépare également la réalisation d'émissions à la R.T.F. et l'achat de tranches horaires aux postes périphériques (Radio-Luxembourg, Europe N° 1) qui devront s'engager à ne pas ouvrir leurs studios aux partis politiques d'opposition pour leur propagande.

— D'autre part, plusieurs journaux de province et d'outre-mer ont d'ores et déjà accepté de publier des bandes illustrées commandées au dessinateur J.-L. Bernard (collaborateur de « L'Aurore » et du « Parisien Libéré »).

L'action psychologique auprès des journaux est un autre aspect de la campagne en cours. Le concours des ministères de la Défense nationale, de l'Intérieur, de la délégation générale de l'Algérie a été sollicité. Leurs activités sont supervisées personnellement par M. Soustelle qui a créé à cet effet une sous-commission spéciale au sein de la commission de coordination qui groupe les services d'information de chaque département ministériel. Des crédits spéciaux ont été dégagés.

— Enfin des spécialistes de la publicité audio-visuelle sont chargés d'étudier les meilleures techniques psychologiques. Adaptée à chaque province sur le conseil d'éminents régionalistes, la campagne ne sera pas menée de la même façon à Lille ou à Toulouse non plus qu'à Dakar ou à Alger.

Un groupe de spécialistes de l'action psychologique est attendu d'Alger, bien que M. Raymond Offroy ait fait valoir qu'il ne savait pas où les loger, les bureaux de l'immeuble occupé par le C.D.F., 1, rue de la Faisanderie, étant déjà tous occupés. Les nouveaux venus seront installés dans les combles.

(1) Le C.D.F. créé par M. Bourgès-Maunoury, alors qu'il était président du Conseil, dépend du service « documentation et diffusion » de la présidence du Conseil. Sa mission officielle, à l'origine, était d'assister le service des relations culturelles du quai d'Orsay « pour la propagation et le rayonnement de la culture française à l'étranger ». C'est un ambassadeur, M. Raymond Offroy, qui en assure la direction.

QUI SERA « PREMIER MINISTRE » DE DE GAULLE ?

● Si la Constitution est adoptée le 28 septembre, qui sera le « premier ministre » de la Vᵉ République ? Deux candidatures sont actuellement envisagées : celles de M. Jacques Soustelle, ministre de l'Information, et de M. Pierre Pflimlin, ministre d'Etat, et dernier président du Conseil de la IVᵉ République.

Les atouts de M. Jacques Soustelle sont importants :

— Il jouit de la confiance totale des hommes d'Alger.

— Ses fonctions au ministère de l'Information lui permettent d'étendre son influence à tous les secteurs de l'activité nationale à Paris comme en province.

— Gaulliste de la première heure, il pourra revendiquer dans la future Assemblée les suffrages des hommes qui se seront présentés sur des listes se réclamant du général de Gaulle.

M. Pierre Pflimlin possède d'autres atouts :

— Il entretient les meilleures relations personnelles avec le général de Gaulle et ses collaborateurs, contrairement à M. Jacques Soustelle.

— Il apparaît face à M. Soustelle comme un modéré qui a su « assurer la transition » entre la IVᵉ et la Vᵉ République.

— Il pourra se présenter dans la future Assemblée comme un représentant des députés du centre.

Les observateurs pensent que les deux hommes seront finalement départagés en fonction de la composition politique de la future Assemblée.

C'est pourquoi, dès aujourd'hui, le choix du mode de scrutin est au premier plan des préoccupations des hommes politiques.

M. Soustelle, qui est soutenu par le Garde des Sceaux, M. Michel Debré, réclame le scrutin de liste départemental à deux tours qui renforcerait la droite au détriment des partis du centre. M. Pflimlin, soutenu par M. Guy Mollet, s'oppose vivement à ce mode de scrutin. Il serait prêt à accepter le scrutin d'arrondissement qui permettrait à son parti, comme à la S.F.I.O., de sauvegarder le plus grand nombre possible de sièges.

Toutefois le ministre de l'Intérieur a déjà demandé aux préfets de procéder à des études permettant l'application du système Soustelle-Debré.

Le Conseil des ministres sera saisi du problème dès la semaine prochaine après le retour du général de Gaulle.

CONVERSATION SECRETE COUVE DE MURVILLE - FAWZI

M. Couve de Murville
Un éclaireur: le général Catroux

● Le voyage du ministre des Affaires étrangères français à l'O.N.U. lui a permis de rencontrer le ministre des Affaires étrangères égyptien, M. Mahmoud Fawzi. Au cours d'une conversation d'une heure et demie, en tête à tête, le problème algérien a été évoqué pour la première fois depuis la crise de Suez, permettant une confrontation des points de vue français et égyptien.

Une mission secrète du général Catroux au Caire, il y a plusieurs semaines, avait préparé cet entretien dont le cadre et la date n'étaient pas encore arrêtés. Il a fallu les circonstances particulières créées par la réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies pour qu'il puisse avoir lieu.

LE PRETEXTE OFFICIEL POUR LA SAISIE DE *FRANCE-OBSERVATEUR*

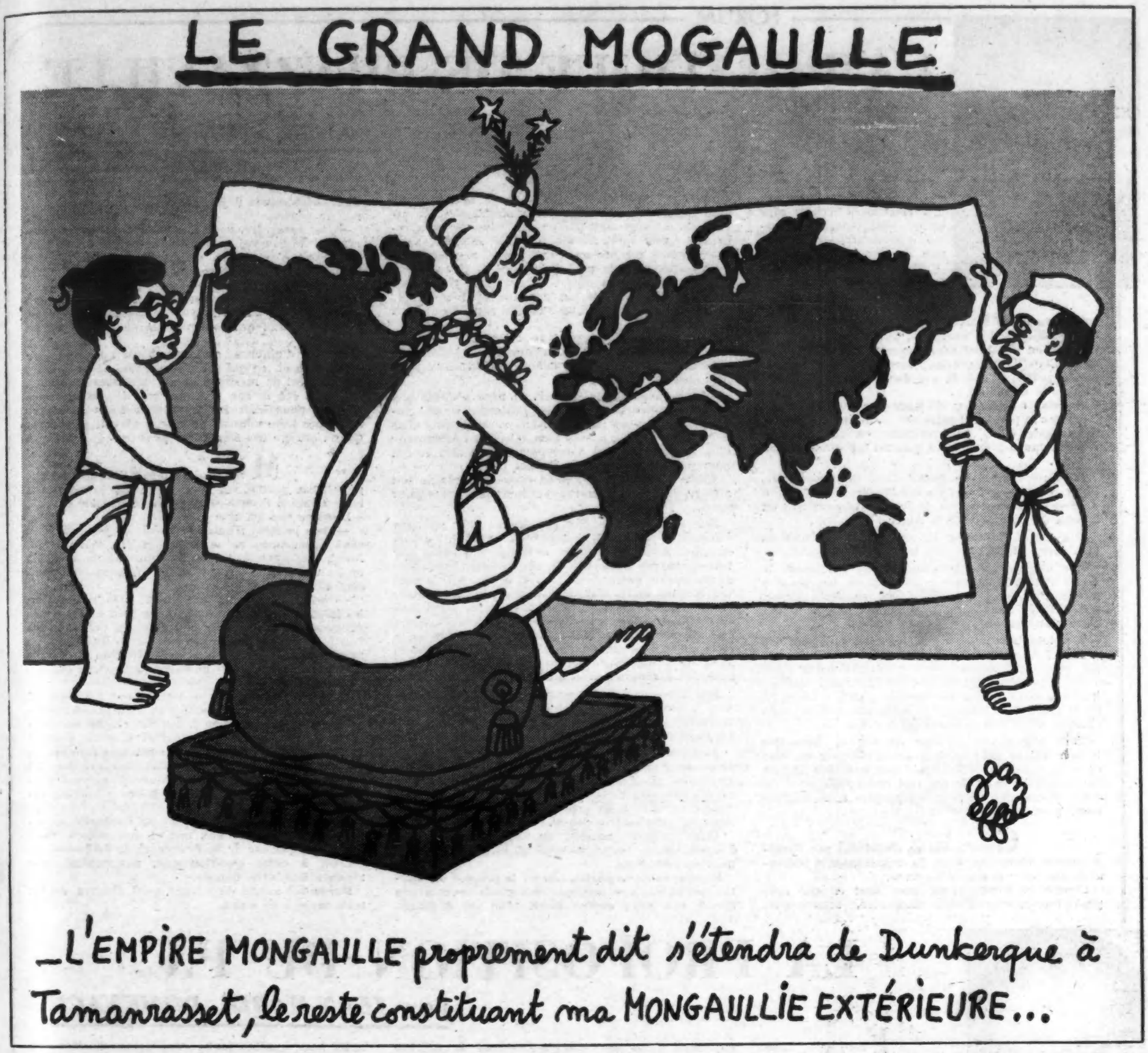
● Pour la première fois la semaine dernière, à l'occasion de la saisie de « France-Observateur », un organisme gouvernemental a pris officiellement la responsabilité d'une telle mesure et en a expliqué les raisons.

Le service de presse du ministère des Armées a fait savoir à la rédaction en chef de « France-Observateur », qui l'interrogeait sur les raisons de la saisie, que la décision avait été prise à cause de la publication des déclarations faites par un leader du F.L.N. au correspondant à Tunis de l'hebdomadaire.

Tout journal français publiant des déclarations d'un leader F.L.N. sera désormais saisi, a précisé officiellement le représentant du ministère.

(A.P.)

MM. Guy Mollet et Pierre Pflimlin
Un nouveau choix pour l'Arbitre



Son interlocuteur a pu, cependant, lui faire remarquer que le même jour la plupart des quotidiens français de Paris et de province avaient reproduit une dépêche d'agence publiant des déclarations du chef F.L.N. Krim Belkacem.

T.V. PRIVEE : UN ACOMPTE DE DEUX MILLIARDS ?

● Malgré la discrétion qui entoure les négociations sur la création d'une chaine de télévision « privée » (1), par accord entre le gouvernement et une grande agence de publicité, de nouvelles précisions commencent à filtrer sur les pourparlers en cours.

« Le Provençal », dans son éditorial de samedi dernier, se fait l'écho d'une information selon laquelle une somme de deux milliards serait versée au titre d'acompte dès que l'accord sera conclu.

Critiquant le projet, « Le Provençal », dont le directeur est M. Gaston Defferre, ajoute :

« Une fois de plus : quand une affaire est bonne elle est accordée au secteur privé, quand elle est mauvaise l'Etat la prend en charge, et ce sont les contribuables qui paient. Singulière façon pour un ministre de défendre l'intérêt général.

« Si l'Etat bénéficiait des recettes de la publicité, il serait sans doute possible de supprimer, ou en tout cas d'améliorer, les programmes dont la qualité laisse trop souvent à désirer.

« M. Soustelle, s'il a préparé la réalisation de ce projet, comme le bruit en court, s'est fait le défenseur des puissances d'argent. »

(1) Cf. « L'Express », n° 375.

CONSIGNE : « DEMANDER D'ABORD L'AVIS DE SALAN »

● Une nouvelle coutume s'est imposée dans plusieurs ministères depuis la formation du gouvernement de Gaulle. Avant toute nomination à des postes importants, même quand il s'agit de fonctions métropolitaines, « l'avis » du général Salan est demandé. Celui-ci donne généralement sa réponse dans les quarante-huit heures.

Plusieurs hauts fonctionnaires ont été écartés des postes qui devaient leur être attribués sur « avis » négatif du délégué général du gouvernement en Algérie.

LES PREVISIONS POLITIQUES DU PATRONAT

● Comme c'est l'usage à la veille de toutes les campagnes électorales, les principales entreprises françaises et les grandes banques ont été discrètement sollicitées de contribuer financièrement à la campagne pour le référendum.

Les émissaires du gouvernement indiquent à leurs interlocuteurs que les efforts qu'ils pourront faire seront grandement appréciés et que l'on tiendra compte de l'importance de ces efforts.

L'accueil qui est réservé en général aux solliciteurs est favorable. Le grand patronat considère que M. Soustelle sera le prochain premier ministre après l'adoption de la nouvelle Constitution. Le gouvernement Soustelle sera, selon des indices concordants rassemblés par les services d'études du patronat, un gouvernement autoritaire en matière économique. Les dirigeants des grandes affaires estiment donc qu'il est vital pour eux de donner des gages dès aujourd'hui.

UN NOUVEAU PARTI « COIFFE » LES COMITES DE SALUT PUBLIC

● M. Léon Delbecque, membre du Comité de Salut Public d'Alger — et qui appartient au cabinet du ministre de l'Information M. Jacques Soustelle — vient de fonder un mouvement : la Convention Républicaine, dont la mission est d'assurer la liaison entre les différents comités de salut public qui se sont créés dans la métropole depuis le 13 mai. (De nombreux Français d'Algérie, qui passent leurs vacances dans la métropole, en créent de nouveaux là où ils passent.)

La structure du mouvement de « La Convention Républicaine » est la suivante : à l'échelon local un bureau de trois membres dirigé par un « commissaire ». Celui-ci siège au bureau départemental composé de douze membres qui délèguent un de leurs représentants à l'échelon régional.

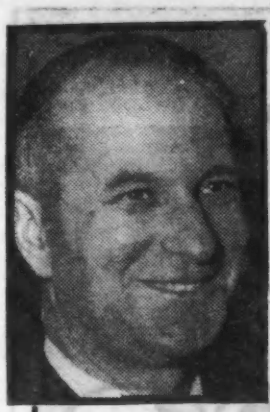
Au plan national existe un « Commissariat National ». A tous les échelons, les « commissaires » sont assistés de « commissaires adjoints » dirigeant chacun :

— une « commission d'administration et d'implantation » ;

— une « commission de propagande et d'action civique » ;

— l'information et le service d'ordre.

FORUM



LA POLITIQUE DE BRAZZAVILLE

par GASTON DEFFERRE

Député-Maire de Marseille

LES habitants des territoires d'outre-mer qui se sont plaints — parfois à juste titre — du manque de considération dont ils étaient l'objet de la part des métropolitains, et en particulier des gouvernements de la France, ont cette fois-ci un avantage incontestable sur nous : ils connaissent les premiers, en temps utile, pour pouvoir en délibérer sérieusement, les dispositions de la Constitution qui les concernent et l'interprétation politique qui en est donnée par le général de Gaulle lui-même.

A cette satisfaction d'amour-propre doit s'ajouter, pour la plupart d'entre eux, celle beaucoup plus importante qu'ils ont ressentie en écoutant les discours prononcés par le général au cours de son voyage.

La question qui se posait était de savoir quel choix ferait le général de Gaulle. Serait-il fidèle à l'esprit de la conférence de Brazzaville de 1943 ou à celui du 13 mai 1958 à Alger ?

Il a donné lui-même la réponse de la façon la plus claire et, à mon avis, la plus satisfaisante.

Il a d'abord posé le principe que, désormais, le droit à l'indépendance existait pour les peuples d'outre-mer, et il a précisé que ce droit n'était pas octroyé mais qu'il leur appartenait d'en décider eux-mêmes.

Il a très bien posé le problème en précisant les droits et les devoirs de chacun : ceux des territoires qui pourront librement sortir de la communauté, ceux de la métropole qui pourra, elle aussi, rompre les liens avec tel ou tel territoire car, comme l'a dit le général de Gaulle, « la métropole a de lourdes charges et elle en a beaucoup à porter ».

Tout ceci a été dit sur un ton et dans des termes qui ne peuvent blesser ou choquer qui que ce soit. C'est la définition d'une politique hardie mais réaliste, la seule qui soit concevable en 1958 étant donné « l'évolution des peuples et le mouvement général du monde ».

CEUX qui ne choisiront pas l'indépendance entreront dans la communauté franco-africaine avec des droits accrus.

Choisir la communauté avec tout ce que cela peut représenter d'aide financière, économique, technique, culturelle de la part de la métropole pour permettre à un territoire d'atteindre un niveau de vie suffisant, d'avoir des élites assez nombreuses pour qu'il accède à l'indépendance, sans pour autant rompre avec la France, ni se dresser contre elle, c'est le pari qu'a fait M. Houphouet-Boigny quand il a choisi ce système plutôt que celui qui a été adopté par son ami M. N'Krumah, président du Ganah. Seul l'avenir nous dira qui a eu raison.

Beaucoup de Français non intoxiqués de colonialisme souhaitaient voir adopter l'idée lancée par un journaliste connu, qui consiste à dire aux peuples d'outre-mer :

« Vous nous coûtez très cher ; nous n'avons pas de visées impérialistes. Vous protestez contre notre présence, nous partons. Nous vous abandonnons à votre sort. Cela a très bien réussi à l'Allemagne et à la Hollande qui n'ont plus de colonies et qui n'ont cessé de prospérer depuis 1945. »

Cette doctrine est, je m'en excuse auprès de son auteur, à la fois immorale et désavantageuse pour nous.

Elle est immorale. Ces peuples ne nous ont pas demandé d'occuper leur territoire. Nous les avons envahis. Nous leur avons inculqué nos idées sur l'indépendance nationale, la démocratie. Nous leur avons appris notre mode de vie, ce qui leur a créé des besoins qu'ils n'avaient pas. Et, avant d'avoir achevé notre tâche civilisatrice, nous partirions en les laissant en proie aux pires difficultés. Nous n'avons pas plus le droit de le faire qu'un père qui a adopté un enfant n'a le droit de l'abandonner, quoi qu'il lui en coûte, avant qu'il soit en âge d'affronter seul les difficultés de l'existence.

Elle n'est pas avantageuse pour nous, quel que soit le poids des impôts que les contribuables métropolitains paient pour accorder à ces territoires les crédits d'investissements dont ils ont besoin.

Depuis 1946, depuis la création du F.I.D.E.S. si souvent critiqué, on a découvert en Afrique des richesses minières considérables, des possibilités de construction de barrages qui fourniront du courant électrique à un prix quatre ou cinq fois inférieur au prix métropolitain.

Dans quelques années, on exportera d'Afrique des millions de tonnes de minerai brut, de produits finis ou semi-finis.

Si nous sommes partis, comme le propose M. Cartier, ou si, par une politique rétrograde, nous avons dressé ces pays contre nous, tous les milliards d'investissements déjà faits ou qui auront été faits seront perdus.

Si, au contraire, nous faisons la politique annoncée par le général de Gaulle, et même si certains territoires deviennent indépendants, des accords équitables pourront être passés pour préserver nos légitimes intérêts. En tout cas, le seul fait qu'ils restent dans la zone franc sera avantageux pour nous puisqu'il s'agit le plus souvent de minerais ou de produits qui sont vendus en dollars ou en livres.

Il est d'ailleurs certain qu'une politique de contrainte et, ce qui est pire encore, de promesses non tenues, de menaces et de faiblesses alternées, ce qui a été le cas très souvent depuis quelques années, pousserait les territoires les plus riches à rompre avec nous. Il ne nous resterait plus alors que la charge des territoires pauvres.

MAIS même une politique libérale, généreuse, hardie, est condamnée à plus ou moins long terme à l'échec si la guerre d'Algérie dure.

Dans ce cas, en effet :

— Les peuples d'outre-mer qui, de plus en plus, sont préoccupés de la situation de l'Afrique du Nord, manifesteront leur hostilité et la création de la communauté franco-africaine sera dangereusement menacée ;

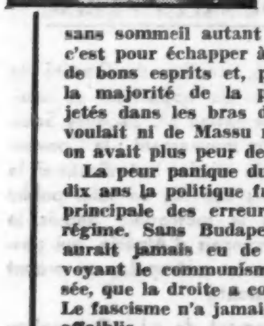
— nos finances, malgré tous les emprunts, tous les impôts, ne pourront pas faire face aux besoins nécessaires pour mettre en valeur les richesses des territoires d'outre-mer (il en sera d'ailleurs de même dans la métropole). La situation se dégradera rapidement de nouveau outre-mer et en France.

Le général de Gaulle a défini, pour l'Afrique et pour Madagascar, une politique d'avenir. Acceptera-t-il de renoncer à en faire une réalité ou fera-t-il aussi en Algérie, par d'autres moyens, puisque le problème est différent, une politique qui permette de tout sauver : nos libertés, nos rapports avec les territoires d'outre-mer, nos finances, notre économie intérieure et extérieure, notre situation sociale ?

Lui seul, sans doute, dispose de l'autorité nécessaire pour l'imposer aux uns et aux autres, dans l'intérêt supérieur de la France et de l'Afrique.

C'est à cette question que, maintenant, une réponse doit être donnée.

Puisse-t-il sortir du silence qu'il observe depuis trois mois à ce sujet.



LA PROPOSITION DU P.C.

par JEAN-MARIE DOMENACH

FAISANT aux lecteurs de « La Nef » la confidence de ses angoisses pendant les quinze jours où il fut ministre de l'Intérieur du gouvernement Pflimlin, M. Jules Moch a eu cette phrase qui suffira aux historiens futurs pour comprendre la paralysie de la gauche : « Prague, en 1948, a hanté mes nuits sans sommeil autant que Madrid, en 1936. » Car c'est pour échapper à ces deux fantômes que tant de bons esprits et, plus ou moins consciemment, la majorité de la population française se sont jetés dans les bras du général protecteur. On ne voulait ni de Massu ni de Kroutchev, et, au fond, on avait plus peur de Kroutchev que de Massu.

La peur panique du communisme domine depuis dix ans la politique française et constitue la cause principale des erreurs puis de l'effondrement du régime. Sans Budapest, il est probable qu'il n'y aurait jamais eu de coup d'Alger. Car c'est en voyant le communisme discrédité, la gauche divisée, que la droite a compris qu'elle pouvait y aller. Le fascisme n'a jamais attaqué que des adversaires affaiblis.

La gauche française sans le parti communiste se prive de la moitié de ses forces. Elle s'est imaginée tirer profit de l'affaiblissement du P.C.F. Mais tout affaiblissement du communisme français se traduit par un affaiblissement de l'ensemble de la gauche et ne profite qu'aux privilégiés et aux fascistes. L'anticommunisme reste le moyen de liquider toute la gauche, libéraux et socialistes y compris. Nous n'échapperons pas de sitôt à cette solidarité de destin, même si nous ne l'avons pas cherchée, même si elle nous donne quelquefois la nausée. C'est l'ennemi qui nous l'impose. Et aussi, plus profondément, la logique de la lutte dans un pays où l'exil économique et moral de toute une partie des travailleurs les attache au parti communiste comme à une espérance qui survit à toutes les cabrioles dialectiques.

Penser au « Coup de Prague », quand le fascisme part à l'assaut, c'est craindre le dégât que fera l'eau des pompiers quand la maison commence à brûler. Personnellement, je ne suis pas d'accord avec l'interprétation que les communistes donnent du rôle joué par de Gaulle, et la manière dont ils caricaturent son personnage m'écœure. Mais je constate que, sur l'essentiel, ils voient juste : le danger actuel, c'est le fascisme, avec de Gaulle, malgré lui ou contre lui. Il ne s'agit pas de faire la psychologie ou l'esthétique d'un grand homme mais de savoir qui possède le pouvoir — ou plus exactement, en cette période de transition euphorique — qui possède les moyens de contrôler le pouvoir et de s'en emparer. Or la réponse est claire : c'est le fascisme algérien et ses agents en métropole.

Contre cette menace, il n'est pas de défense possible sans une certaine alliance avec le parti communiste. Le problème n'est pas de porter des jugements moraux, ni de se faire complaisants ou complices ; aucun d'entre nous n'oubliera jamais le sort des révoltés hongrois. Mais ce n'est pas la démocratie populaire qui nous guette en ce moment, c'est le règne des colonels psychologues et tortionnaires.

L'ALLIANCE de fait, la résistance côte à côte ne suffisent pas. D'abord parce que l'adversaire garderait ainsi l'initiative. Ensuite parce que ce front resterait limité à une minorité de militants et d'intellectuels ; le peuple n'y participera que s'il a pour l'avenir des objectifs et des garanties. D'où la nécessité d'un accord qui dépasse la tactique et les formules vagues.

L'important article que J.-P. Vigier, mandaté par son parti, a donné à « L'Express » la semaine dernière semble montrer que le P.C.F. a compris cette exigence. Il parle d'un programme commun, où la direction du parti ne voyait jusqu'à présent qu'une source inutile de discorde. Il va plus loin : il affirme que le P.C.F. est prêt à collaborer à l'édification d'un pouvoir socialiste au sein d'un régime parlementaire impliquant une pluralité de partis et le maintien des libertés.

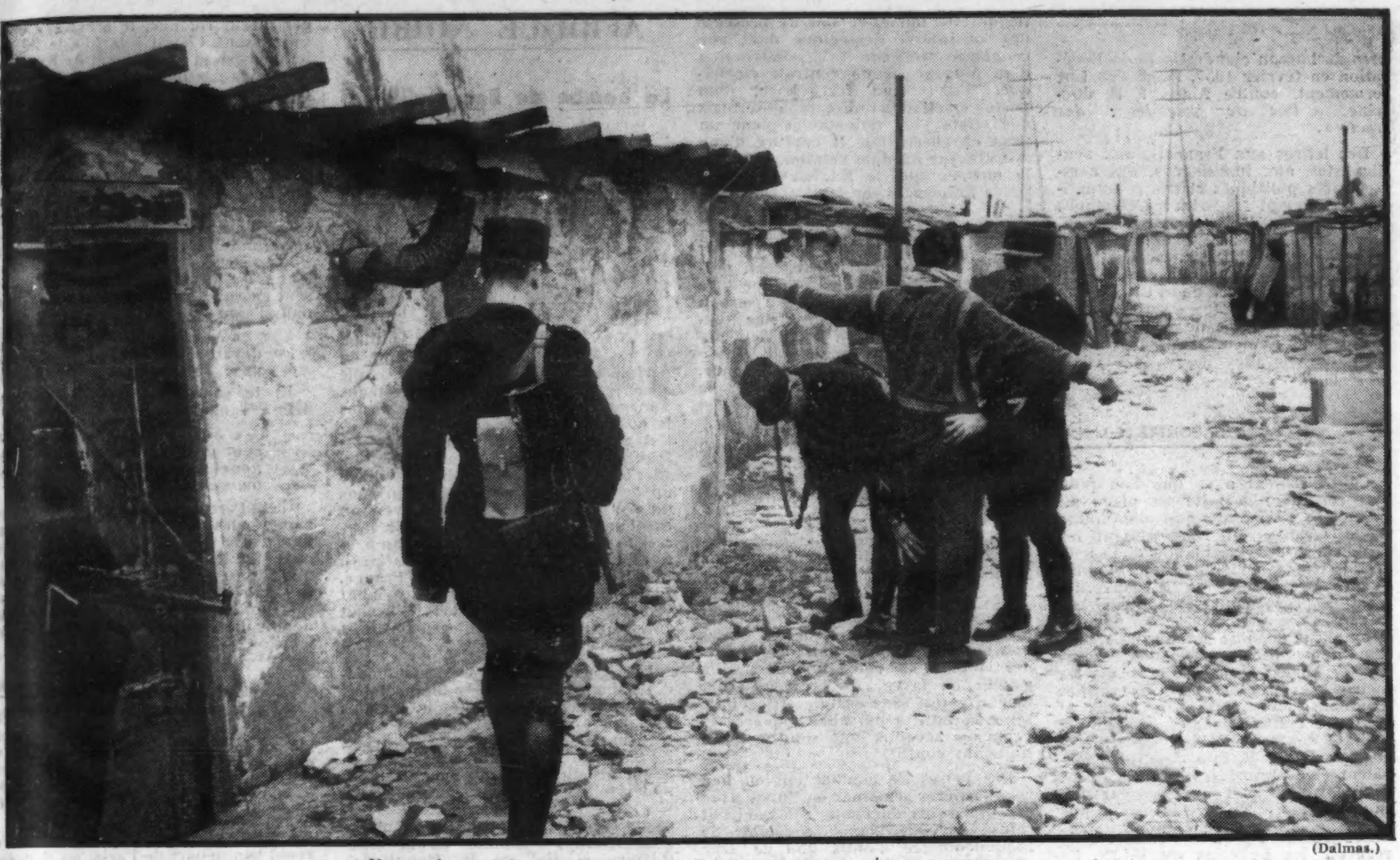
S'agit-il d'une ruse tactique ? Comme l'écrit justement J.-P. Vigier, de pareilles promesses, à la base d'un rassemblement, engagent solennellement ceux qui les font ; elles prennent déjà une consistance, une vérité dans l'action commune.

La sincérité de telles déclarations est incontestable. Simplement elles ne sont pas nouvelles ; on les a déjà entendues entre 1934 et 1936, puis, un bref instant, en 1946 avant que Kroutchev, au XX[e] Congrès du P.C. soviétique, leur rendit l'actualité. Et ceci soulève un terrible problème. Il n'y a aucune raison de suspecter les intentions des communistes français, mais à deux reprises Staline leur a imposé de renoncer à leurs vues propres. Qui peut dire qu'une pareille aventure ne risque pas de se répéter à l'improviste et que nos communistes ne seront pas contraints de faire passer, la mort dans l'âme, les préoccupations stratégiques de l'U.R.S.S. avant celles de la lutte antifasciste ?

CE risque, comment éviter de le courir, tant que le parti communiste français sera ce qu'il est ? Du moins l'opposition non communiste a-t-elle dès maintenant la possibilité, le devoir, de prendre en considération l'offre qui lui est faite et de préciser, pour sa part, le programme nécessaire à une action commune.

Mais avant de discuter des formes futures d'un pouvoir socialiste en régime parlementaire, il faudrait lever l'obstacle principal à toute collaboration durable : le P.C.F. a-t-il la prétention d'être — non seulement de fait mais par définition, par essence — le seul parti de la classe ouvrière, et, par extension, de tous les travailleurs ? Car cette prétention monopolisatrice conduit fatalement aux manœuvres de débauchage, puis à la dictature. Le comportement des communistes à l'égard d'autres organisations ouvrières, d'autres mouvements socialistes, prouvera si le P.C.F. admet réellement la collaboration et la concurrence loyale des partis.

Enfin, rappelons qu'en politique il ne suffit pas de s'entendre sur des mots ; l'action, la présence sont les meilleures garanties d'un accord. Pour éclaircir et assurer les bases d'une collaboration, il faut d'abord renforcer la gauche non communiste, riche d'idées mais faible en organisation, en cohésion. Quel que soit le type d'alliance qui sera conclu, cette alliance ne durera que si elle rassemble des forces qui ne soient pas trop inégales.



(Dalmas.)

UNE OPÉRATION DE POLICE DANS UN BIDONVILLE DE LA RÉGION PARISIENNE
400.000 *suspects*

TERRORISME

Après les tracts, les grenades

● ***Depuis deux ans la police française vivait dans la hantise de ce qui s'est passé à Paris et en province dans la nuit de dimanche à lundi. Pourquoi le F.L.N. a-t-il choisi cette date pour attaquer ?***

DANS la nuit du 24 au 25 août, une série d'incendies, de sabotages et d'explosions se sont produits en 15 endroits différents du territoire français. Ces raids marquent l'implantation de la guerre d'Algérie sur le territoire métropolitain.

A Paris, devant le 66 du boulevard de l'Hôpital, vers 2 heures du matin, trois Algériens descendent d'une voiture noire ; ils lâchent une rafale de mitraillette sur les agents de garde devant le garage de la police parisienne. Mortellement atteints, trois policiers s'écroulent. S'avançant sous le porche du garage, les terroristes mettent le feu à des bidons d'essence et profitent de l'écran formé par les épais nuages de fumée noire pour s'enfuir.

Quelques instants plus tard, dans le bois de Vincennes, une patrouille motorisée repère trois voitures qui stationnaient tous feux éteints, à proximité de la cartoucherie militaire. Une fusillade s'engage entre les agents et les occupants des voitures. Le brigadier Fournier et un Algérien sont mortellement blessés. A proximité des murs de la cartoucherie on découvre au petit jour plusieurs bidons d'essence. D'autres engagements ont lieu au cours de la nuit à Saint-Mandé, à la porte des Lilas, rue Beaubourg. Des rondes permettent de prévenir le déclenchement d'incendies dans des dépôts d'essence à Ivry et Gennevilliers.

En province, les attentats revêtent un caractère de gravité encore plus tragique.

A Toulouse, vers 4 heures du matin, deux réservoirs d'essence d'une contenance de 1.200.000 litres prennent feu et les efforts des pompiers sont impuissants à maîtriser le sinistre. Visible à une vingtaine de kilomètres de la ville, une colonne de fumée noire de 100 mètres de hauteur s'élevait vers le ciel.

UN PLAN CONCERTE

Dans la région de Marseille, toujours durant la même nuit, quatre tentatives d'incendie dont plusieurs réussies, ont lieu. Le plus spectaculaire est celui qui a ravagé le dépôt de Mourepiane dans la banlieue nord de la ville, à proximité immédiate du port : tous les réservoirs du port pétrolier ont été détruits. Dix-sept marins-pompiers ont été blessés, des centaines de personnes évacuées.

Aux Aygalades, au cap Pinède, à la Mide, près de Martigues, les enquêteurs retrouvaient des engins explosifs au pied de réservoirs appartenant à la Société Shell ou à la raffinerie B.P.

A Narbonne, Purfina voit brûler six de ses réservoirs d'essence, 40.000 mètres cubes de gasoil et de fuel à Carcassonne.

D'autres sabotages ont lieu également à Frontignan, à Notre-Dame-de-Gravenchon près du Havre, et en maints autres endroits. Depuis le 24, toutes les sociétés pétrolières embauchent de nouveaux gardiens et renforcent la surveillance autour de leurs dépôts. Quels seront les prochains touchés ?

LA POLICE PREVENUE

De toute évidence — c'était la première conclusion des inspecteurs de la D.S.T. chargés de centraliser les renseignements concernant l'enquête — on a affaire à une offensive concertée selon un plan minutieusement préparé. Malgré les innombrables opérations menées depuis plus de deux ans, malgré les multiples arrestations de « dirigeants du F.L.N. » qui ont eu lieu ces mois derniers, l'organisation centrale du F.L.N. en France est demeurée intacte. Un si grand nombre d'incendies et de sabotages n'auraient pu se produire, à la même heure, dans quinze différents endroits de France, visant tous des réservoirs d'essence, si les organismes de direction, de transmission et d'exécution du Front avaient été effectivement démantelés. En fait, on sait qu'une des bases de l'organisation F.L.N. de la métropole se trouve en Allemagne, à l'abri de toute opération de police. En outre, un rigoureux « cloisonnement » entre les différents échelons limite la portée de tous les « coups de filet » réussis.

A la fin de la semaine dernière, les services de l'Intérieur avaient été alertés sur l'imminence d'une action d'ensemble du F.L.N.

Une conférence réunie samedi étudiait aussitôt les mesures propres à faire face à cette offensive. C'est ainsi que la Préfecture de police créait un bureau de coordination des affaires algériennes, dirigé par M. Legeay, sous-directeur de la police municipale.

« *Si c'est nécessaire, nous porterons la guerre sur le territoire français lui-même* », avait déclaré Ferhat Abbas à son arrivée au Caire en été 1956.

Démentie et attribuée à une erreur de traduction, la menace allait-elle être mise à exécution ? Lundi, au ministère de l'Intérieur, les hommes chargés de la Sécurité du Territoire le craignaient.

Depuis que cette menace a été proférée, les hauts fonctionnaires de la police vivent, en effet, dans la hantise d'un terrorisme, aveugle ou dirigé, analogue à celui qui a fait son apparition en Algérie dans la nuit de la Toussaint 1954.

Des rapports de police ont signalé depuis six mois au ministre de l'Intérieur que le F.L.N. pouvait compter en métropole sur des hommes sûrs, et que 40.000 d'entre eux étaient en armes. Ces armes vont du 7,65 jusqu'au fusil mitrailleur de l'armée en passant par le Colt et la mitraillette Sten.

Le milieu nord-africain de France constitue un terrain d'élection pour le recrutement de « desperados » prêts à tous les attentats. La colonie algérienne, forte de quelque 250.000 personnes en 1955, s'est démesurément grossie depuis ce que l'on appelle les « événements ».

Plus de 150.000, peut-être 200.000 musulmans, craignant soit l'arrestation, soit l'embrigadement dans les maquis, sont depuis deux ans venus rejoindre leurs coreligionnaires de la métropole.

DEPUIS UN AN

Les conditions de vie, physiques et morales, qu'ils ont rencontrées à Paris, Lille, Metz, Marseille sont souvent pires que celles qu'ils ont quittées. Chômage, condamnation aux emplois les plus durs, entassement dans des meublés, chambres d'hôtel, ou les sordides bidonvilles des banlieues ouvrières, ratissages et contrôles policiers ; difficultés de la correspondance avec les parents demeurés au douar ; racisme grandissant de la population européenne.

« *Nos frères se battent dans les djebels. Tous les jours plusieurs centaines d'entre eux tombent pour conquérir la liberté. Allons-nous attendre la fin du combat en nous croisant les bras ? En Algérie on ne comprend pas que les frères de la métropole demeurent passifs* ».

Tel est le langage, de plus en plus violent, surtout depuis un an, que tenaient les nouveaux immigrants aux militants et aux cadres de base du F.L.N.

Rien n'aurait pu cependant décider les dirigeants de la « Fédération de France » à passer à l'action, si une consigne impérative n'était venue des instances supérieures, à la suite de la dernière réunion du C.C.E. au Caire, fin juillet.

« LA GUERRE EN FRANCE »

Depuis quatre ans, les responsables successifs de la « Fédération de France » s'étaient heurtés à la même évidence : des attentats risquaient de desservir leur cause auprès de la population française et de l'opinion internationale. Abane Ramdane, responsable et chef principal de l'insurrection, mort à Tunis en février 1958, écrivait d'Alger en 1956 : « *Il faut porter la guerre en France* ».

Salah Louanchi (doctrinaire de la révolution algérienne, dont Robert Lacoste disait: « C'est le Bourguiba algérien »), chargé depuis le début de l'année d'organiser le Front en France, lui répondait qu'après avoir bien étudié la situation, il était parvenu à la conclusion inverse. L'effort du Front devait surtout viser la propagande, l'action psychologique auprès des masses et des milieux les plus hostiles à la guerre d'Algérie. Jusqu'à l'arrestation de tous les mem- →

LA COUPE NIEUW AMSTERDAM AU NEW GOLF DE DEAUVILLE

M. J. W. QUINTUS, directeur pour la France de la Compagnie Transatlantique HOLLAND-AMERICA LINE vient de remettre les prix aux couples victorieux de la Coupe NIEUW AMSTERDAM, à l'issue d'une compétition qui réunissait près de 70 joueurs.

On sait que les gagnants de cette Coupe : Mme VANDENDRIESSCHE et M. P. VAN OPHEN, vainqueurs du Score Net, sont invités par la Compagnie à effectuer un voyage en Hollande à bord du s/s NIEUW AMSTERDAM et se sont vu offrir de ravissants bijoux ; Mme BOISSEAU et M. A. PRUNET, triomphant par leur excellent Score Brut, ont reçu de très beaux prix.

Gagnants et organisateurs furent chaleureusement applaudis par une nombreuse et brillante assistance.

Communiqué.

→

bres du bureau clandestin de la Fédération en février 1957, Paris s'en tint fermement, contre Alger, à la doctrine, « *Pas de grenades : des tracts* ».

Des lettres aux Français, aux syndicalistes, aux instituteurs, des commentaires politiques et des communiqués marquant les principales étapes du déroulement du drame algérien, parvenaient alors régulièrement aux rédactions de journaux. Depuis longtemps repérés, Louanchi, Ahmed Taleb, vice-président de l'U.G.E.M.A., Lebjaoui et Amou (ce dernier, trésorier de l'Assemblée de l'Union française) bénéficiaient d'ailleurs d'une sorte de tolérance tacite de la part de la police.

LA LUTTE CONTRE LE M.N.A.

Contrairement à ce que l'on pouvait redouter, la mise en place au printemps 1957 d'une nouvelle équipe de dirigeants, où l'emportaient les éléments « durs », n'apporta pas de grands changements à la politique du Front. Au moment où le gouvernement Bourgès-Maunoury intensifiait la répression policière contre les milieux musulmans de la métropole, certains de ces dirigeants étaient résolus à faire lancer des grenades dans les métros, les cinémas ou les queues d'autobus. Mais cette fois Tunis et Le Caire conseillaient la prudence : la lutte contre le M.N.A. devait être engagée à fond, tous les soins devaient être apportés à l'encadrement des travailleurs et à la propagande intérieure.

Les journaux parisiens cessèrent de recevoir les bulletins du F.L.N. Ce fut l'époque des règlements de compte entre Algériens. Malgré plusieurs milliers d'arrestations et de déportations, le F.L.N. remportait cette bataille. En avril 1958, l'organisation messaliste était en pleine liquidation, et les révélations sur l'affaire Bellounis lui portaient le coup de grâce. 90 à 95 % des Algériens métropolitains sont aujourd'hui d'obédience frontiste et cotisent au F.L.N.

La consigne du C.C.E. avait cependant été respectée : les quelques attentats dont étaient victimes depuis un an des Européens étaient le fait, soit d'erreurs, soit de fanatiques isolés — non le résultat de consignes émanant de l'organisation centrale.

COMME EN ALGERIE

Les événements de la nuit du 24 août prouvent que le C.C.E. a décidé de reconsidérer totalement la tactique suivie pendant deux ans et demi.

Les terroristes du 24 août ne se sont pas livrés à des attentats aveugles contre la population civile, comme cela a été le cas à Alger à partir de mai 1956, au lendemain des premières exécutions capitales de Zabana et Ferradji. Les objectifs choisis — cartoucherie, garage de la police, dépôts d'essence — sont des objectifs à caractère militaire. Ces objectifs ont été choisis de telle sorte que leur destruction spectaculaire crée le maximum d'inquiétude dans la population civile — on ne peut pas cacher de tels incendies. Mais en même temps ces incendies font planer une menace sur les Français. Entendu à une terrasse de café sur les Champs-Elysées le 25 août après-midi la réflexion suivante :

> « *Si les Algériens sont capables de faire flamber des réservoirs gardés et surveillés, alors tout devient possible. Ça commence comme ça a commencé en Algérie même.* »

De fait, les événements du 24 août sont le pendant, sur le territoire métropolitain, de ceux de la Toussaint 1954 en Algérie : ils visent à développer un sentiment d'insécurité généralisée parmi la population civile.

Effet psychologique donc. Mais aux contre-coups économique et militaire. Si l'A.L.N. porte la guerre en France, le gouvernement ne peut dégarnir le territoire métropolitain des réserves de troupes que réclame l'armée d'Algérie. Il lui faudra multiplier les gardes autour des édifices et des ouvrages d'art présentant un intérêt stratégique. Or qu'est-ce qui ne présente pas un intérêt stratégique dans une économie moderne ? La destruction d'un barrage, d'une centrale électrique, d'un nœud ferroviaire, d'un poste émetteur radio, a désormais des effets plus redoutables pour un pays en guerre que la capture d'une mitrailleuse ou d'un camion. Telle est la menace que le F.L.N. veut faire peser désormais sur la France.

LA FIN D'UN ESPOIR

A cette menace, il n'existerait pratiquement pas d'autre parade que celle de l'élimination complète du milieu suspect. La logique du système voudrait que l'on internât ou déportât tous les Algériens mâles de 15 à 50 ans vivant aujourd'hui en France. Mais cette hypothèse elle-même, le F.L.N. ne l'a pas exclue.

« *La mise en camps de concentration de 100 à 200.000 frères ferait progresser notre cause sur le plan international* » ont souvent répété les nationalistes algériens aux journalistes étrangers qu'ils rencontraient.

Les conclusions que l'on peut dégager sur le plan politique ne sont pas moins inquiétantes.

Les raids du 24 août signifient d'abord que les Algériens ont cessé d'espérer que le seul jeu des forces politiques françaises suffise à ramener la paix. Le combat mené par la gauche en faveur de la négociation leur apparaît sans grande efficacité : seule la lutte à outrance amènera la France à accepter une solution politique du conflit.

Des prises de contact ont eu lieu ces dernières semaines en Suisse avec des dirigeants du Front : ceux-ci ont refusé de céder sur le préalable de l'indépendance, tandis que de leur côté les envoyés du gouvernement faisaient savoir qu'il était impossible au général d'aller plus loin que la promesse d'élections totalement libres. C'est à cette proposition jugée inacceptable, ainsi qu'aux propos récents de M. Michel Debré : « *On ne négocie pas avec des gens avec lesquels on n'est pas d'accord* » que les dirigeants algériens répondent aujourd'hui. Après le flottement qui avait suivi la venue au pouvoir du général et qui s'était traduit en Algérie même par un ralentissement provisoire des opérations, la lutte armée entre dans une phase nouvelle.

Fehrat Abbas, chargé des relations extérieures et de la propagande du F.L.N., l'a confirmé officiellement, mardi, en déclarant, au Caire, où il se trouve actuellement, que des instructions avaient été données pour que les civils soient épargnés, mais que les attentats se poursuivront en métropole « pour affaiblir le potentiel militaire et économique de la France ».

AFRIQUE NOIRE

La bombe de Brazzaville

● *Bilan du voyage du général de Gaulle en Afrique noire : les Africains sont libres de leur destin.*

TANANARIVE, Brazzaville, Abidjan, Conakry, Dakar, chaque étape du périple africain du général de Gaulle a été le théâtre d'un grand spectacle. Tananarive avait donné le ton. Dans la nuit tombante, le cortège présidentiel gagna la capitale au milieu des feux de Bengale, des pétards, des torches tournoyantes. Dans chaque village un orchestre improvisé accroupi sous un arc de triomphe jouait une version exotique et très personnelle de la *Marseillaise*, au milieu de foules compactes qui voulaient voir de plus près, toucher le représentant de la France. Et devant le Palais du Gouvernement où il devait passer la nuit, la ville tout entière hurla « De Gaulle au balcon » jusqu'à ce qu'il paraisse...

Les journalistes de la presse mondiale, impressionnés par le spectacle, câblaient déjà dans toutes les parties du monde : « Accueil délirant ». Le lendemain, puis les jours qui suivirent, les superlatifs trop tôt employés allaient cruellement leur manquer. Tananarive, par contraste, parut « réservée » auprès de Brazzaville. Et la capitale de l'A.E.F. sembla « froide » après Abidjan, capitale de la Côte-d'Ivoire et fief de M. Houphouet-Boigny. La fraîcheur de l'accueil réservé au président du Conseil à Conakry et, surtout, à Dakar, ne put faire oublier ces heures d'enthousiasme.

Brazzaville s'était vraiment déchaînée. La voiture présidentielle, au pas, dut fendre une mer humaine au milieu des tam-tams, des cris, des applaudissements. Motocyclistes noirs, officiels galonnés, dignitaires africains, porteurs de banderoles étaient inextricablement mêlés tandis que le Président du Conseil, ayant abandonné sa voiture, s'efforçait de gagner la tribune tricolore où l'abbé You'ou Fulbert, le pittoresque maire de la ville, lui remit une gigantesque clef de fer forgée...

Mais tout fut oublié à Abidjan. L'avion avait à peine atterri que la foule cernait sa passerelle. A grand-peine trois fillettes, blanche, noire et métisse purent parvenir jusqu'au général : elles étaient chargées d'une gerbe drapée de tricolore. Et très vite, sitôt achevée la *Marseillaise*, tous les barrages furent rompus, le service d'ordre impuissant. C'était à la fois le 14 juillet parisien et le Carnaval de Rio, teintés par la passion africaine. Sous leurs parasols les rois et les princes de toutes les tribus de Côte-d'Ivoire, entourés de leurs guerriers, participaient à la liesse. Des danseurs en pagne de raphia, des femmes aux seins peints en tricolore, des enfants, des orchestres ! Sur des kilomètres la foule court, suit le général tandis que M. Houphouet-Boigny en personne tente de le protéger d'une intense bousculade. Les ovations se succèdent... les klaxons hurlent... les sifflets des agents retentissent en vain... les orchestres rivalisent dans l'aigu !

« *Nous n'avons jamais vu ça* », devait dire M. Houphouet-Boigny.

Et le général de Gaulle déclarait déjà à Tananarive :

> « *S'il suffisait de sentiments pour produire de grandes choses, nous réussirions ensemble une œuvre magnifique...* »

C'était reconnaître que les « passions » des masses ne réglaient pas tout. Aussi les conversations, les discussions, les échanges de vues se sont multipliés pendant tout le voyage entre le Président du Conseil et les hommes politiques qui ont pris en charge depuis la loi-cadre les destinées des territoires d'outre-mer.

LA POSITION DE DEPART

En face des projets constitutionnels il y avait les « oui-oui », les « oui-mais », les « oui-si », les « non-car... », et, chacun faisant évoluer l'autre, il en résulte aujourd'hui une impressionnante évolution des intentions du général de Gaulle.

Pour le Président du Conseil, bien avant son départ de Paris, les données du problème africain semblaient claires : il fallait renforcer les dispositions d'autonomie interne qu'octroyait aux territoires noirs la loi-cadre de M. Gaston Defferre, mais marquer les limites rigides d'un cadre institutionnel définitif. Très fâcheusement impressionné par les motions du congrès P.R.A. de Cotonou qui réclamait « *l'indépendance immédiate* », le général de Gaulle s'en était tenu à cette position stricte, début août, en déclarant devant le Comité Constitutionnel Consultatif :

> « *Il y a les mots, et puis il y a la situation où nous sommes. Les territoires d'outre-mer ne sont pas des Etats. Il est donc nécessaire de faire une fédération. On pourra même l'appeler confédération en raison des accords particuliers qui pourront être passés pour tenir compte de la situation particulière de certains territoires, Madagascar par exemple. Fédération, confédé-*

(U.P.)

LE GÉNÉRAL DE GAULLE EN AFRIQUE NOIRE
« *S'il suffisait de sentiments...* »

tion, ce sont des mots. Je dis, moi, fédération et nous nous en tenons là. »

Le général de Gaulle ajoutait, refusant de reconnaître l'indépendance :

« Si les Africains le veulent, ce sera la sécession... »

La position était nette, tranchée. Et l'on put même, dans les milieux africains, parler de « chantage aux crédits ».

Les leaders africains parlaient eux aussi de « République fédérale », ils refusaient avec éclat la « sécession ». Mais les mêmes mots recouvraient des réalités différentes. Le désaccord était profond. M. Senghor, par exemple, en fit état publiquement, tout comme M. Sekou Touré qui déclarait à Conakry :

« La décolonisation intégrale, l'accession des T.O.M. à l'égalité politique avec leur ancienne métropole seront le fondement de leur adhésion enthousiaste à une association avec la République française. La fédération France-T.O.M. sera donc une communauté inter-continentale et multinationale de peuples libres et solidaires, malgré les différences de couleurs, de races, de religions... »

L'EVOLUTION

Transiger sur ces revendications, c'était pour les hommes politiques d'Afrique noire risquer de « connaître le sort du Glaoui et de Bao-Daï », comme le déclarait il y a plusieurs mois à Paris M. Apithy, leader du Dahomey. Les syndicats, du reste, adoptaient une attitude analogue. Toujours début août, l'U.G.T.A.N. publiait une motion où, « rejetant catégoriquement toute construction inspirée de la vieille politique d'assimilation et d'intégration, le comité directeur exige que soient reconnues sans réserve les aspirations des peuples d'Afrique noire à une existence nationale indépendante. »

Le général de Gaulle offrait, en revanche, aux territoires, la possibilité de devenir des départements (assimilés ou intégrés), mais « bouchait » toute évolution vers un statut d'Etat, au moment même où les leaders noirs — et la plupart du temps pour se protéger des surenchères fascinantes de « l'indépendance » — entendaient qu'à terme les ouvertures de la Constitution leur garantissent l'accession à la pleine souveraineté.

C'est ce qu'expliquèrent au comité constitutionnel MM. Senghor, leader du P.R.A., Lisette, président du Tchad, et Tsiranana, président de Madagascar. Et le comité remania sensiblement les textes qui lui étaient soumis, préférant au terme de « fédération » celui de « confédération » qui, on le sait, peut intéresser des Etats souverains ou susceptibles de le devenir. Après de longues conversations, le Président du Conseil français retint finalement le terme de « Communauté », rendu célèbre par le R.D.A. : un pas très important était franchi vers l'assouplissement des formules à l'étude.

Rien ne permettait pourtant de prévoir la « bombe » de Brazzaville. Certes il y avait eu vendredi dernier le discours de Tananarive où le général de Gaulle avait déclaré :

« Chaque territoire ayant pleine et entière disposition pourra choisir à l'intérieur de lui-même de devenir une République fédérale ou un Etat. »

Mais il était encore difficile de tirer une conclusion générale de ces propos : chacun savait que Madagascar devait bénéficier d'un statut privilégié. Le Président du Conseil en avait assuré M. Tsiranana au cours d'un entretien privé, à Paris, au début du mois. Et déjà plusieurs parlementaires africains avaient eu l'impression que la France faisait, de cette façon, « la part du feu ».

LES EQUIVOQUES SONT LEVEES

Le discours de Brazzaville devait balayer toute équivoque. Dans ce haut lieu de la France libre, à l'endroit même où se réunissait il y a quatorze ans la fameuse conférence qui pour la première fois ouvrait la voie à l'émancipation des colonies françaises, le général de Gaulle parlait enfin ouvertement, solennellement et à plusieurs reprises de l'indépendance :

« On dit : « Nous avons droit à l'indépendance ». Mais certainement oui. D'ailleurs l'indépendance, quiconque la voudra, pourra la prendre aussitôt. La métropole ne s'y opposera pas... »

« Il est nécessaire que s'établissent de grands ensembles, économiques, politiques, culturels et au besoin de grands ensembles de défense. »

(A.P.)

L'ACCUEIL DE BRAZZAVILLE
La communauté ne sera pas une prison

Mais au sein de cette communauté chaque territoire aura l'entière responsabilité de ses affaires intérieures :

« Chacun aura le gouvernement libre et entier de lui-même. »

Et l'on chargera les institutions fédérales du domaine commun : en particulier la défense, la monnaie, la diplomatie. Mais la communauté ne sera pas une prison :

Si un territoire, lors du référendum, répond « non », « cela signifiera qu'il ne veut pas faire partie de la communauté proposée... la métropole en tirera la conséquence. »

Si, « à l'intérieur de la communauté, quelque territoire, au fur et à mesure des jours, se sent, au bout d'un certain temps que je ne précise pas, en mesure d'exercer toutes les charges, tous les devoirs de l'indépendance, eh bien ! il lui appartiendra d'en décider par son Assemblée élue... »

Autrement dit, le général de Gaulle offre non seulement à l'Afrique noire une éventuelle indépendance immédiate, mais de surcroît, pour l'avenir, il laisse aux peuples de la communauté la possibilité de choisir, à leur heure, l'Indépendance. Ces dispositions, d'une importance capitale, règlent pratiquement le problème africain.

C'est la conclusion qu'en tirait M. Gabriel d'Arboussier :

« Après un tel discours, il n'y a plus de problème. Les grands débats franco - africains ont trouvé leur solution. Il ne reste plus que des problèmes interafricains », et le vice-président du Grand Conseil d'A.O.F. ajoutait :

« Les droits et les responsabilités des peuples d'Afrique se trouvent ainsi nettement déterminés. Il ne peut être question ni de chantage ni de pression : c'est librement qu'ils auront à déterminer leur option. »

« NOUS AVONS CHOISI »

Le discours de Brazzaville semble donc lever toute équivoque dans la mesure, toutefois, où les textes constitutionnels refléteront fidèlement les propos du général de Gaulle. La version définitive n'en sera établie qu'au retour à Paris du général de Gaulle. Ce sera à ce moment que les grands partis africains, le R.D.A. et le P.R.A., prendront une position officielle.

Mais, de toute façon, le choix est entre les mains des Africains. M. Houphouet-Boigny s'est d'ores et déjà prononcé : « Nous avons choisi la communauté », tandis qu'à Conakry M. Sekou Touré, Président du Conseil de Guinée, le plus réticent, déclarait :

« Nous consentons à lier notre sort à celui de la France. Mais il faut qu'il soit bien entendu que si nous acceptons de bon cœur certains abandons de souveraineté au profit d'un ensemble plus vaste, nous ne renonçons pas, nous ne renoncerons jamais à notre droit à l'indépendance. »

D'accord, a répondu le général de Gaulle, ce qui exclut toute surenchère. Les territoires, majeurs, devront débattre entre eux les multiples problèmes qui leur sont posés et que la France ne pouvait pas résoudre : exécutifs fédéraux à Dakar ou Brazzaville, existence séparée de tel ou tel territoire (en particulier Côte-d'Ivoire et Mauritanie), remembrements en fonction des affinités économiques ou raciales, etc. Ils pourront faire face, en hommes libres, aux sirènes de la Nigeria ou du Ghana (en particulier pour le Dahomey et le Niger) car il s'agira d'un choix volontaire pour la communauté française, un choix que pourra perpétuellement réviser la volonté populaire.

Certes, au Sénégal, dernière étape du périple africain, l'accueil fut plus que réservé. Mais il semblait que les jeunes Africains qui scandaient le mot « Indépendance » voulaient surtout entendre le général de Gaulle confirmer devant eux son évolution. Ce qu'il fit. Le président Houphouet-Boigny, dont c'est le triomphe, a pu, ainsi, renouveler son défi au président N'Krumah :

« Je préfère la coopération avec la France. Je tiens toujours le pari avec le Ghana. Dans dix ans nous confronterons les résultats... »

CLAUDE KRIEF.

EST-OUEST

Le premier accord

● ***Par un singulier détour du jeu diplomatique, un accord partiel sur le désarmement soulève le problème diplomatique le plus délicat : celui de la Chine communiste.***

LE jeudi 21 août, à Genève, dans la salle de l'ancien palais de la Société des Nations, le docteur James B. Fisk et le professeur Eugène K. Fedorov échangeaient une poignée de main par-dessus une table de conférence, sanctionnant ainsi le premier accord concret intervenu entre l'Est et l'Ouest sur la voie du désarmement, depuis la création de l'Agence Atomique Internationale en avril 1956.

Après sept semaines de travaux, les experts des deux camps (1) affirmaient « *qu'il était techniquement possible d'établir un système de contrôle applicable et efficace pour déceler les violations d'un accord éventuel sur la cessation des essais thermonucléaires dans le monde entier* » et « *qu'un réseau de postes de contrôle* (200 environ) *contenant tout l'appareillage nécessaire devrait être installé sur les continents et dans les îles ainsi que sur un petit nombre de navires au milieu des océans.* »

LA FIN D'UNE BATAILLE

Les trois méthodes de détection jugées les plus efficaces étaient les suivantes : 1. prélèvement dans l'atmosphère des déchets radioactifs ; 2. enregistrement des ondes sismiques, acoustiques et hydro-acoustiques ; 3. méthode du signal radio-électrique conjuguée avec une inspection sur les lieux des phénomènes non identifiés.

Il ne s'agissait que d'un accord technique, mais aussi contraignant qu'un engagement politique précis. Venant après l'arrêt unilatéral des expériences soviétiques et l'émotion provoquée dans le monde par le rapport de l'O.N.U. sur le danger des radiations atomiques, il ôtait toute justification à la poursuite des essais.

Le 22 août, le Président Eisenhower annonçait donc que les Etats-Unis étaient prêts à suspendre leurs essais à partir du 31 octobre à la condition que des négociations s'ouvrent à cette date sur la mise en place d'un système de contrôle.

Cette décision marque la fin de la bataille qui oppose depuis plusieurs mois à Washington les « durs » du Pentagone et de la Commission de l'Energie Atomique aux « politiques », parmi lesquels M. Dulles s'est récemment rangé.

Le principal argument des militaires contre une suspension des essais était jusqu'à présent que des explosions indétectables étaient possibles. Mais la vraie raison de leur opposition était ailleurs.

LA PRIMAUTE POLITIQUE

La supériorité des Russes dans le domaine de la propulsion des fusées leur permet de ne pas se soucier du poids des armes nucléaires. La fusée qui a placé un Spoutnik de plus d'une tonne sur son orbite peut transporter jusqu'aux Etats-Unis n'importe quelle bombe. Pour les Américains, au contraire, il s'agit de réaliser des têtes nucléaires de plus en plus légères correspondant à la faible charge utile que leurs fusées pourront emporter jusqu'en U.R.S.S. Pour cela, de nouveaux essais seraient nécessaires. Dans le domaine défensif, d'autre part, les militaires n'ont pas renoncé à la mise au point de l'arme « anti-fusée », que l'arrêt des essais rendra plus difficile.

A ces arguments, les « politiques » répondent que l'aspect purement stratégique du problème est aujourd'hui dépassé. « *Il est trop tard*, disent-ils, *pour revenir à la politique de la position de force. Que nous le voulions ou non, l'Amérique a perdu sa supériorité militaire et la poursuite unilatérale des essais ne la lui rendrait pas avant longtemps. Elle ne ferait qu'augmenter l'impopularité déjà inquiétante des Etats-Unis dans le monde. C'est dans le domaine politique que l'Amérique a subi ses plus graves défaites, comme le prouve l'évolution du Moyen-Orient. C'est par une « révision déchirante » de son attitude à l'égard des pays sous-développés qu'elle peut espérer conserver sa position mondiale.* »

LE PROBLEME CHINOIS

L'arrêt contrôlé des essais nucléaires, qui semble maintenant possible dans un proche avenir, soulèvera également d'autres problèmes internationaux. Tout d'abord, celui de la position de la France. Si le gouvernement français persiste dans sa volonté d'entrer dans le « club atomique » avant toute suspension des essais, les Etats-Unis auront le choix entre deux solutions : aider les Français à mettre au point rapidement leur propre bombe afin de les associer à un accord général sur l'interdiction des essais, ou admettre qu'un tel accord ne concerne que les Trois Grands. Dans les deux cas se poserait le problème de la Chine, dont les services de renseignements japonais pensent qu'elle pourrait posséder la bombe dès la fin de 1960. Si la France n'est pas liée par l'interdiction des essais, la Chine ne le sera pas non plus et les Russes pourront continuer de l'utiliser comme « terrain d'essai » s'ils le désirent. Si au contraire un accord était conclu à l'échelle mondiale, il serait impensable que la Chine n'y participe pas. La réglementation des essais nucléaires implique donc l'introduction de la Chine dans le jeu économique. Les Russes semblent décidés à exploiter rapidement l'occasion et à demander que la conférence sur le contrôle d'un arrêt des essais se réunisse avant la date du 31 octobre, prévue par les Américains.

(1) Participaient à la conférence du côté occidental : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et le Canada ; du côté oriental : l'U.R.S.S., la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie.

LETTRE D'AMÉRIQUE

Le gouverneur et le Président

● ***L'Amérique, rentrant de vacances, cherche, pendant quelques semaines encore, à écarter les soucis. Mais, dans le Sud, un point noir grossit : Little Rock.***

(*De notre correspondant particulier.*)

UN calme artificiel règne sur l'Amérique, qui entretient désespérément l'indolence des dernières semaines d'août avant d'affronter les difficiles problèmes de la rentrée. Ces problèmes, chacun en connaît la liste : l'inflation ou la dépression (les experts ne sont pas encore d'accord sur le terme à employer), la crise du Moyen-Orient, la décision du président Eisenhower de suspendre les essais nucléaires, enfin les violentes attaques des démocrates contre la politique étrangère et la politique militaire de l'administration.

(A.P.)

LE GOUVERNEUR FAUBUS (DE LITTLE ROCK)
Une majorité écrasante

UNE PREMIÈRE VICTOIRE

La semaine dernière, cependant, les graves questions dont dépendra peut-être l'avenir de l'humanité ont cédé le pas devant un problème typiquement américain, mal compris à l'étranger, douloureux et déconcertant pour tous les citoyens de ce pays : celui que Gunnar Myrdal a appelé « le dilemme américain » dans son livre sur la discrimination raciale aux Etats-Unis.

A quelques jours de la rentrée scolaire, le nom symbolique de Little Rock est revenu au premier plan de l'actualité.

Le 28 juin dernier, le gouverneur Faubus — qui avait déclenché les événements déplorables de l'an dernier en utilisant la Garde nationale pour empêcher l'entrée au lycée de Little Rock de neuf élèves noirs — remportait une première victoire : un juge fédéral de district, considérant la possibilité de nouveaux troubles, suspendait l'intégration scolaire à Little Rock pour une période de deux ans et demi, « afin de permettre aux esprits de s'apaiser ». Quelques semaines plus tard, le gouverneur Faubus obtenait le renouvellement de son mandat à une majorité écrasante qui confirmait l'appui que lui donne la population de l'Arkansas dans sa résistance à l'intégration scolaire.

UNE PROSE OBSCURE

Il y a huit jours, cependant, un autre tribunal fédéral annulait l'ordre de suspension du juge de district à une majorité de six voix contre une.

« *Conscients du fait que les incidents du Lycée central ont créé une situation préjudiciable à l'enseignement normal des élèves*, écrivait le président du tribunal, *nous sommes néanmoins obligés de maintenir que ces incidents ne constituent pas une base légale suffisante pour suspendre le plan d'intégration des écoles publiques de Little Rock.* »

Dans les jours qui suivirent, la tension monta brutalement entre les deux camps. Fort de son succès électoral, le gouverneur Faubus ordonna au Lycée central de faire appel de la nouvelle décision fédérale. Le président Eisenhower fut attaqué pour ce qu'il avait fait et pour ce qu'il n'avait pas fait.

Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, le président Eisenhower fut soumis à un feu roulant de questions sur l'intégration. Se réfugiant dans la prose savamment obscure dont il a le secret, il déclara qu'il était du devoir de tous les Américains de se soumettre aux décisions de la Cour suprême et laissa entendre qu'il ferait son possible pour assurer le respect de ces décisions, comme il l'avait fait il y a un an. Mais il ajouta, cédant une fois de plus à sa répugnance caractéristique pour les prises de position personnelles : « Mon mandat consiste en une chose : défendre la Constitution des Etats-Unis et assurer l'exécution des lois. Il me semblerait donc imprudent et préjudiciable de troubler l'opinion publique en entrant dans la discussion de cas isolés sur lesquels je pourrais être ou ne pas être d'accord. »

« UN EUNUQUE POLITIQUE »

Chacun se demande depuis ce que le Président a voulu dire. Quoi qu'il fasse en septembre, en tout cas, il est clair qu'il n'est pas prêt à mettre son autorité morale au service d'un idéal mais seulement d'une décision technique. Comme l'a écrit Max Lerner à propos de sa conférence de presse :

« *Le résultat de la neutralité olympienne du Président dans le cas d'une décision controversée de la Cour suprême est de transformer en eunuque politique un homme qui devrait faire preuve d'une autorité virile pour que la fonction de Président garde une signification quelconque.* »

Au début de la semaine, les positions se sont encore durcies de part et d'autre. Le tribunal fédéral qui avait cassé l'arrêt du juge de district ayant renvoyé l'affaire devant la Cour suprême, dont la prochaine réunion ne devait avoir lieu qu'en octobre, celle-ci a décidé de tenir une session spéciale dès le jeudi 28 août afin de pouvoir rendre son arrêt avant la rentrée scolaire du 2 septembre. Le gouverneur Faubus n'a pas désarmé : dès l'annonce de cette nouvelle menace, il a convoqué une réunion extraordinaire de l'Assemblée législative de l'Arkansas pour en obtenir le pouvoir, de retarder la rentrée scolaire de huit jours et de fermer le Lycée central de Little Rock si la Cour suprême maintient l'ordre d'intégration.

« QUI EST DONC CE MARTIN DU GARD ? »

Roger Martin du Gard, Prix Nobel de Littérature 1937, est mort à 77 ans, laissant une œuvre romanesque considérable. (« Devenir », « Jean Barois », « Les Thibault », « Confidence Africaine », « Vieille France »), trois pièces (« Un Taciturne », « Le Testament du Père Leleu », « La Gonfle »), un petit volume de souvenirs (« Notes sur André Gide »), et un « Journal » inédit qu'il a commencé à tenir en 1919.

Il a raconté lui-même, avec verve, ce que fut sa première œuvre, écrite à treize ans, alors qu'il était, dit-il, *« un cancre »* :

> *« Le plus clair de mon temps se passait à lire en cachette des feuilletons à bon marché, des romans et des revues que je chipais à mes parents ou que me procurait quelque condisciple débrouillard (...) J'avais toujours sur moi un petit dictionnaire de rimes, un cahier où j'écrivais des poèmes sentimentaux ; et je composais aussi de brèves nouvelles, d'inspiration exclusivement « réaliste » — et d'un mauvais goût inimaginable... Qu'on en juge : je me souviens de l'une d'elles que j'avais intitulée :* « Chair fraîche » :

« Par une nuit glacée, un clochard hirsute, en haillons, erre dans la ville déserte. Soudain, au premier étage d'un hôtel particulier, une fenêtre s'éclaire : une gracieuse silhouette féminine parait puis disparaît derrière la vitre embuée. L'homme s'est arrêté net. « Chair fraîche »... Il guette, haletant, le retour de l'apparition. En vain. Le regard fixé sur le rectangle lumineux et vide, il grelotte de froid, de désir. Enfin, il n'y tient plus : il se hisse sur le mur, grimpe le long d'une gouttière, parvient jusqu'au balcon. Derrière la croisée, à deux mètres de lui, en pleine lumière, une jeune femme est là : debout devant sa glace, elle brosse paisiblement sa chevelure dénouée... « Chair fraîche »... Elle est nue... » . . . .

> *« La nouvelle se terminait là, sur trois points de suspension... L'auteur de cette sensationnelle « tranche de vie » devait avoir treize ou quatorze ans. (Et il a attendu d'avoir passé la quarantaine pour oser « Confidence Africaine ».) »*

UNE FAILLITE

« Une vie de saint », qu'il commença à 25 ans, qu'il mit dix-huit mois à écrire, fut un effort avorté.

> *« J'ai eu,* dit-il, *assez de sagesse pour ne pas m'obstiner ; et j'ai rangé mon tas de paperasses au fond d'un placard. »*

Cette faillite le persuada qu'il visait trop haut.

Alors, comme pour exorciser le raté qu'il craignait de devenir, il résolut d'écrire l'histoire

> *« d'un jeune écrivain présomptueux, sans talent mais plein d'illusions sur ses capacités et dont l'existence ne serait qu'une suite de velléités stériles et de déconvenues ».* Ce fut « Devenir ».

Edité à compte d'auteur, l'ouvrage fut convenablement accueilli. Martin du Gard se sentit alors en état de donner sa mesure et se lança dans une longue nouvelle, intitulée d'abord « Marise », puis « L'une de nous », qu'il porta à *« un jeune éditeur nouvellement installé à Paris, qui s'était fait la réputation de découvrir et de lancer les débuts d'avenir »*, Bernard Grasset. Celui-ci publia la nouvelle à compte d'auteur mais, *« bon prince, s'engageait par contrat à éditer, à ses frais, mon prochain roman ».*

« L'une de nous » fut *« invendue, invendable ».* Cinq ans plus tard, l'auteur *« saisit l'occasion de faire disparaître les traces de cette sotte aventure »* et donna *« avec soulagement, l'ordre de livrer tout le stock au pilon ».*

Entre temps, il avait écrit, en trois ans, « Jean Barois ».

Mais, au reçu du manuscrit, *« effrayé sans doute par son épaisseur ou par l'aspect insolite de ce gros roman tout entier en dialogues »*, Grasset écrivait à Martin du Gard :

> *« Ce n'est pas un roman, c'est un dossier; vous avez voulu jouer la difficulté, et vous ne m'en voudrez pas de vous dire que vous avez été absolument battu. Mon avis très net (ne m'en veuillez pas de ma franchise) est que votre livre est absolument raté... Je défie un lecteur d'aller au-delà de la centième page ».*

Verdict qui, émanant *« d'un homme du métier, intelligent, averti et qui, par le choix des écrivains qu'il avait édités, avait donné des preuves de son sens critique et de son fair professionnel »*, laissait Martin du Gard *« positivement désespéré ».*

Une semaine plus tard, il passe rue Halévy, s'entend appeler.

> *« D'un taxi qui stoppe à ma hauteur, Gaston Gallimard saute sur le trottoir. Nous avions été, vingt ans auparavant, condisciples à Condorcet (...) Je n'ignorais pas que Gallimard faisait partie de cette jeune équipe (qu'on appelait alors « la bande à Gide)...*
>
> *Naturellement je l'ai mis au courant de mes récentes tribulations, de l'impitoyable jugement de Grasset, de mon découragement. Alors, spontanément — et par pure gentillesse, car à ce moment il ne pouvait prévoir l'accueil que ses amis feraient à son initiative — Gallimard m'offrit de lire mon roman et de le soumettre à l'aréopage de la N.R.F. ; spécifiant bien que ce n'était rien de plus qu'une chance qu'il m'aidait à courir ».*

Jean Schlumberger, Jacques Rivière, Roger Martin du Gard (de g. à dr.) entourant André Gide, en 1922
« Une jeune équipe qu'on appelait alors la bande à Gide »

DE PRUDENTES RESERVES

Jean Schlumberger donna un avis favorable et expédia le manuscrit à Gide qui télégraphiait, trois jours plus tard, à Gallimard : *« A publier sans hésiter »*, puis écrivait :

> *« J'ai accepté ce manuscrit comme une tuile, et en ai commencé la lecture en rechignant ; mais dès les premières pages... etc... Qui est ce Martin du Gard dont vous ne m'aviez jamais parlé ?...* Et il terminait sa lettre par : *« Celui qui a écrit cela peut n'être pas un artiste, mais c'est un gaillard ! »*

« Chance inespérée », déclare Martin du Gard.

Distribué aux membres de l'Académie Goncourt, « Jean Barois » ne retint l'attention d'aucun juré. La critique fut réticente.

> *« C'est seulement quelques mois après la parution que Paul Souday, l'arbitre officiel des lettres, le redouté mentor du « Temps », s'est occupé de moi. Son article était d'ailleurs tout farci de reproches : il me chicanait longuement sur mes imparfaits du subjonctif. Cependant, il me consacrait cinq colonnes de son feuilleton hebdomadaire. »* Alors *« les critiques attitrés de sont cru tenus de signaler, non sans de prudentes réserves, mon livre à la curiosité de leurs lecteurs.*
>
> *J'aurais tort de me plaindre,* conclut Martin du Gard. *En somme la partie était gagnée ! ».*

C'était en novembre 1913. Il avait trente-deux ans.

Lorsque, en 1955, les œuvres complètes de Roger Martin du Gard furent réunies en deux volumes de la Pléiade, c'est Albert Camus qui se chargea de les présenter aux lecteurs.

Nous sommes heureux de pouvoir reproduire ici, pour nos lecteurs, quelques extraits de ce texte remarquable, ainsi qu'une scène de l'avant-dernier volume des « Thibault », « L'Eté 1914 », qui met en lumière la frappante actualité de cet homme « de pardon et de justice » que fut Roger Martin du Gard.

F. G.

ROGER MARTIN DU GAR

Nous devons à l'amabilité de M. Albert Camus et des éditions Gallimard l'autorisation de reproduire ici de larges extraits de la présentation que le Prix Nobel de Littérature 1957 a consacrée aux œuvres complètes du Prix Nobel 1937, pour les éditions de la Pléiade.

EN DEUX VOLUMES
Toute la vie d'un homme

« LES chefs-d'œuvre, disait Flaubert, sont comme les grands animaux. Ils ont la mine tranquille. » Oui, mais dans leur sang courent toujours d'étranges et jeunes ardeurs. Ce sont ces brûlures, et ces audaces, qui, déjà, rapprochent de nous l'œuvre de Martin du Gard. Et d'autant plus, après tout, qu'elle a la mine tranquille. Une sorte de bonhomie masque ici d'impitoyables lucidités, qui ne se découvrent qu'à la réflexion, mais s'y prolongent alors.

Il est important de noter, d'abord, que Martin du Gard n'a jamais pensé que la provocation pût être une méthode d'art. L'homme et l'œuvre se sont forgés d'un même patient effort, dans la retraite. Martin du Gard est l'exemple, assez rare en somme, d'un de nos grands écrivains dont personne ne connaît le numéro de téléphone. Cet écrivain existe, et d'une forte façon, dans notre société littéraire. Mais il s'y est dissous comme le sucre dans l'eau. La gloire et le Prix Nobel l'ont favorisé, si j'ose dire, d'une nuit supplémentaire. (...) J'ai toujours nié, pour ma part, qu'il pût exister un artiste modeste ; depuis que je connais Martin du Gard, ma conviction vacille. Mais ce monstrueux modeste a encore, pour vivre dans la retraite, d'autres raisons que les singularités de son caractère : le souci légitime que nourrit tout artiste digne de ce nom d'épargner le temps de son œuvre. Cette raison se fait impérative dès que l'œuvre est identifiée par son auteur à la construction de sa propre vie. Le temps n'est plus alors le lieu où l'œuvre s'édifie, mais cette œuvre elle-même, que tout divertissement aussitôt menace.

Une telle vocation nie la provocation et ses artifices calculés : elle accepte au contraire, dans tout ce qui concerne la création, une loi véritablement ouvrière. A l'époque où Martin du Gard débutait dans les lettres, on entrait en littérature (l'histoire du groupe N.R.F. le montre bien) un peu comme on entre en religion. On y entre aujourd'hui, on feint d'y entrer au moins, comme en dérision ; il s'agit seulement d'une dérision pathétique qui peut, chez quelques-uns, avoir son efficacité. Pour Martin du Gard, en tout cas, le sérieux de la littérature n'était pas en question.

.. ..

« LE difficile, dit ce précoce clairvoyant, n'est pas d'avoir été quelqu'un, c'est de le rester. » Le génie risque en effet de n'être qu'une chance fugitive. Seuls, le travail et le caractère peuvent en faire une gloire, et une vie. Le labeur, son organisation, son humilité, se placent ainsi au centre d'une création libre qui, dès lors, ne peut se séparer d'un monde dont la loi est aussi le travail, mais humilié. Il n'est pas exagéré de dire que l'esthétique même de Martin du Gard devait élargir jusqu'à la dimension historique une œuvre où pourtant les problèmes de l'individu trouvent la première place. Celui qui fait du travail libre sa raison et sa joie peut finalement supporter toutes les humiliations, sauf celle qu'on inflige justement au travail, de même qu'il peut recevoir tous les privilèges, sauf ceux que le séparent, par la liberté, du travail enchaîné. De pareilles œuvres réintègrent, parfois sans le savoir, le labeur artistique dans la cité et ne peuvent plus alors se séparer d'elle, défaite ou victorieuse.

Mais déjà, avant toute autre découverte, le résultat sera cette œuvre solide comme pierre, dont le corps principal est « Les Thibault », et dont les arcs-boutants s'appellent « Devenir ! », « Jean Barois », « Vieille France », « Confidence africaine » et les œuvres dramatiques. On peut discuter cette œuvre, on peut essayer d'en voir les limites. Mais on ne peut nier qu'elle existe, et superbement, avec une incroyable honnêteté. Les commentaires peuvent y ajouter ou en retrancher, il n'empêche que nous avons là une de ces œuvres, exceptionnelles en France, autour desquelles on peut tourner, comme on circule autour d'un bâtiment.

.. ..

IL est en art une loi, cependant, qui veut que tout créateur soit accablé sous le poids de ses vertus les plus apparentes. La proverbiale honnêteté de son art a parfois dissimulé le vrai Martin du Gard à un temps qui, pour des raisons diverses, exaltait surtout le génie et l'improvisation, comme si le génie pouvait se passer d'un emploi du temps et l'improvisation du loisir laborieux. Ayant rendu hommage aux vertus, le critique croyait avoir assez fait, oubliant qu'en art la vertu n'est qu'un moyen, mis au service du risque. Les audaces ne manquent pas, justement, dans l'œuvre qui nous intéresse. Presque toutes, elles résultent de la poursuite têtue d'une vérité psychologique. Elles mettent donc en valeur l'ambiguïté des êtres, sans laquelle cette vérité n'a pas de sens. On est déjà étonné en lisant « Devenir ! » (1) de la modernité cruelle de la fin où André, qui vient d'enterrer sa femme avec douleur, aperçoit à la fenêtre la jeune servante qu'il a désirée, et dont on devine qu'elle l'aidera à digérer son chagrin.

La sexualité, et la part d'ombre qu'elle jette sur toute vie, a été abordée franchement par Martin du Gard. Franchement mais non crûment. Il n'a jamais cédé à cette tentation de la chiennerie qui rend tant de romans contemporains aussi ennuyeux que des manuels de bienséance. Il n'a pas décrit complaisamment de monotones débordements. Il a choisi plutôt de montrer l'importance de la vie sexuelle par son inopportunité. En véritable artiste, il ne l'a pas peinte dans ce qu'elle était, mais indirectement, dans ce qu'elle forçait à être.

.. ..

MAIS le désir ne se mêle pas seulement aux choses de la mort, il contamine aussi la morale et la rend ambiguë. L'homme de bien, le chrétien de parade qu'est le père Thibault, écrit dans son agenda : « Ne pas confondre avec l'amour du prochain l'émoi qui nous saisit à l'approche, au toucher de certains êtres jeunes, fût-ce des
mots seulement, ce qui le
et la sincérité. De même,
libertin repenti en tirant
jetée. « Je suis bon, je sui
avec attendrissement. Mais
une dernière fois, ajoutant
vertu. Une seule phrase
faire sentir ce qui entre
une telle attitude : « Se
la jupe, tandis que ses lèv
en un baiser paternel. »

.. ..

POUR dou
de Martin du Gard, citons
C'est, en effet, une gran
dans la mort de ce person
été celle de toute sa vie
un chrétien de parade m
et la dépression d'une m
la comédie des derniers
une répétition générale,
domestique, repentirs ex
élévations. Le père Thib
de protestations qui, d
inquiétude qu'il nourrit p
désolation des siens, leur
fin proche, lui révèlent d'u
au lieu de produire les
cruellement une réalité
victime. Dès cet instant, i
sa foi. Son grand cri « A
couronner alors cette dé
plicité de ses croyances,
Il mourra réconcilié, cep
et de rengaines puériles
intégrité, dépouillé de s
être livré nu à la mort e

Un tel tableau est s
tracer les mouvements
lui-même un moyen de p
Il n'a que des leçons, et

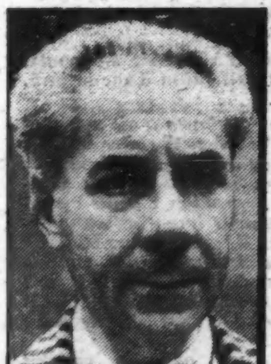
.. ..

MAIS pl
Martin du Gard rejoign
avec une heureuse lent
charge, sous la poussée
l'évolution qui mène l'i
de tous, et à l'acceptati
Gard garde ici encore u
décesseurs et ses pairs
n'ont jamais donné à l'
et ses successeurs, qui n
barrassées. Dans « Les T
Barois », les individus s
fraîche. L'un et l'autre n

Martin du Gard n'a p
nous héritons d'individu
histoire raidie et tétanis

(1) Où pourtant certains détails portent bien leur date : le héros appelle le garçon de restaurant « Mon ami », danse le boston et termine ses lettres par « Tibi » là où nos jeunes gens mettraient « Salut ».

UN EXTRAIT DES « THIBAULT » : DIALOGUE



EN 1942, MARTIN DU GARD
Les « Thibault » ont été terminés en 1940

« NOUS sommes là, les uns à côté des autres, impénétrables... Juxtaposés, comme les galets au bord du lac... Et je me demande si les paroles, en nous donnant l'illusion d'un accord, ne nous divisent pas plus encore qu'elles ne nous rapprochent ! »

Il releva les yeux. Meynestrel, arrêté lui aussi au bas des marches, écoutait, silencieux, cette voix triste qui résonnait dans le vestibule de pierre.

« Ah ! si vous saviez comme j'en ai parfois assez des paroles ! » reprit Jacques, avec une subite véhémence. « Comme j'en ai assez de nos palabres ! Comme j'en ai assez, de toute cette... idéologie !... »

Meynestrel, à ce dernier mot, remua vivement la main.

« Evidemment. Parler ne devrait être qu'un moyen d'agir... Mais, tant qu'on ne peut pas agir, c'est déjà faire quelque chose que de parler... »

Il jeta un coup d'œil vers la cour, où Paterson et Mithœrg, prolongeant sans doute une « palabre » commencée là-haut, faisaient les cent pas en gesticulant. Puis il braqua sur Jacques son regard aigu :

« Patience !... La phase idéologique... Ce n'est qu'une phase... Une phase préparatoire, nécessaire ! La rigueur doctrinale s'affermit par la controverse. Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. Sans théorie révolutionnaire, pas d'avant-garde. Pas de chefs... Notre « idéologie » t'agace... Oui : elle paraîtra sans doute, à nos successeurs, un ridicule gaspillage de force... Est-ce notre faute ? » Il murmura très vite : « Le temps de l'action n'est pas encore venu. »

Jacques, attentif, semblait dire : « Expliquez-vous. »

Meynestrel poursuivit :

« L'économie capitaliste tient encore bon. La machine donne des signes d'usure, mais elle fonctionne encore, tant bien que mal. Le prolétariat souffre et s'agite, mais, somme toute, il ne crève pas encore de faim. Dans ce monde boiteux, poussif, qui vit sur sa force acquise, qu'est-ce que tu veux qu'ils foutent, tous ces précurseurs qui attendent l'heure de l'action ? Ils parlent ! Ils s'enivrent d'idéologie ! Leur activité n'a pas d'autre champ libre que celui des idées. Nous n'avons pas encore de prise sur les choses...

— Ah ! fit Jacques, la prise sur les choses !

— Patience, mon petit. Tout ça n'aura qu'un temps ! Les contradictions du régime s'accusent de plus en plus. Entre les nations, les rivalités se multiplient. La concurrence, la compétition pour les marchés, s'exaspèrent. Question de vie ou
mort : tout leur système est organisé pour d
marchés sans cesse plus étendus ! Comme si l
marchés pouvaient s'accroître indéfiniment !...
bout du fossé, la culbute ! Le monde va droit à
crise, à la catastrophe inévitable. Et elle sera u
verselle... Attends seulement ! Attends que to
soit bien déréglé dans la vie économique d
monde... Que les machines aient davantage rédu
le nombre des salariés... Que les faillites et les r
nes se précipitent, que le travail manque partou
que l'économie capitaliste se trouve dans la situ
tion d'une compagnie d'assurances dont tous l
assurés seraient sinistrés le même jour... Alors !

— Alors ?...

— Alors, nous sortirons de l'idéologie ! Alor
le temps des palabres sera passé ! Et nous retrou
serons nos manches, parce que l'heure de l'actio
sera venue, parce que nous l'aurons enfin, la pri
sur les choses ! » Une lueur éclaira son visage
s'éteignit. Il répéta : « Patience... patience ! » (

— Nous avons encore beaucoup de chanc
sais-tu, de vivre cette phase idéologique... D'êt
nés sur le seuil de quelque chose qui commence
Tu es trop sévère pour les camarades ! Moi, je le
pardonne tout, et même leurs palabres, à cause d
leur vitalité... de leur jeunesse ! »

Une nuance de mélancolie, qui échappa à so
compagnon, passa sur son visage.

Jacques, rétif, secouait obstinément la tête. Dan
ses heures de découragement, il lui arrivait, e
effet, de porter un jugement sévère sur les jeune
hommes qui l'entouraient. Il lui semblait que l
plupart pensaient d'une façon sommaire, étroite

Supplément spécial

Un document humain exceptionnel

LE RÉCIT DE GERMAINE TILLION

Le récit que nous publions ici est celui que l'ethnologue française Germaine Tillion, héroïne de la Résistance, ancienne collaboratrice de M. Jacques Soustelle, a fait récemment devant les tribunaux d'Alger. Germaine Tillion avait été convoquée comme témoin dans le procès du chef terroriste F.L.N. de la région d'Alger Yacef Saadi, condamné à mort, et de son adjointe Zora Drif. Germaine Tillion s'était trouvée en contact, dans des conditions assez extraordinaires, avec ces deux inculpés et quelques-uns de leurs camarades. C'est l'histoire de ces rencontres qu'elle a racontée à la barre. Les lecteurs du « Monde » ont eu connaissance, mardi soir, du contenu de cette histoire par le compte rendu d'audience du correspondant de notre confrère à Alger. Le témoignage dont nous publions le texte intégral, tel qu'il a été formulé par Germaine Tillion, révèle mieux que toute analyse, à travers les contact humains qu'il rapporte, la nature de ce qui se déroule en Algérie. L'authenticité des faits est garantie par l'intégrité morale incontestée de son auteur.

GERMAINE TILLION
« Vous vouliez me voir ? Me voilà ! »

JE soussignée, Germaine Tillion, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes Etudes (Sorbonne), actuellement détachée au Centre national de la Recherche scientifique (sociologie algérienne), chevalier de la Légion d'honneur à titre exceptionnel, croix de guerre avec palme, rosette de la Résistance, etc., atteste sous la foi du serment l'exactitude des faits suivants :

J'ai rencontré M. Saadi Yacef et Mlle Zorah Drif le 4 juillet et le 9 août 1957, mais je n'ai connu le nom de M. S. Yacef qu'à l'occasion de notre seconde entrevue et celui de Mlle Drif, par la presse, qu'au moment de son arrestation, le 24 septembre 1957.

Pour le cas où je serais empêchée de porter témoignage, je tiens à consigner par écrit, pour en tenir lieu, tous les faits dont j'ai eu directement connaissance et qui se rapportent à ces deux entrevues.

Ces entretiens n'ont été possibles que parce que, ayant longuement séjourné en Algérie pour des raisons scientifiques, et cela dès 1934, j'avais noué de nombreuses relations amicales avec la population musulmane. Il est donc nécessaire de préciser certaines circonstances antérieures à ces entrevues, afin de replacer les faits qui vont suivre dans leur juste perspective.

De 1934 à 1940, j'ai séjourné en mission scientifique dans l'Aurès en qualité d'ethnologue et au cours de ces années j'avais réuni une documentation considérable sur les sociétés paysannes de cette région. Ma quatrième mission se terminait le 30 mai 1940. Je suis donc revenue à Paris. J'ai immédiatement mis sur pied une organisation de résistance, secteur d'un réseau connu sous le nom de « réseau Musée de l'Homme Hauet-Vildé ». Des quatre chefs de cette organisation (le colonel de La Rochère, Boris Vildé, le colonel Hauet et moi-même), je suis actuellement la seule survivante, l'un ayant été fusillé et les deux autres étant morts en déportation. J'ai été moi-même arrêtée par la Gestapo le 13 août 1942 et mon inculpation comportait cinq « motifs » de condamnation à mort.

Après trois ans de captivité, je fus rapatriée en France le 10 juillet 1945, mais la plupart de mes documents scientifiques ayant été volés par la police allemande, j'ai demandé au Centre national de la Recherche de quitter provisoirement la section d'ethnologie pour être rattachée à celle d'histoire moderne.

En novembre 1954, M. le professeur Massignon, qui avait été mon directeur de thèse, me demanda de l'accompagner chez le ministre de l'Intérieur qui était alors M. Mitterrand. M. Mitterrand, sur la question que lui posa le professeur Massignon, lui donna l'assurance qu'il n'était pas question de bombarder l'Aurès au napalm (comme le bruit en avait couru alors) et il me proposa d'y partir en mission pour examiner dans quelles conditions allait être opéré le déplacement de certaines tribus.

Je ne pouvais pas moralement refuser cette mission et je partis en décembre. Dans l'Aurès, je pus constater que si le déplacement des tribus en question était parfaitement inefficace, il s'opérait du moins dans des conditions humaines.

Je parcourus alors, du Nord au Sud et d'Est en Ouest, les diverses vallées de ce pays pendant trois mois et je fus consternée par leur effondrement économique dont je m'appliquai dès lors à analyser les causes.

Pendant ce temps, le gouverneur général Léonard avait été remplacé par le gouverneur général Soustelle (que j'avais connu une vingtaine d'années auparavant au Musée de l'Homme) et c'est à celui-ci que je vins rendre compte de ma mission. Je lui exposai à cette occasion un certain nombre de points de vue sur la paupérisation de l'Algérie et sur des remèdes qu'on y pouvait apporter ; il me demanda de rester à son cabinet en qualité de chargée de mission.

De mars 1955 à février 1956, j'ai donc séjourné à Alger en cette qualité et j'ai surtout étudié les données économiques, ethniques et sociales du problème algérien, tout en suivant, naturellement, l'évolution du problème politique, mais d'une façon moins proche et moins directe. C'est pendant cette période que j'ai proposé à M. Soustelle la création d'un service dit des « Centres sociaux », pour lequel il me donna son appui le plus complet.

Quand M. Lacoste remplaça M. Soustelle, à la demande de ce dernier je retardai de trois mois mon retour en France, afin de défendre auprès du nouveau ministre un plan de scolarisation totale de l'Algérie et, dans le cadre de mes études habituelles, de revoir certaines régions de ce pays.

A la fin de 1956, j'ai écrit une brochure parue dans les premières semaines de 1957 et intitulée : « L'Algérie en 1957 », où j'expose le processus d'effondrement des pays sous-développés et où je conclus sur la nécessité absolue pour l'Algérie de vivre en symbiose économique avec la France. Cette brochure est à l'origine des faits au sujet desquels je témoigne, c'est-à-dire mes entretiens avec Saadi Yacef.

Le 18 juin 1957, je pris l'avion pour Alger avec quatre autres membres de la Commission internationale contre le régime concentrationnaire. Je suis, depuis son origine, membre de cette commission et lorsque celle-ci prit la décision d'enquêter en Algérie, je fus désignée avec M. Martin-Chauffier pour accompagner nos trois collègues étrangers. C'est dans ces conditions que j'ai visité avec eux les principaux camps et prisons d'Algérie. Au cours de ce voyage, j'ai revu de nombreux amis officiers, fonctionnaires ou colons, et, simultanément, des musulmans internés que je connaissais personnellement ou dont je

→

Le récit de

connaissais la famille et qui, pour cette raison, me parlaient comme on parle à quelqu'un dont on sait avec certitude qu'il n'a aucun parti pris malveillant.

Je dois dire que l'ensemble de ces conversations présentait une image extrêmement cohérente de la situation dont l'aspect le plus frappant (pour moi qui avais quitté l'Algérie en avril 1956) était l'importance qu'avait prise en un an la structuration politique clandestine. Mais plus encore que cette importance, ce qui m'a semblé remarquable, c'est ce qu'on pourrait appeler le « style » de l'opération (dont la rapidité quasi foudroyante avec laquelle elle a été menée n'est qu'un aspect).

J'ai toujours pensé qu'en Algérie, une victoire militaire était techniquement possible (on peut parfaitement neutraliser une résistance en anéantissant tous ses réseaux, et cela n'importe où et dans n'importe quelle circonstance, à condition de pouvoir y mettre le prix), mais il me semblait maintenant évident que toutes les structures ne manqueraient pas de se reconstituer aussitôt que serait réduit l'appareil militaire.

Dans la dernière semaine de ce voyage, j'appris par une amie musulmane que « des gens » voulaient me poser des questions au sujet de la brochure dont j'ai déjà parlé. Elle-même ne savait pas qui étaient ces gens, mais pensait qu'ils étaient importants.

En écrivant cette brochure, j'avais souhaité attirer l'attention de l'opinion musulmane sur l'extrême danger que présenterait pour l'Algérie une indépendance illimitée et inconditionnelle. D'autre part, je pouvais sans difficulté rendre compte de ces conversations à la plus haute autorité du gouvernement, car M. André Boulloche (qui était alors directeur du cabinet de M. Bourgès-Maunoury) a fait partie en 1941 de mon groupe de résistance : il a été déporté, ainsi que son père, son frère et sa mère, qui sont tous morts en déportation. M. Louis Mangin, également membre du cabinet de M. Bourgès-Maunoury, compte, ainsi que toute sa famille, parmi mes amis les plus anciens et les plus proches. En outre, j'étais persuadée du caractère sans issue de la lutte actuelle, telle qu'elle était conduite de part et d'autre. Pour toutes ces raisons, je pris la responsabilité d'accepter cette entrevue sans savoir d'ailleurs qui j'allais rencontrer.

"Mitraillette à la main, revolver à la ceinture..."

Il fut convenu que je suivrais un Algérien qui me fut désigné. Celui-ci me conduisit, par un itinéraire compliqué, à l'endroit où devait avoir lieu la rencontre. Par loyauté vis-à-vis des gens qui m'avaient accordé leur confiance, je pris soin de ne pas remarquer le détail du parcours que nous avons suivi.

Dans la pièce où l'on m'introduisit, je fus reçue par deux jeunes femmes dont l'une (je l'ai su le jour de son arrestation) se nommait Zorah Drif. Quelques minutes plus tard, deux hommes entrèrent à leur tour : ils étaient en costume kaki et tenaient chacun une mitraillette à la main; je crois me rappeler qu'ils avaient en outre un ou deux revolvers à la ceinture. Les cinq personnes présentes ne s'étaient pas vues depuis de très nombreux mois, à ce qu'il m'a semblé, et se saluèrent les unes les autres avec émotion. A mon tour, on me présenta le plus petit des deux hommes en me disant : « *C'est le Grand Frère* », puis l'autre, en me disant : « *C'est notre glorieux Ali la Pointe.* »

Je saluai les deux nouveaux venus et tout le monde s'assit. Il y eut alors un petit silence que je laissai délibérément se prolonger un moment, puis je dis avec bonhomie à mes interlocuteurs : « *On m'a dit que vous vouliez me voir, me voilà, qu'est-ce que vous avez à me dire ?* »

Ils furent visiblement interloqués et tous les regards se tournèrent vers celui qu'on appelait « le Grand Frère » et dont j'ai su plus tard qu'il était en réalité Saadi Yacef. Il eut l'air embarrassé et me dit en bafouillant un peu qu'ayant lu ma brochure, il souhaitait me poser quelques questions à son sujet, mais qu'il serait préférable que je parle de tout cela avec les cinq membres du C.C.E., car eux seuls étaient qualifiés pour prendre une décision importante.

J'ignorais alors tout du C.C.E. : on me l'expliqua. C'était l'organisme qui dirige la structure politique et militaire clandestine de l'Algérie musulmane. Je répondis que je ne pouvais pas parler avec les membres de cette organisation sans l'autorisation de mon gouvernement et je spécifiai à cette occasion : « *Vous savez que je ne suis ni communiste ni progressiste, mais une Française patriote.* » Ils me dirent tous en chœur qu'ils le savaient parfaitement et que c'était d'ailleurs la raison pour laquelle ils étaient heureux de me parler.

La conversation qui avait débuté à 14 h. 45 se prolongea jusqu'à 19 h. 30 et je vais être obligée de la résumer aussi clairement que possible en m'efforçant cependant de ne pas déformer sa chronologie. Celle-ci en effet me semble avoir une très grande importance, car elle contribue à démontrer le caractère très improvisé de ce qui fut dit de part et d'autre ce jour-là.

Puisque le point de départ de l'entrevue était cette brochure que j'ai écrite sur les problèmes sociaux et économiques de l'Algérie, et puisque aucune question particulière ne m'était posée, j'entrepris tout d'abord un long monologue à propos des salaires, de la nécessité d'une scolarisation totale, de l'effondrement progressif et inéluctable des pays sous-développés, de l'impossibilité pour l'Algérie de subsister en dehors d'une symbiose économique avec la France, etc. A un moment donné, Yacef m'interrompit pour dire pensivement : « *Nous n'avons pas assez l'habitude de penser à ces choses* », et il me fit à plusieurs reprises des objections pratiques qui m'amenèrent à préciser mes positions sur toutes ces questions.

Un peu plus tard, d'un ton assez anxieux, il me demanda : « *Comment pensez-vous que tout cela va finir ?* »

J'étais très pessimiste et je répondis brutalement :

« *Il n'y a aucune raison pour que cela finisse. Jamais le F.L.N. ne battra les troupes françaises et si les troupes françaises*

(Agip.)

ZORAH DRIF
Deux heures de silence

peuvent écraser provisoirement la révolte, il me semble impossible que ce soit à titre définitif. Si, dans un avenir lointain, la France se fatigue de l'hémorragie d'hommes et de devises que cette guerre chronique représente et si elle renonçait alors à la poursuivre, il me semble impossible que les ouvriers algériens conservent le privilège dont ils bénéficient actuellement sur le marché du travail français ; dans ce cas, tout le pays est condamné à une régression extrêmement rapide et nécessairement sanglante. »

J'expliquai également que, sur le papier, il y avait en Algérie huit millions de musulmans et un peu plus d'un million d'Européens, ce qui représenterait une balance de forces de huit contre un, mais que cette balance était une vue de l'esprit et qu'en réalité le potentiel d'une population n'était pas fonction seulement du nombre, mais que bien plus encore il résultait de sa technicité et des investissements dont elle dispose ; dans cette perspective, il y avait une sorte d'équivalence des forces entre les deux groupes qui rendait la situation encore plus insoluble : s'il y avait eu beaucoup moins d'Européens, la solution tunisienne aurait été possible ; s'il y avait eu beaucoup moins de musulmans, les programmes intégrationnistes se seraient réalisés sans grande difficulté, etc.

C'est à ce moment-là que Yacef eut un cri : « *Alors, je ne serai jamais un homme libre.* » Le ton n'était ni agressif ni furieux, mais authentiquement désespéré.

A propos des pays sous-développés, je fus amenée à parler de la famine en disant que j'étais, somme toute, la seule dans cette pièce qui savait exactement comment on fait pour mourir de faim. Je racontai alors de nombreuses anecdotes personnelles, puis je parlai des statistiques que j'avais faites avant 1942 sur les causes d'arrestations et sur les mouchards qui nous ont décimés. « *C'est ce qui est le plus difficile à pardonner* », ai-je dit.

Yacef m'interrompit avec élan : « *Oh ! si seulement cela finissait, moi je pardonnerais à tout le monde.* » La conversation dévia ainsi un long moment sur la Résistance française et sur les souffrances qu'elle a supportées.

C'est alors qu'ils commencèrent à me parler des tortures qui se pratiquaient en Algérie et plus spécialement à Alger. Je pus répondre que j'étais à ce sujet presque aussi bien informée qu'eux-mêmes et que c'était d'ailleurs la raison de mon voyage actuel. Je leur expliquai ce que c'était que la « Commission internationale contre [le] régime concentrationnaire », je leur dis [que] c'étaient les déportés français non communi[stes] qui avaient demandé que l'enquête ait lieu, [que] ces déportés appartenaient à des partis [...] divers, mais qu'ils étaient tous des patriotes [et] que ce n'était pas de gaieté de cœur qu'ils avai[ent] pris cette décision — autrement dit, que l[eur] ambition n'était pas d'étaler dans la presse [les] fautes commises par leur pays, mais de les [faire] cesser.

Je ne sais plus qui prononça à un mom[ent] donné le nom de Mélouza, ce qui occasionna [une] des très rares interventions de l'homme qu[i] m'avait présenté sous le nom d'Ali la Pointe. [Très] vivement, il dit : « *Ce n'est pas nous.* » [Je] répondis qu'il tombait mal, car je revenais pr[éci]sément de Mélouza où j'avais moi-même interr[ogé] les survivants et que je pouvais donc personne[lle]ment affirmer qu'en l'occurrence la respons[abi]lité du Front ne faisait pas de doute. Son chef [lui] fit signe alors de se taire, mais je crois cep[en]dant que c'est à ce moment-là que j'ai parlé [des] mutilations et des égorgements sur lesquels j'é[tais] aussi très informée.

"Oh ! ces bombes, je voudr[ais] les voir au fond de la mer"

Yacef m'a écoutée d'un air accablé, sans [pro]tester. Je ne pus m'empêcher de lui faire obser[ver] qu'il voyait lui-même combien il était injuste [de] faire supporter globalement à une collecti[vité] les crimes commis par quelques-uns de ses m[em]bres et que ce qui était injuste vis-à-vis d[e] [...] l'était aussi, inversement, vis-à-vis de nous. [Je] dois signaler ici que, au cours de mon sec[ond] voyage, j'ai appris par un collaborateur de Y[acef] que celui-ci avait donné des ordres pour in[ter]dire les pratiques barbares dont je viens de p[arler] (égorgements, mutilations). J'ignore si ces or[dres] ont été effectivement donnés et à quelle d[ate], mais il doit être possible de le savoir.

Toute cette partie de l'entretien a duré [...] de deux heures et il est probable que si j'é[tais] partie à 5 heures comme je l'avais prévu, [les] autres questions qui furent abordées n'aura[ient] même pas été mentionnées.

Mes interlocuteurs m'écoutaient avec une [atten]tion passionnée et s'exprimaient comme [...] même avec une parfaite franchise. Ils me c[on]naissaient d'ailleurs très bien de réputation [et] ils savaient que l'estime et l'amitié que j'ai p[our] leurs compatriotes est ancienne et sincère. [De] plus, mon expérience de la clandestinité, de[s] épreuves, de nos sentiments, les fascinait, pa[r le] rapprochement qu'ils en faisaient avec la situ[ation] où ils se trouvaient eux-mêmes. Ils étaient [éga]lement parfaitement conscients de l'extrême [com]passion que ces analogies suscitaient en moi.

Donc, après deux heures et demie environ [de] conversation, Yacef me dit avec un petit sou[rire] une phrase de ce genre : « *Vous voyez que n[ous] ne sommes ni des criminels ni des assassin[s].* »

Très tristement et très fermement, je répond[is] : « *Vous êtes des assassins.* » Il fut tellement in[ter]loqué qu'il resta un moment sans parler, co[mme] suffoqué. Puis ses yeux se remplirent de lar[mes] et il me dit textuellement : « *Oui, madame [...] tion, nous sommes des assassins.* » Il me rac[onta] alors quelques détails sur l'attentat du ca[sino] ajoutant que lorsqu'il les avait appris, il [a] pleuré trois jours et trois nuits. Dans [la] seconde partie de la conversation, il a eu à [trois] ou quatre reprises différentes les larmes [aux] yeux et lorsqu'il m'a parlé de l'attentat du ca[sino] ses larmes ont coulé.

Je me souviens avoir dit à peu près textu[elle]ment à un moment donné : « *Le terrorisme [est] la justification des tortures aux yeux d'une [cer]taine opinion. Aux yeux d'une autre opinion, [les] tortures et les exécutions sont la justification [du] terrorisme. C'est un cercle parfait dont il [est] impossible de sortir.* »

A un autre moment, Yacef eut un mouve[ment] violent et dit : « *Oh ! ces bombes, je vou[drais] les voir toutes au fond de la mer.* »

Je répondis une phrase qui était à peu p[rès] ceci : « *Ne vous gênez pas pour moi, et m[oi] je vous donnerai bien volontiers un coup [de] main pour aller les y jeter.* »

D'un ton très accablé, il répliqua : « *[...] notre seule manière de nous exprimer.* » Il [me] semble qu'il a dit cette phrase à plusieurs re[pri]ses et moi de mon côté j'ai dit à plusieurs rep[rises] au cours de cette seconde phase de notre con[ver]sation : « *Le sang innocent crie vengeance.* »

Dès ce jour-là, ma conviction profonde a [été] que cet homme n'avait pas l'intention, en e[nga]geant cet entretien, de me parler de sa cris[e de] conscience, il en avait même si peu l'inte[ntion] qu'il m'avait caché son nom, ainsi que je [l'ai] su plus tard, uniquement parce que celui-ci [était] devenu synonyme de terrorisme dans la p[resse] algéroise et qu'il avait peur de me rebuter en [me] le disant. Néanmoins, tout cela était telle[ment] improvisé que, en contradiction avec le s[ecret] dont lui-même s'entourait, il me dit d'emblée [le] nom de son garde du corps (Ali la Pointe) [dont] le renom n'était pas meilleur que le sien.

Il s'est toujours exprimé devant moi avec [beau]coup de spontanéité et de naturel et, au co[urs] de nos deux conversations, grâce à de b[rèves] remarques qu'il fit, j'eus la possibilité de [me] représenter la vie qu'il menait depuis deux [ans], traqué jour et nuit par plusieurs milliers

dans un espace grand comme le Jardin embourg, assumant presque sans moyen un effort physique et intellectuel écrauisqu'il avait la charge de coordonner tout l'appareil politico-militaire d'Alger, titre intérimaire) celle d'assurer cette ation pour toute l'Algérie. J'ai pu me compte aussi du très grand respect qu'il t à tous ses collaborateurs, mais, précisé- cause de ce respect, ceux-ci attendaient u'il assume toutes les responsabilités dans s domaines. Il avait donc dû supporter e crise de conscience qui probablement éjà ancienne quand je l'ai vu pour la prefois ; l'évolution — très inattendue pour pour moi — de notre conversation ita, à mon avis, une décision à laquelle nblablement il songeait déjà depuis long-

que abruptement il me dit : *« Je vous fais messe que désormais on ne touchera plus opulation civile. »*

s pétrifiée par cette phrase et je répondis ne représentais rien et que je n'avais qualité pour prendre un engagement quelqui soit parallèle à celui-ci. Il me répon- *Ça ne fait rien, c'est à vous que je veux e et c'est à vous que je le fais. »*

rège, je l'ai déjà dit, toute cette conversauisqu'elle a duré quatre heures et demie. sieurs reprises, les mêmes thèmes ont été et en particulier celui, très essentiel, du ntre les attentats terroristes d'une part et écutions capitales de l'autre.

z longtemps après la promesse unilatérale avait été faite, je dis, à propos des exécu- : *« Mais s'il y a des exécutions, est-ce que promesse tiendra ? »* Il eut alors un mout très violent et me dit : *« Dans ce cas, peux répondre de rien. »*

déjà compris qu'en cas d'exécutions les, la pression de l'opinion musulmane est te sur ses cadres clandestins que ceux-ci *obligés* (pour manifester leur présence et communauté de sentiment avec la masse du e) de marquer par un acte leur réaction.

idemment, au cours de la conversation, je ue je me considérais comme obligée de e compte de cet entretien à mon gouverne- Yacef haussa les épaules en me disant : *ites comme vous voudrez, nous, ça nous est*, et il ajouta que, quant à lui, ce qu'il sout c'est que je puisse discuter sur les pros économiques de l'Algérie avec les cinq du C.C.E. Dans son esprit, cet entretien t eu pour but essentiel d'éclairer les hommes vaient la responsabilité, à son avis, de la tion de l'Algérie sur des problèmes qui lui t paru à lui-même très graves et insuffisam- considérés par l'opinion musulmane en al. Mais il insista à plusieurs reprises sur le que son opinion en la matière ne comptait De mon côté, je ne pouvais accepter de ir des explications dans ce domaine qu'à ndition que mon gouvernement m'en donne orisation.

...e leur tendis la main. ...une d'elles m'embrassa "

rs 19 h. 30, je mis fin à l'entretien.

moment de partir, je me tournai d'abord les deux jeunes femmes assises toutes deux a droite. La jeune femme blonde (Zorah), à quelques rares occasions, avait prononcé phrase ou deux, l'autre n'avait pris aucune à la conversation, j'ignorais donc totalement quels sentiments elles avaient suivi ce très dialogue. Je leur tendis la main et l'une e m'embrassa. Je me rendis compte alors eur émotion et, très émue moi-même, je leur t *« Je vous supplie d'user de votre influence r protéger les innocents. »*

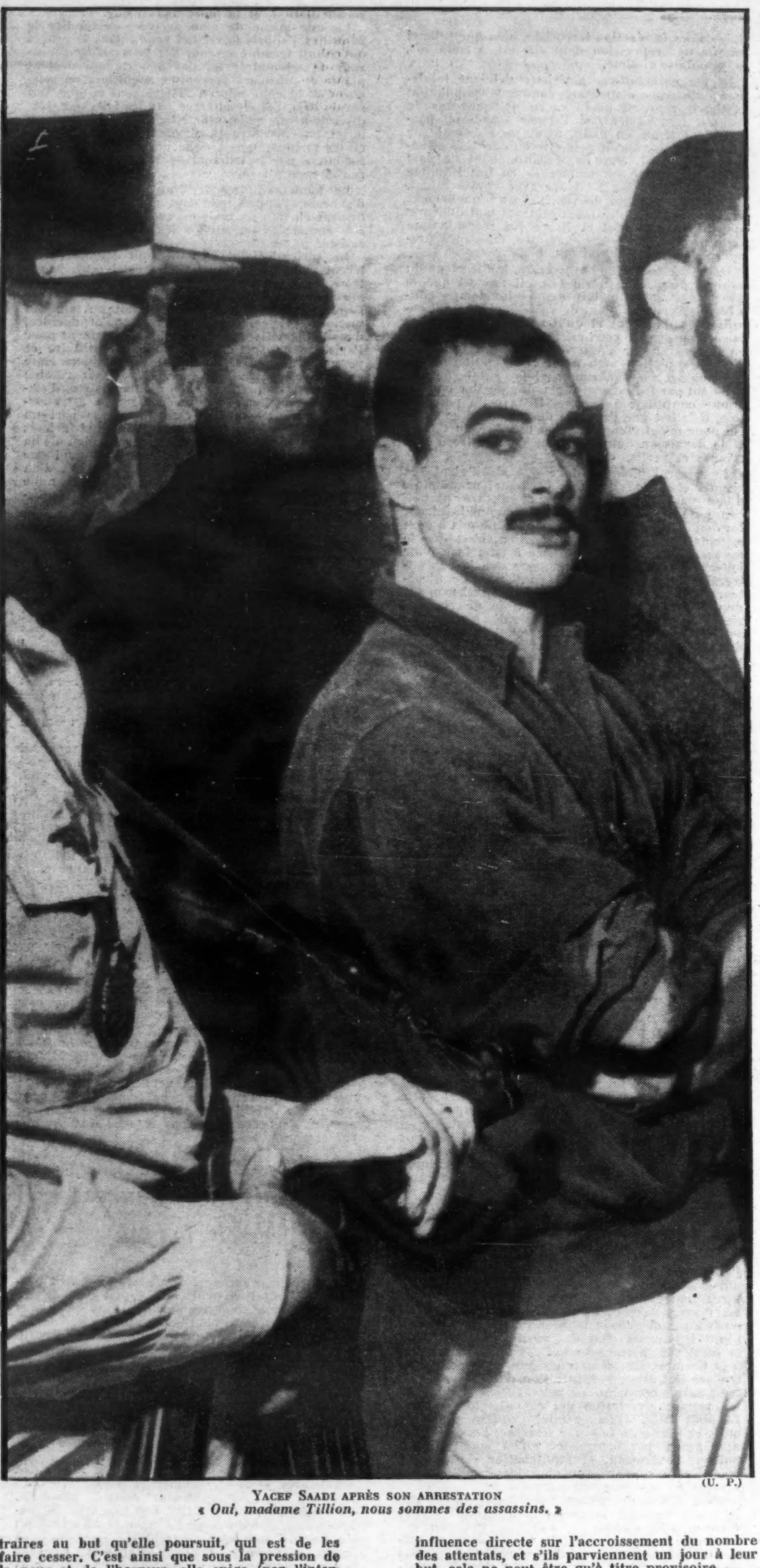
outes deux inclinèrent la tête avec gravité. e tournai ensuite vers l'homme qu'on m'avait senté sous le nom d'Ali la Pointe, je l'attrapai le col de sa chemise et, le secouant un , je lui dis : *« Avez-vous bien compris ce que dit : le sang innocent crie vengeance. »* L'air midé, il répondit : *« Oui, m'dame. »*

n dernier, je tendis la main à Saadi Yacef. a prit dans les deux siennes avec émotion en disant : *« Merci de nous avoir parlé comme s l'avez fait. »* Puis je partis avec le guide et, me la première fois, je pris soin, par loyauté, ne même pas regarder le parcours que nous ns suivi.

Cet entretien avait eu lieu le 4 juillet. Le edi suivant 6 juillet, je pris l'avion pour ris avec les autres membres de la commission le lundi 8 juillet, je fis de cette conversation récit fidèle à mes amis de la Présidence Conseil. Je terminai en exposant un point vue personnel sur le problème algérien.

Ce point de vue est que l'hystérie des deux pulations constitue un obstacle quasi absolu toute solution, et qu'il faudrait simultanément ncevoir un mode de règlement du conflit cceptable pour les deux groupes), mais — et el que soit ce mode de règlement — ne l'applier qu'après avoir fait baisser progressivement haine et la terreur que s'inspirent réciproquent les deux collectivités.

Or, la population européenne est, avec raison, olée par les attentats. Ils provoquent chez elle s réactions les plus violentes et les plus con-



(U. P.)

YACEF SAADI APRÈS SON ARRESTATION
« Oui, madame Tillion, nous sommes des assassins. »

traires au but qu'elle poursuit, qui est de les faire cesser. C'est ainsi que sous la pression de la peur et de l'horreur, elle exige (par l'intermédiaire de ses représentants avoués ou occultes) des exécutions, des arrestations, des sévices innombrables. Ces sévices, ces arrestations, ces exécutions, ont pour objectif l'anéantissement de l'adversaire, mais tant qu'ils n'ont pas atteint cet objectif, ils ont, de toute évidence, une influence directe sur l'accroissement du nombre des attentats, et s'ils parviennent un jour à leur but, cela ne peut être qu'à titre provisoire.

Inversement, la population musulmane qui, à peu près unanimement, considère les condamnés à mort comme des héros nationaux, est mise dans un état violent d'agressivité et de désespoir chaque fois qu'il y a une exécution capitale. Elle

→

→

exige alors la réaction terroriste, bien que celle-ci suscite une répression dont elle est, à coup sûr, la première victime.

Si les nationalistes algériens s'étaient totalement abstenus d'attentats contre la population civile, il y aurait peut-être eu quelques cas de torture. Inversement, si l'armée française, parfaitement tenue en main, avait pu s'abstenir de tout excès, il y aurait peut-être eu quelques attentats. Cependant, c'est en s'abandonnant de part et d'autre à une surenchère — en fait illimitée — que la situation s'est aggravée constamment. Partant de ce point de vue, j'ai personnellement suggéré de suspendre les exécutions tant qu'il n'y aurait pas d'attentat et il me fut répondu que cette proposition serait examinée, mais qu'à première vue elle était raisonnable.

Dans une seconde conversation, le directeur du cabinet du président du Conseil me dit que le gouvernement souhaitait depuis longtemps connaître le véritable point de vue des chefs politico-militaires du Front et qu'il souhaitait également faire exposer à ceux-ci les perspectives qu'il envisagerait pour l'Algérie. Il ne s'agissait pas d'une négociation, mais d'une conversation privée qui pouvait éventuellement, si les points de vue n'étaient pas trop discordants, donner lieu ensuite à une consultation précise. Dans cette perspective, il fallait que j'accepte de retourner en Algérie pour m'entretenir avec un membre du C.C.E., et je devais en outre accepter de le faire à mes risques et périls.

Je mesurai pleinement ce que signifiaient ces risques et ces périls, mais j'acceptai néanmoins, d'une part par patriotisme et d'autre part à cause de l'extrême compassion que m'inspirent les malheurs du peuple algérien. Je ne mis à mon acceptation qu'une seule condition, c'est que je ne serais en aucun cas utilisée à mon insu pour jouer un mauvais tour aux gens que je rencontrerais et qui me faisaient confiance. Le directeur du cabinet du président du Conseil m'ayant donné sa parole d'honneur que je ne risquais rien de ce point de vue, je n'avais dès lors aucune autre objection, car j'avais une totale confiance dans sa bonne foi. Je pris cependant toutes les précautions possibles pour que la rencontre prévue ne fasse courir aucun risque à mes interlocuteurs. Je pris ces précautions en toute sécurité de conscience, car c'était la condition *sine qua non* de mon acceptation.

Trois exécutions à Alger

Je fixai la date de départ de mon second voyage au mercredi 24 juillet, parce que ce jour-là devaient être jugés à Alger des moniteurs et monitrices du service des Centres sociaux, service créé sous ma responsabilité à l'époque où j'appartenais au cabinet du gouverneur général. Je souhaitais pouvoir être là au cas où, acquittés et libérés, ils se trouveraient néanmoins en danger, comme cela s'est quelquefois produit à Alger au cours de ces derniers mois.

Le samedi qui précéda ce départ, j'eus une entrevue avec un de mes amis, M. Louis Mangin, membre du cabinet du président du Conseil, qui m'annonça, avec beaucoup de ménagements, que trois exécutions allaient avoir lieu incessamment à Alger.

Cette nouvelle fut pour moi un choc très violent parce qu'elle signifiait — dans l'immédiat — la reprise des attentats contre une population innocente — dans une perspective plus lointaine — un élargissement du fossé de haine qui séparait chaque jour un peu plus les deux communautés, mais en outre parce que je suis personnellement sensibilisée dans ce domaine.

J'ai eu dix camarades (du groupe Musée de l'Homme) arrêtés en février 1941 ; de février 1941 à février 1942 (date de leur exécution), j'ai tenté de coordonner leur défense et d'obtenir leur grâce ; dans la nuit qui précéda leur exécution, c'est moi que l'un des avocats prévint pour que j'aille avertir les familles et, à la fin de cette affreuse journée, ne voulant jamais croire au pire, j'entreprenais encore une démarche pour les sauver, alors qu'ils étaient déjà fusillés. C'est encore à moi que, le lendemain, un autre avocat remit le journal d'un des morts, où il exposait le détail de la trahison qui les avait tous livrés à la Gestapo. Les démarches que je fis pour neutraliser le traître, l'organisation d'une évasion de trois autres condamnés à mort, furent la cause de ma propre arrestation qui eut lieu le vendredi 13 août 1942. J'eus ensuite, pendant plusieurs mois et plusieurs fois par semaine, l'occasion de dire adieu aux camarades qu'on emmenait au poteau d'exécution, et l'indignation, le chagrin et la rage que j'éprouvais alors sont encore vivants en moi aujourd'hui.

C'est dire qu'en présence d'une population que je connais particulièrement bien, où je compte d'innombrables amis, et où j'ai toujours été accueillie avec une confiance totale, dont, de surcroît, les épreuves me sont bien connues (et elles ne datent pas que d'aujourd'hui), il m'était impossible de ne pas reconnaître des sentiments que j'ai moi-même éprouvés, quitte à souffrir doublement de cette transposition.

Néanmoins, j'avais accepté de partir et je pris, trois jours plus tard, l'avion pour Alger, mais je partais effrayée par l'incohérence de notre politique sans espoir dans une possibilité de réconciliation, et la mort dans l'âme.

Le soir même de mon arrivée, c'est-à-dire le 24 juillet, j'appris le verdict rendu dans le procès qui s'était terminé ce jour-là ; j'eus même l'occasion de rencontrer un des avocats qui avaient plaidé et plusieurs personnes acquittées ou relâchées dans cette affaire. Malgré tout ce que j'en savais déjà, j'ai été atterrée par les faits que, très discrètement, mais officiellement, ce procès a laissé transparaître (il s'agissait de disparitions et de tortures que l'innocence des victimes — reconnue par le tribunal — rendait plus intolérables encore).

Le lendemain, me trouvant avec un groupe d'avocats, j'appris par eux que, dans la nuit, avaient eu lieu les trois exécutions qui m'avaient été annoncées et auxquelles l'un d'eux avait assisté.

Le surlendemain, samedi, huit bombes éclatèrent dans Alger. Lorsqu'elles éclatèrent, je me trouvais à peu de distance de l'une d'elles et je m'efforçais immédiatement d'aller sur le lieu de l'attentat pour savoir s'il avait fait ou non des victimes civiles, car j'étais fermement décidée, dans l'affirmative, à repartir immédiatement pour Paris. Je ne suis ni diplomate ni militaire et personne ne pouvait m'obliger à poursuivre cette entreprise contre mon gré. Or, j'étais résolue à ne pas la poursuivre si je n'obtenais pas d'emblée un relâchement du mécanisme « attentats-tortures-exécutions ». C'était là de ma part un acte de répulsion évidemment instinctif, mais secondairement il se justifiait sur le plan de la raison, car aucune chance d'aboutir à quoi que ce soit d'humain ne pouvait subsister si, d'un côté comme de l'autre, on ne trouvait nulle trace d'un désir actif de paix ou même simplement d'un peu de bonne foi et d'humanité.

J'appris dès le lendemain qu'il n'y avait eu aucune victime civile (ce que j'ai attribué, à ce moment, à un hasard heureux et extraordinaire) et j'acceptai alors le principe de la rencontre qui avait été projetée entre un représentant du C.C.E. et moi-même (cette rencontre, si elle avait eu lieu, aurait eu de part et d'autre le caractère d'une libre discussion sur des problèmes sociaux et économiques). Mais, contrairement aux prévisions envisagées au début de juillet, aucun membre du C.C.E. ne put être joint au début d'août, car, à cause de la proximité des débats de l'O.N.U., ils se seraient tous trouvés à ce moment-là hors des frontières de l'Algérie. Il fut donc convenu que j'aurais, avant de repartir, une seconde conversation avec Saadi Yacef, dont j'appris alors le nom.

Cette seconde conversation eut lieu le vendredi 9 août. J'avais d'avance très nettement précisé que je ne parlais qu'en mon nom personnel, mais avec l'autorisation de mon gouvernement. Non moins clairement, Saadi Yacef m'avait fait dire que toute décision relative à une possibilité de négociation incombait exclusivement au C.C.E. Notre seconde rencontre avait donc surtout pour but d'en préparer une troisième — si toutefois les membres du C.C.E. tenaient à donner suite à la suggestion que Yacef avait pris la responsabilité de leur faire.

Il arriva comme la première fois avec sa mitraillette à la main, mais, très à l'aise et riant sous cape, il commença par me dire : *« J'ai appris que vous aviez échappé à un attentat. »*

D'un ton très roide, je répondis que s'il y avait eu une seule victime civile, je ne serais pas ici, car je faisais immédiatement ma valise et je repartais pour Paris. *« Nous pouvons remercier Dieu. »*

Du même ton libre et gai, il répliqua : *« Je le savais et j'avais pris toutes mes précautions en conséquence. Ce n'est donc pas Dieu qu'il faut remercier, mais moi. »*

Je lui dis alors très gravement : *« Vous avez raison, monsieur, et je vous remercie. Je vous remercie d'autant plus que je sais que rien n'a été fait de notre côté dans le sens humain que j'ai souhaité. »*

Quarante-huit heures pour cesser le feu

Comme la première fois, Zorah Drif était présente à l'entretien, mais elle y prit part davantage et comme nous ne parlions tous qu'en nos propres noms, nous abordâmes tous les problèmes avec une parfaite franchise et une grande liberté d'expression. Nous parlâmes naturellement, et en premier lieu, des diverses perspectives d'entente possible et de la possibilité de les discuter avec les membres (absents) du C.C.E. Saadi Yacef spécifia à cette occasion : *« Si j'en reçois l'ordre, il me faut quarante-huit heures pour arrêter le feu sur toute la surface de l'Algérie »*, puis il réfléchit un moment et il ajouta : *« Il me faudra trois jours. »*

Quant à la décision elle-même, elle incombait, à son avis, et il s'y soumettait d'avance, exclusivement au seul organisme dont il reconnût l'autorité, qui était le C.C.E. Son rôle à lui consistait à assurer dans toute l'Algérie la coordination de l'action politique et militaire — rôle dans lequel, par contre, il n'avait d'après ce que j'ai cru comprendre, pas de compte à rendre. Quant à ses opinions personnelles (qu'il exprimait toujours avec beaucoup de spontanéité), elles m'ont semblé pleines de bon sens, modérées tout en restant fidèles à un ferme idéal.

Connaissant bien le milieu algérien et les surprenantes contradictions que comporte la situation actuelle, je l'ai entendu sans stupeur exprimer à plusieurs reprises un réel attachement à la France, ainsi qu'à la civilisation et à la culture françaises ; je l'ai entendu parler avec émotion de Paris et avec sympathie de notre jeunesse.

Au cours de ces deux très longues conversations où j'ai, avec de forts arguments, exposé la nécessité d'une symbiose économique entre les deux pays, il a, en toutes occasions, exprimé l'espoir ardent que, une fois atteint l'objectif de liberté poursuivi, des liens étroits puissent enfin se nouer et se consolider entre eux, et il ne m'a pas caché la méfiance qu'il ressentait vis-à-vis des gouvernements ou des organismes qui pouvaient tirer un bénéfice d'une mésentente chronique entre nos deux populations ; il m'est apparu clairement, d'autre part, qu'il mesurait avec réalisme les difficultés d'une indépendance complète — encore que celle-ci fît partie d'un idéal pour lequel (il me l'a également dit à plusieurs reprises) il avait accepté de mourir.

Le lendemain (samedi 10 août), j'allai moi-même retenir ma place dans le premier avion en partance. Comme c'était la période des vacances, je ne pus en trouver une que pour le surlendemain, et le dimanche j'appris par des musulmans qu'il y avait eu deux nouvelles exécutions à Alger. Ils ne me cachèrent pas leur effroi et leur horreur à la pensée des représailles qu'elles ne pouvaient manquer de provoquer.

Je connaissais suffisamment à ce moment-là l'ensemble de la situation pour être convaincue qu'il n'était pas possible de les éviter. Néanmoins, je décidai d'écrire une lettre à Saadi Yacef pour le supplier de prendre la responsabilité d'arrêter la meurtrière surenchère, mais — puisqu'il m'avait été impossible de freiner du côté français ce mécanisme féroce et stupide — je lui demandai par conséquent d'être assez généreux et assez intelligent pour prendre cette position de modération *seul et sans contrepartie*.

A la suite de cette lettre, il me fit dire qu'il n'y aurait pas de représailles, et il n'y en a pas eu.

Or, je tiens à spécifier qu'à cette date du 11 août 1957, tous les réseaux F.L.N. démantelés en février-mars-avril avaient été reconstitués et que sous cette forme nouvelle ils étaient encore intacts (ainsi que l'ont démontré des arrestations qui ont eu lieu plusieurs semaines plus tard, et les papiers, publiés par la presse, découverts alors).

∴

En conséquence, ma conviction personnelle est que non seulement Saadi Yacef a eu l'intention d'arrêter les attentats contre la population civile française, mais qu'*il les a effectivement arrêtés*, et cela dans toute l'Algérie. Ma conviction est basée sur l'arrêt immédiat, général et apparemment inexplicable du terrorisme à la date du 4 juillet (1) qui est celle de la première entrevue que j'ai eue avec Yacef et la tentative de reprise du terrorisme aussitôt après sa propre arrestation qui eut lieu le mardi 25 septembre (2).

Je suis convaincue également que cet arrêt brusque et général, il l'a voulu et réalisé pour des raisons avant tout morales — afin d'épargner des innocents — et je base ma conviction sur l'évidence de son extrême émotion, lorsqu'il s'est ouvert à moi (d'une façon à mon avis spontanée) de son douloureux débat de conscience. Cependant, ses opinions d'ordre politique (sur l'interdépendance de fait qui lie les populations française et algérienne, sur la nécessité pour elles de se ménager réciproquement et de trouver des bases d'entente) et son désir profond et sincère de voir aboutir des négociations, ont certainement contribué à renforcer sa décision et à la justifier éventuellement auprès de ses collaborateurs et auprès de l'organisme F.L.N. auquel il reconnaissait tout pouvoir pour prendre une décision (il s'agit du C.C.E., Comité de coordination et d'exécution).

La lecture attentive de la presse algéroise de juillet, août, septembre et octobre 1957 n'a fait que confirmer ma certitude intime, en révélant des projets antérieurs (3) qui ont été modifiés radicalement et du jour au lendemain, à la suite de la rencontre dont je viens de rendre compte, sans qu'aucun fait nouveau dans l'intervalle puisse expliquer ce revirement.

GERMAINE TILLION.

---

(1) 5 juin 1957, « Le Monde » (après les attentats du 3 juin) : « Les informations parvenues d'Alger font état d'une inquiétude croissante dans la population civile. On se demande si les résultats obtenus cet hiver par le général Massu ne sont pas remis en question. »

4 juillet 1957 : Promesse de Yacef de respecter la population civile.

12 juillet 1957 (« Paris-Presse », gros titre) : « Que cache cette subite accalmie ? se demandent avec inquiétude les Français d'Algérie » (*de notre correspondant particulier Jean Taousson*). — Alger, 11 juillet : « La brusque accalmie enregistrée au cours de ces jours derniers paraît insolite aux Français d'Algérie. C'est un fait que depuis une semaine les rebelles ne se manifestent plus qu'épisodiquement. »

12 juillet 1957 (« L'Echo d'Alger », gros titre en première page) : « M. Lacoste en Conseil des ministres : Nette régression du terrorisme. »

17 juillet 1957 (« L'Echo d'Alger », gros titre en première page) : « Le F.L.N. a exécuté Lounis Mekhlaf, le chasseur qui déposa sa bombe au casino de la Corniche. »

(2) 1er octobre 1957 (« Le Monde », gros titre) : « Brutale recrudescence du terrorisme ». — Alger, 30 septembre : « Après plusieurs semaines d'un calme relatif, une brutale recrudescence du terrorisme s'est manifestée dans plusieurs villes du Constantinois et d'Oranie. »

(3) 30 août 1957 (« L'Echo d'Alger », gros titre en première page) : « Deux responsables, collaborateurs de Yacef Saadi, arrêtés. » On communique ce jour-là des documents saisis le 27 août et prévoyant : du 24 au 31 août : « Attentats à la bombe » ; du 1er au 8 août : « Nouveaux attentats en des endroits plus judicieusement choisis. »

VU PAR ALBERT CAMUS

la destruction dernière. On peut dire sans paradoxe que notre actualité vivante est derrière nous, dans une œuvre comme celle de Martin du Gard.

« Jean Barois », en tout cas, dessine, dès 1913, le mouvement qui nous intéresse.

.. ..

LA communauté des hommes, qui aide parfois à vivre, peut-elle aider à mourir ? C'est la question qui est au fond de l'œuvre de Martin du Gard et qui lui donne son tragique. Car, si la réponse est négative, la situation de l'incroyant moderne est provisoirement la folie, même tranquille. C'est pourquoi, sans doute, tant d'hommes affirment aujourd'hui avec une sorte de rage que la communauté humaine empêche de mourir. Martin du Gard ne l'a écrit nulle part ; c'est qu'en vérité il ne le croit pas. Il a cependant peint dans son roman, à côté de Barois, la figure d'un rationaliste qui, lui, ne se renie pas et meurt raisonnablement. Le stoïcien Luce représente probablement l'idéal de Martin du Gard, à cette époque. Idéal particulièrement sévère et sombre, si l'on en croit Luce lui-même. « Je ne connais pas deux morales. On doit arriver au bonheur, sans être dupe d'aucun mirage, par la seule vérité. » On ne saurait mieux définir le renoncement éclairé au bonheur. Mais retenons seulement que la première figure de ces hommes, détournés de tout espoir et décidés à se mesurer avec la mort entière, qui devaient peupler ensuite notre littérature, a été tracée en 1913 par Roger Martin du Gard.

Ce grand thème de l'individu coincé entre l'histoire et Dieu sera orchestré de façon symphonique dans « Les Thibault », dont tous les personnages s'acheminent vers la catastrophe de l'été 1914. Simplement, la question religieuse n'occupe plus le devant de la scène. Elle court à travers les premiers volumes, disparait à mesure que l'histoire recouvre peu à peu les destinées individuelles et réapparaitra, sous une forme négative, dans le dernier volume qui décrit l'agonie solitaire d'Antoine Thibault. Ce retour reste cependant significatif. Comme tout artiste véritable, Martin du Gard ne peut en finir avec ses obsessions. Il est donc important que sa grande œuvre se termine sur le thème constant de ses livres, l'agonie, où l'homme est soumis, si j'ose dire, à la question du dernier degré.

.. ..

LES personnages de Martin du Gard, à la différence des nôtres, ont quelque chose à engager et à perdre dans les luttes historiques. La pression de l'actualité s'exerce, dans leur être même, contre des structures traditionnelles, qu'elles soient de religion ou de culture. Lorsque ces structures sont détruites, l'homme n'est plus, d'une certaine manière. Il est seulement prêt à être, un jour. Ainsi Antoine Thibault s'ouvre d'abord à l'existence des autres, mais ce premier progrès le force seulement à se présenter au-devant de la mort et à chercher, hors de toute consolation ou illusion, le dernier mot de sa raison de vivre. Avec les Thibault nait l'homme du demi-siècle, à qui nous avons affaire, et qu'on a beau jeu d'engager ou de libérer. Il est prêt à tout, tant que nous n'aurons pas décidé de ce qu'il est.

.. ..

LA naissance d'une conscience historique chez les Thibault s'accompagne d'une mise en question que nous pouvons comprendre. « L'Eté 1914 », qui nous montre, en même temps que la montée de la guerre, l'échec du socialisme dans une circonstance décisive pour l'avenir du monde, résume en lui tous les doutes de l'écrivain sur ce point.

.. ..

Il n'y a rien de naïf dans le socialisme de Martin du Gard. Il n'arrive pas à croire que la perfection puisse un jour s'incarner dans l'histoire. S'il ne le croit pas, c'est que son doute est celui de l'institutrice de « Vieille France » (2). Ce doute touche à la nature humaine. « Sa pitié pour les hommes était infinie ; il leur vouait tout l'amour de son cœur ; mais il avait beau faire et se battre les flancs, il demeurait sceptique sur les possibilités morales de l'homme. » N'avoir que la créature pour certitude et savoir que la créature est peu de chose, voilà la souffrance qui court tout au long de cette œuvre pourtant si robuste et si pleine, et qui nous la rend si proche. Mais, après tout, ce doute fondamental est celui-là même qui se cache dans tout amour et lui donne sa vibration la plus tendre. Cette ignorance si simplement avouée nous atteint parce qu'elle est l'envers d'une certitude que nous partageons aussi. Le service de la créature ne peut se séparer d'une ambiguïté qu'il faut maintenir pour préserver le mouvement réel de l'histoire. De là, le double conseil qu'Antoine lègue à Jean-Paul. L'un est de liberté prudente, assumée comme un devoir. « Ne te laisse pas affilier. Tâtonner seul dans le noir n'est pas drôle. Mais c'est un moindre mal. » L'autre est de risque confiant : avancer toujours, au milieu de tous, sur le même chemin où, dans la nuit de l'espèce, des foules d'hommes, depuis des siècles, marchent en chancelant vers un avenir inconcevable.

On le voit bien, aucune certitude n'est ici offerte à personne. Et pourtant cette œuvre communique le courage et une étrange foi. Parier, comme le fait Antoine, par-dessus les doutes et les désastres, sur l'aventure humaine, revient, pour finir, à louer la vie, terrible et irremplaçable.

.. ..

LE dernier mot de cette œuvre reste donc celui qu'il est difficile d'écrire à propos d'un écrivain depuis que Tolstoï est mort : la bonté. Encore faut-il préciser qu'il ne s'agit pas de cette bonté-paravent qui cache les faux artistes aux yeux du monde dans le même temps qu'elle leur cache le monde. Martin du Gard a défini lui-même une certaine sorte de bonté bourgeoise, l'absence de l'énergie qu'il faut pour accomplir le mal. Il s'agit au contraire d'une vertu particulièrement lucide, qui absout l'homme de bien en raison de ses faiblesses, l'homme du mal à la faveur de ses élans généreux, et tous les deux ensemble en considération de leur appartenance passionnée à une humanité souffrante et espérante. (...)

La communauté des douleurs, des luttes et de la mort, existe ; elle seule fonde l'espoir d'une communauté de joie et de réconciliation. Qui accepte cette appartenance y retrouve une noblesse, une fidélité, une raison d'accepter ses doutes et, s'il est artiste, les sources profondes de son art. L'homme apprend ici, dans un instant trouble et malheureux, qu'il est faux qu'il doive mourir seul. Tous les hommes meurent en même temps que lui, et dans la même violence. Comment dès lors se séparer d'un seul d'entre eux, comment lui refuser jamais cette plus haute vie, que l'artiste par le pardon et l'homme par la justice, peuvent lui restituer ? Ici se trouve le secret de l'actualité dont j'ai parlé. Mais il s'agit de la seule actualité valable, celle qui est de tous les temps et qui fait de Martin du Gard, homme de pardon et de justice, notre perpétuel contemporain.

ALBERT CAMUS.

(*Copyright éd. Gallimard.*)

(2) « Pourquoi le monde est-il ainsi ? Est-ce bien la faute de la société ? Ne serait-ce pas la faute de l'homme ? »

R LA RÉVOLUTION

...issamment intolérante et haineuse ; que leur ...ence s'appliquait systématiquement à ren... leurs conceptions, non à les élargir, à les ...eler ; qu'un grand nombre d'entre eux ... des révoltés plutôt que des révolutionnai... qu'ils aimaient leur révolte plus que l'hu...

...ndant, il se retenait de critiquer ses cama... devant le Pilote. Il dit seulement :

...ur jeunesse ? Mais je leur en veux, moi, ...re pas assez... jeunes !

...Pas assez ?

...Non ! Leur haine, notamment, c'est une ...on de vieillard. Le petit Vanheede a raison ; ...e jeunesse n'est plus haine, mais amour.

...Rêveur ! » prononça gravement Mithœrg, ... avait rejoints. A travers ses lunettes, il jeta ...up d'œil oblique vers Meynestrel. « Il faut ...pour vraiment vouloir », déclara-t-il, après ...ause, en regardant cette fois devant lui, au ...l, presque aussitôt, il ajouta, d'un ton agres... De même, il a toujours fallu massacrer pour ...re. Ainsi est-ce !

...Non », fit Jacques posément. « Pas de ... pas la violence. Non ! Pour ça, vous ne ...ez jamais avec vous ! »

...hœrg l'enveloppa d'un regard sans indul...

...ques s'était légèrement penché vers Meynes... Il attendit un instant avant de continuer. ...e Meynestrel n'intervenait pas, il se décida, ...ue rudement :

... faut haïr ! Il faut massacrer ! Il faut, il faut !... Qu'en sais-tu, Mithœrg ? Qu'un grand révolutionnaire réussisse à vaincre sans massacre — par l'esprit — et toutes vos conceptions de révolution violente seront changées ! »

L'Autrichien marchait lourdement, un peu à l'écart. Son visage était dur. Il ne répondit pas.

« Si, au cours de l'histoire, toutes les révolutions ont versé trop de sang », continua Jacques, après un nouveau regard vers Meynestrel, « c'est peut-être parce que ceux qui les ont faites ne les avaient pas suffisamment préparées, pensées. Elles ont toutes été plus ou moins improvisées, au jour le jour, dans la panique, par des sectaires comme nous, qui faisaient de la violence un dogme. Ils croyaient faire une révolution, et ils se contentaient d'une guerre civile... Je veux bien que la violence soit une nécessité de l'improvisation ; mais je ne vois rien d'absurde à concevoir, dans notre civilisation, une révolution d'un autre type, la révolution lente, patiemment menée par des esprits du genre Jaurès : des hommes formés à l'école de l'humanisme, ayant eu le temps de mûrir leur doctrine, d'établir un plan d'action progressif ; des opportunistes, dans le bon sens du terme, ayant préparé la prise du pouvoir par une suite de manœuvres méthodiques, en jouant sur tous les tableaux à la fois, parlement, municipalités, syndicats, mouvements d'ouvriers, grèves ; des révolutionnaires, mais qui seraient en même temps des hommes d'Etat, et qui exécuteraient leur plan, avec ampleur, autorité, avec l'énergie tranquille que donne une pensée claire, avec la collaboration de la durée ; dans l'ordre, enfin ! et sans jamais laisser échapper la maîtrise des événements !

— La maîtrise des événements ! » gronda Mithœrg, avec des gestes désordonnés. « *Dummkopf !* (1) L'instauration d'un régime nouveau, cela peut seulement s'imaginer sous la pression d'une catastrophe, dans un moment de *Krampf* spasmodique collectif, où toutes les passions sont furieuses... » (Il parlait assez couramment le français, mais avec un accent germanique, appuyé et rugueux.) « Rien de vraiment neuf ne peut se faire sans cet élan qui est donné par la haine. Et, pour construire, il faut d'abord qu'un cyclone, un *Wirbelsturm*, ait tout détruit, tout nivelé jusqu'aux dernières décombres ! » Il avait prononcé ces mots, tête basse, avec une sorte de détachement qui les rendait terribles. Il redressa le front : « *Tabula rasa ! Tabula rasa !* » Et le geste brutal de sa main semblait pulvériser les obstacles, faire le vide devant lui.

Jacques fit quelques pas avant de répondre.

« Oui », soupira-t-il, s'efforçant à demeurer calme. « Tu vis — nous vivons tous — sur cet axiome que l'idée de révolution est incompatible avec l'idée d'ordre. Nous sommes tous intoxiqués par ce romantisme héroïque sanguinaire... Mais, veux-tu que je te dise, Mithœrg ? Il y a des jours où je m'interroge là-dessus, où je me demande à quoi tient réellement cette adhésion générale aux théories de violence... Est-ce uniquement parce que la violence nous est indispensable pour agir avec efficacité ? Non... C'est *aussi* parce que ces théories flattent en nous les instincts les plus bas, les plus anciens, les plus profondément enfouis dans l'homme !... Regardons-nous dans la glace... Avec quels yeux farouches, quels rictus de sauvages, quelle joie cruelle et barbare, nous feignons

(1) « Imbécile ! ».

→

DIALOGUE SUR LA RÉVOLUTION

tous d'accepter cette violence comme une nécessité ! La vérité, c'est que nous y tenons pour des motifs beaucoup moins avouables, beaucoup plus personnels : parce que nous avons tous, au fond du cœur, une revanche à prendre, une rancune à satisfaire... Et, pour savourer sans remords cet appétit de revanche, quoi de mieux que de pouvoir le justifier par la soumission à une loi fatale ? »

Mithœrg, offensé, tourna brusquement la tête :

« Moi », protesta-t-il, « je... »

Jacques ne se laissa pas interrompre :

« Attends... Je n'accuse personne. Je dis : « nous ». Je constate. Le besoin de détruire est encore plus puissant que l'espoir de construire... Pour combien d'entre nous, la révolution, avant d'être une œuvre de transformation sociale, est-elle d'abord l'occasion d'assouvir un besoin de vengeance qui trouverait une satisfaction enivrante dans la bagarre, dans l'émeute, dans la guerre civile, dans la prise brutale du pouvoir ? Quel délire de représailles, le jour où nous pourrions, par une victoire bien sanglante, imposer à notre tour notre tyrannie — la tyrannie de *notre* justice !... *Un fauteur de troubles*, Mithœrg, voilà ce qu'il y a, en plus de tout le reste, au fond de tout révolutionnaire ! Ne dis pas non... Lequel de nous osera prétendre qu'il a tout à fait échappé à cette contagion capiteuse de la destruction ? Dans les meilleurs, les plus généreux, les plus capables d'abnégation, je vois, certains jours, se dresser cet énergumène ivre...

— Bien entendu ! » coupa Meynestrel. « Mais la question est-elle bien là ? »

Jacques, vivement, se tourna pour rencontrer son regard. En vain. Il lui sembla que Meynestrel avait souri, mais il n'en fut pas sûr. Il sourit, lui aussi, mais pour un motif personnel : il venait de se rappeler ce qu'il avait dit, quelques minutes plus tôt : « J'en ai assez de toutes ces palabres ! »

Mithœrg gardait les sourcils levés au-dessus de ses lunettes, et paraissait ne plus vouloir répondre.

Jacques, sans expliquer l'association de ses idées, murmura :

« ...comme si l'individu ne pouvait pas s'embrigader, participer au groupe, à la force collective, sans abdiquer d'abord sa valeur...

— Quelle valeur ? » demanda l'Autrichien, dont la mimique dénotait que, entre ces paroles et les précédentes, il ne distinguait vraiment pas le rapport.

Jacques hésita :

« Sa valeur d'homme », dit-il enfin, d'une voix basse, évasive, comme s'il redoutait de voir le débat s'engager sur ce nouveau terrain.

Il y eut un court silence. Et, soudain, la voix de Meynestrel éclata, stridente :

« La valeur de l'homme ? »

L'interrogation, presque enjouée, restait mystérieuse, et Jacques crut y sentir une trace d'émotion. Il avait, plusieurs fois, cru distinguer dans la sécheresse de Meynestrel une nuance qui pouvait donner à penser que cette sécheresse était acquise, et qu'elle dissimulait la détresse d'un cœur sensible qui n'avait plus de découvertes à faire sur la nature de l'homme, mais qui restait très secrètement inconsolable de ses illusions perdues.

Mithœrg ne remarqua que l'enjouement du Pilote, il se mit à rire et fit claquer contre ses dents l'ongle de son pouce :

« En toi, Thibault, pas ça de sens politique ! » déclara-t-il, comme pour conclure la discussion.

Jacques ne put retenir un mouvement d'humeur :

« Si c'est avoir le sens politique que de... »

Cette fois, Meynestrel interrompit :

« Avoir le sens politique, qu'est-ce que c'est, Mithœrg ?... C'est savoir consentir à employer, dans la lutte sociale, des procédés qui, dans la vie privée, répugneraient à chacun de nous comme autant de malhonnêtetés — ou de crimes... N'est-ce pas ? »

Il avait commencé la phrase comme une boutade, et l'avait terminée sur un ton sérieux, retenu, quoique véhément. Et, maintenant, il riait silencieusement, la bouche close, soufflant à petits coups, par le nez.

Jacques fut sur le point de répondre à Meynestrel. Mais le Pilote lui en imposait toujours.

Ce fut à Mithœrg qu'il s'adressa :

« Une vraie révolution...

— Une véritablement vraie révolution », gronda Mithœrg, « une révolution pour la salvation des peuples, aussi féroce qu'elle soit, elle n'a pas besoin qu'on la justificationne !

— Oui ? Peu importent les moyens ?

— Exactement ! » renchérit Mithœrg, sans le laisser finir. « L'action, elle n'est pas sur le même chemin que tes spéculations imaginatives ! L'action, mon *Camm'rad*, ça prend l'homme par la gorge. Dans l'action, oui, il ne s'agit plus que d'une chose seule : triompher !... Pour moi, quoi que tu penses, le but, il n'est pas de prendre une revanche ! Non : le but, il est de libérer l'homme. Malgré lui, s'il faut ! A coups de fusil, s'il faut ! Avec la guillotine ! Quand tu veux sauver dans la rivière un quelqu'un qui se noye, tu commences par lui taper très fort sur la tête, pour qu'il te laisse tranquillement réussir le bon sauvetage... Le jour où la partie sera commencée véritablement, il n'y aura plus, pour moi, qu'un seul but : chasser, balayer la tyrannie capitaliste. Pour renverser un Goliath qui a cette grandeur, et qui a trouvé, lui, tous les moyens bons quand il voulait asservir les peuples, je ne suis pas si naïf de faire le difficile pour choisir mes moyens. Pour écraser la sottise et le mal, tout ce qui écrase est bon, même la sottise et le mal ! S'il faut l'injustice, s'il faut la férocité, eh bien, je suis injuste, je suis féroce ! N'importe quelle arme est bonne pour moi, si elle me fait plus fort pour gagner la victoire. Dans cette guerre-là, je dis : tout est permis ! Tout, absolument tout — sauf d'être battu !

— Non », fit Jacques avec feu. « Non ! »

Il chercha le regard de Meynestrel. Mais le Pilote avait croisé les mains derrière son dos, et, les épaules basses, il marchait un peu à l'écart, le long des maisons, sans regarder autour de lui.

« Non », reprit Jacques. (Il faillit dire : « Cette révolution-là ne m'intéresse plus. L'homme, capable de ces brutalités sanguinaires, et de les parer du nom de justice, cet homme-là, victorieux, ne retrouvera jamais sa pureté, sa dignité, son aspect de l'humain, sa passion d'équité, la liberté de son esprit. Ce n'est pas pour hisser ce forcené au pouvoir que j'aspire à la révolution... ») Il dit seulement :

« Non ! Parce que cette violence que tu prônes, je sens trop bien qu'elle menace, du même coup, le domaine spirituel.

— Tant pis ! Nous ne devons pas être rendus paralytiques par des scrupules d'intellectuels. Si ce que tu appelles le domaine spirituel doit être supprimé, si la vitalité spirituelle doit être étouffée pendant une moitié de siècle, tant pis ! Je regrette, comme toi. Mais je dis : tant pis ! Et, si c'est nécessaire que je sois devenu aveugle pour être vraiment agissant, eh bien, je dis : crève-moi l'œil ! »

Jacques eut un mouvement de révolte :

« Eh bien, non ! Pas : tant pis. Comprends-moi, Mithœrg... » (Il s'adressait à l'Autrichien, mais c'était pour Meynestrel qu'il cherchait à préciser sa pensée.) « Ce n'est pas que j'attache moins d'importance que toi au but final. Si je m'insurge, c'est dans l'intérêt même de ce but ! Une révolution accomplie dans l'injustice, dans le mensonge, dans la cruauté, ça ne serait pour l'humanité qu'une fausse réussite. Cette révolution-là, elle porterait dans l'œuf son germe de décomposition. Ce qu'elle aurait acquis par de tels moyens, ne pourrait pas être durable. Tôt ou tard, elle serait condamnée à son tour... La violence, c'est une arme d'oppresseur ! Jamais elle n'apportera aux peuples la vraie libération. Elle ne peut faire triompher qu'une oppression nouvelle... Laisse-moi parler ! » s'écria-t-il, agacé soudain de voir que Mithœrg voulait l'interrompre. « La force que vous puisez, vous autres, dans ce cynisme théorique, elle ne m'échappe pas ; et peut-être pourrais-je faire bon marché de mes répugnances personnelles, et même partager ce cynisme, si je croyais en son efficacité. Mais, justement, je n'y crois pas ! J'ai la certitude qu'aucun vrai progrès ne peut être réalisé par des moyens vils. Exalter la violence et la haine pour instaurer le règne de la justice et de la fraternité, c'est un non-sens : c'est trahir, dès le départ, cette justice et cette fraternité que nous voulons faire régner sur le monde... Non ! Pense là-dessus ce que tu voudras. Mais, pour moi, la vraie révolution, la révolution qui mérite qu'on lui voue toutes ses forces, elle ne s'accomplira jamais dans le déni des valeurs morales ! »

Mithœrg allait riposter :

« Incorrigible petit Jacques ! » lança Meynestrel, de cette voix de fausset qu'il prenait parfois et qui déconcertait toujours.

Il avait assisté en spectateur à ce débat. Le heurt de deux tempéraments l'intéressait toujours. Ces distinctions d'école entre le spirituel et le matériel, entre la violence et la non-violence prises en soi, lui paraissaient absurdes et vaines : le type du faux problème, de la question mal posée. Mais à quoi bon le dire ?

Jacques et Mithœrg, interloqués, se turent.

L'Autrichien se tourna vers le Pilote et scruta un instant son visage impénétrable ; le sourire de connivence qu'il apprêtait se figea sur ses lèvres, ses traits se rembrunirent. Il était mécontent du tour que Jacques avait donné à la discussion, et irrité contre Jacques, contre le Pilote, contre lui-même.

Après quelques minutes de silence, il ralentit volontairement le pas, se laissa distancer par les deux hommes, et rejoignit Paterson et Alfreda.

Meynestrel profita de l'absence de Mithœrg pour se rapprocher de Jacques.

« Ce que tu voudrais », dit-il, « c'est épurer la révolution, d'avance, avant qu'elle soit faite. Trop tôt ! Ce serait l'empêcher de naître. »

Il fit une pause, et comme s'il eût deviné à quel point ce qu'il venait de dire heurtait la sensibilité de Jacques, il ajouta vite, avec un coup d'œil pénétrant :

« Mais... je te comprends très bien. »

Ils continuèrent de descendre la rue, en silence.

Jacques, posément, s'efforçait de faire un retour sur lui-même. Il songeait à son éducation. « Culture classique... Formation bourgeoise... Ça donne à l'intelligence un pli qui ne s'efface pas... J'ai cru longtemps que j'étais né pour être romancier : il n'y a même pas très longtemps que je n'y pense plus. J'ai toujours été tellement plus enclin à regarder, à enregistrer, qu'à juger, qu'à conclure... Une faiblesse, évidemment, pour un révolutionnaire ! », se dit-il, non sans angoisse. Il ne trichait guère avec lui-même ; du moins pas consciemment. Il ne se sentait ni inférieur ni supérieur à ses camarades : il se sentait autre ; et, à tout prendre, moins « bon instrument de révolution » qu'eux. Pourrait-il jamais, comme eux, abdiquer sa conscience personnelle, fondre sa pensée, sa volonté, dans la doctrine abstraite, dans l'action commune, d'un parti ?

Il dit brusquement, à mi-voix :

« Conserver, défendre l'indépendance de son esprit, est-ce fatalement être inapte à l'action commune ? Et que faites-vous d'autre, vous, Pilote ? »

Meynestrel n'avait pas paru entendre. Pourtant, peu après, il murmura :

« Valeurs individualistes... Valeurs humaines... Crois-tu que les deux termes soient synonymes ? »

Jacques restait tourné vers lui ; son silence, interrogateur, semblait inciter le Pilote à s'expliquer davantage.

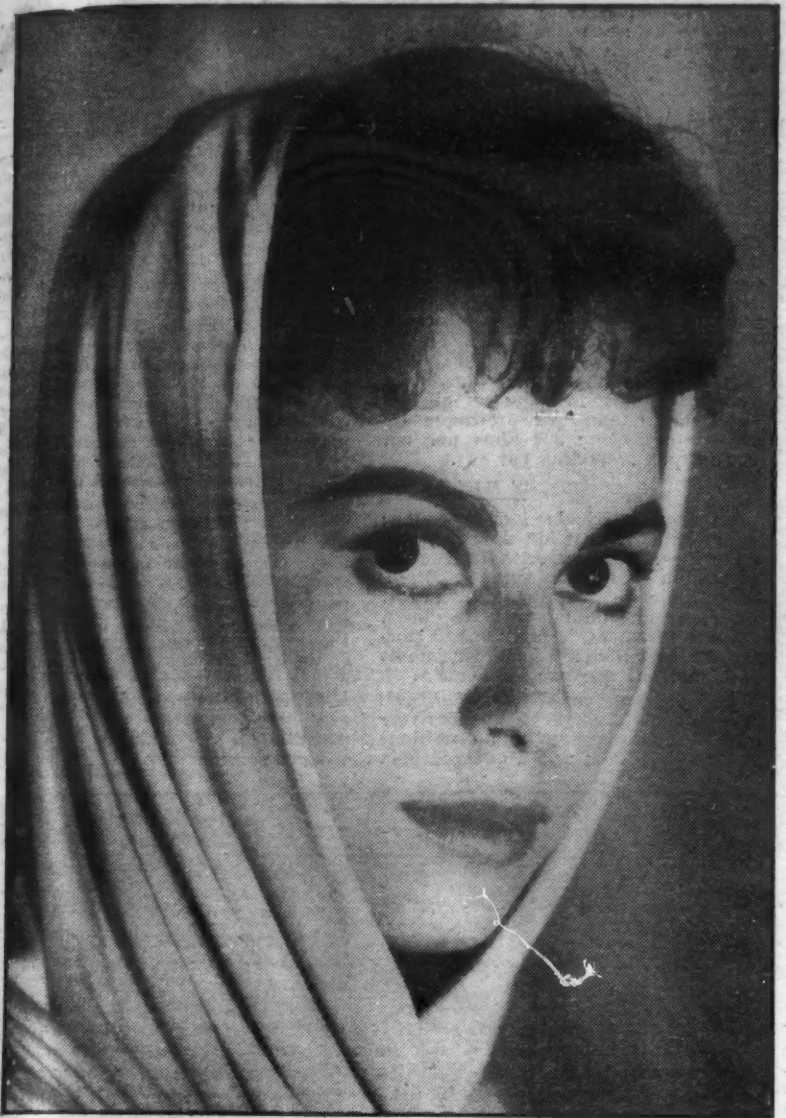
Celui-ci reprit la parole, comme à regret :

« L'humanité qui se soulève avec nous commence un prodigieux redressement, qui modifiera, pour des siècles, non seulement la condition de l'homme par rapport à l'homme, mais, en même temps, et d'une façon encore inconcevable, l'homme lui-même — jusque dans ce qu'il croit être ses instincts ! »

Puis il se tut de nouveau, et parut s'enfermer dans sa méditation.

André Gide et Roger Martin du Gard en 1928
« Le seul que je consultai et dont j'appelai les conseils. » (Journal d'André Gide.)

« Eté 1914 ». — Photos extraites de « La vie d'André Gide ». (Copyright Editions Gallimard.)



Haya Hararit
Recherchée par tous les agents...

(Parimage - Héritier.)

Juliette Mayniel
Découverte grâce à un savon...

RENTRÉE

Qu'allons-nous voir à l'automne ?

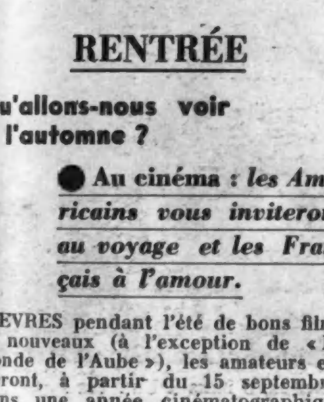
● Au cinéma : *les Américains vous inviteront au voyage et les Français à l'amour.*

SEVRES pendant l'été de bons films nouveaux (à l'exception de « La Ronde de l'Aube »), les amateurs entreront, à partir du 15 septembre, dans une année cinématographique fertile.

Les Américains ont beaucoup voyagé. Au Japon, par « Le Barbare et la Geisha », de John Huston. En Chine avec « L'Auberge du sixième bonheur », le dernier film du regretté Robert Donat, partenaire ici d'Ingrid Bergman ; aux Indes avec Stewart Granger dans « Harry Black » (un beau duel corps à corps avec un tigre), en Corée avec Robert Mitchum et May Britt dans « Flammes sur la vie », en Autriche avec Deborah Kerr et Yul Brynner dans « Le Voyage », d'Anatol Litvak ; en Espagne avec Ava Gardner dans « La Maya nue », de Henry Koster (une vie de Goya).

Dans le domaine des adaptations, nous verrons, également réalisés par les Américains : « Les Racines du ciel » (Romain Gary), tourné par John Huston ; « Un Certain Sourire » (Françoise Sagan), tourné par Negulesco ; « Gigi » (Colette), transformé en comédie musicale avec Leslie Caron et Maurice Chevalier, sous la direction de Vincente Minnelli. La critique américaine est dithyrambique.

On peut fonder quelque espoir sur : « La Clé », de Carol Reed, avec Sophia Loren ; « La Déesse », scénario de Paddy Chayefski (« Marty »), qui retrace l'ascension d'une star, avec une nouvelle actrice : Kim Stanley ; « L'Adorable Sorcière », de R. Quine (« Une Cadillac en or massif »), avec James Stewart, Kim Novak et... Philippe Clay ; « Le Journal d'Anne Frank », de George Stevens.



DEUX NOUVEAUX VISAGES

Voilà pour les grosses productions. Mais le cinéma américain se transforme de telle façon que, depuis deux ou trois ans, ce sont surtout les productions indépendantes de réalisateurs peu connus qui frappent.

De celles-là, on ne sait rien encore.

Du côté russe, on prévoit pour novembre la sortie de « La Maison où j'habite », qui passe pour supérieur à « Quand passent les cigognes ».

Parmi les films français, nous verrons très vite les trois rivaux de Venise entièrement consacrés à l'amour (« Les Amants », avec une audacieuse scène de baignoire ; « En cas de malheur », ou le démon de midi de Jean Gabin, et « Une Vie », ou le malheur d'aimer).

Et trois premiers films de « jeunes ». « Le Beau Serge », de Claude Chabrol, qui a produit, écrit et réalisé tout seul cette belle histoire d'amitié qui fait penser à Pavese par la forme et à Bernanos par le fond, tout en s'adressant très directement au grand public; « Cette nuit-là », de Maurice Cazeneuve, qui a traité dans un flou irréaliste une banale histoire policière, et « La Tête contre les murs », de Georges Franju, qui s'est attaché à décrire d'une manière presque clinique le problème de la folie.

Enfin, deux nouveaux visages qui ont un vrai regard vont surgir, très éloignés du type « starlette » : celui de Juliette Mayniel, vingt-deux ans, Bordelaise (sa sœur tient le plus grand café de Bordeaux) ancien mannequin chez Givenchy, engagée par Claude Chabrol qui l'a découverte dans un film publicitaire consacré à un savon. (Il entreprend cette semaine son second film, « Les Cousins », avec elle.) Et celui d'Haya Hararit, actrice israélienne que l'on remarqua fort dans « Colline 24 ne répond plus ». Depuis, elle attendait, à Rome, à Paris, que l'on se souvienne d'elle. C'est le metteur en scène William Wyler qui, l'ayant aperçue à Cannes et ignorant son nom, s'est souvenu (à Hollywood) de son visage lorsqu'il a cherché l'héroïne de « Ben Hur ». Recherchée par tous les agents de la M.G.M. et après de nombreux essais, elle a été engagée.

« Ben Hur » sera, avec un budget de 6 milliards, le film « le plus cher du monde ».

● Au théâtre : *programme classique : comédies et adaptations... mais on attend Sartre.*

UN coup de pinceau, du velours neuf, des rideaux immaculés, trois théâtres se font pour la rentrée une grande beauté :

● La Gaîté-Montparnasse, où se jouera « Douze hommes en colère », la pièce tirée par André Obey du célèbre film qui fit courir Paris il y a dix-huit mois (parmi les douze personnages masculins : Michel Vitold, qui met en scène, J.-M. Amato, et peut-être Pierre Blanchar. (Spectacle produit par Lars Schmidt).

● La Renaissance, encore aux mains des ouvriers, et les Bouffes-Parisiens, dont la direction artistique est confiée à Jean Mercure, qui présentera « La Tour d'ivoire », de R. Adrey, dont il a fait lui-même l'adaptation. C'est l'histoire d'un journaliste américain (Michel Piccoli) qui, écœuré de la société, devient gardien de phare : un phare décoré par Georges Wakhevitch qui décorera également « Lucy ou les plaisirs de l'été », au Théâtre de Paris, la pièce en deux actes et dix tableaux de Jean-Pierre Aumont, tirée du roman d'Irwin Shaw : un fils idolâtrant sa mère la surprend dans les bras de son précepteur. Edwige Feuillère, Bernard Blier, Paul Guers devraient faire de ce spectacle un succès.

● Elvire Popesco, directrice du Théâtre de Paris, s'est adjoint une petite salle annexe baptisée Petit Théâtre de Paris, où elle présentera la troisième pièce de Michel André (« Virginie ») : « De passage à Paris ». C'est une comédie gaie sur la jeunesse : un père (Frank Villard, pour la première fois dans cet emploi) de passage à Paris, surprend chez lui plusieurs jeunes gens dont il observe les rapports.

● Aux Ambassadeurs, deux acteurs tiendront la scène pendant toute la représentation, dans une pièce américaine adaptée par Louise de Vilmorin, « Deux sur une balançoire » (production Lars Schmidt). Cette performance sera accomplie par Jean Marais et Annie Girardot, mise en scène par L. Visconti.

● La pièce de J.-P. Sartre attendue au Théâtre Antoine, « L'Amour », ne sera jouée qu'au mois de janvier par Serge Reggiani, Marie Olivier et Evelyne Rey. L'auteur mettra en scène lui-même pour la première fois. L'histoire se déroule dans une famille allemande.

● Le « Don Juan » de Montherlant sera interprété par P. Brasseur à l'Athénée et « La Hobereaute » d'Audiberti sera jouée par Françoise Spira et Ivernel au Vieux-Colombier (production Lars Schmidt).

● Félicien Marceau tentera de renouveler le triomphe de « L'Œuf » (qui poursuit sa carrière à l'Athénée)

→

Jeanne Moreau et Jean-Marc Bory dans « Les Amants »
« Paar...

→

en traçant le portrait quotidien et cruel de la vie d'une femme. Cet « Œuf » au féminin s'intitule « La Bonne Soupe » et sera joué par Madeleine Robinson et Alfred Adam.

● La légende selon laquelle Lady Godiva traversa au moyen âge la ville de Coventry nue sur un cheval a inspiré J. Canolle. Mise en scène par Michel de Ré, Silvia Monfort sera au Théâtre Edouard VII cette étrange écuyère.

● Pour rire un peu, Barillet et Grédy feront au Théâtre La Bruyère la satire du Tout-Paris littéraire, dans laquelle Jacqueline Maillan sera « Infiniment femme » auprès de G. Vitaly.

● Breffort (« Irma la Douce ») créera au Théâtre Fontaine une nouvelle héroïne, « Ridiline » ou les mésaventures d'une femme-enfant.

● Quelques grandes reprises se mêleront à tous ces nouveaux spectacles : « Père », de Bourdet, à la Michodière, avec P. Fresnay et Anne Vernon ; « Am stram gram », de Roussin, aux Nouveautés, et « Tessa », de Giraudoux, au Marigny, mis en scène par J.-P. Grenier, avec Michel Auclair et Marie Versini, qui quitte la Comédie-Française.

● Une autre jeune personne dont on parlera prend sa place : Danièle Ajoret, qui fera ses débuts dans Agnès de « L'Ecole des femmes » (ce n'est pas une production Lars Schmidt). Encore une actrice inconnue dont le nom sera bientôt familier : Huguette Hue, à qui Breffort a confié Ridiline. L'an dernier, Irma la Douce était aussi une inconnue. Elle s'appelait Colette Renard.

MICHELE MANCEAUX.

VENISE

Une entreprise austère et réussie

(De notre envoyée spéciale Simone Dubreuilh.)

La XIX° Biennale est une entreprise austère : contre vents et marées diplomatiques et ministériels, son président, M. Ammanati, a réussi à maintenir depuis trois ans ce qu'on peut qualifier d'antiformule cinématographique : à savoir le minimum de films, mais tous de qualité ; très peu de films de très peu de pays, mais choisis avec un soin extrême et souvent arrachés ou même volés aux nations qui les ont produits : ainsi, cette année, le « Rose-Marie » d'Allemagne de l'Ouest, arraché au gouvernement de Bonn ; ainsi « La Veuve d'Otar », arraché au gouvernement soviétique, lequel tenait essentiellement à projeter un « Idiot » de Dostoievski, jugé très inférieur par les organisateurs de la Biennale. Enfin et surtout le film polonais « Le Huitième Jour de la semaine », retiré par le gouvernement polonais du Festival de Cannes et présenté à Venise sans son agrément, sans même son consentement officiel.

Cette année, nous verrons donc 13 films de 10 pays, dont 3 films français — la France a donc au départ la part du lion — 2 japonais, 2 américains, 1 anglais, 1 italien, 1 allemand de l'Ouest, 1 soviétique, 1 tchèque, 1 suédois et 1 polonais.

Après les critiques souvent injustes formulées au cours des deux dernières années contre la nouvelle formule de la Biennale, on pouvait craindre une désaffection des réalisateurs et des producteurs ; c'est le contraire qui s'est produit : une émulation telle que les autres festivals — Berlin, Bruxelles, Karlovy-Vary — en ont sérieusement pâti.

Ainsi pour la France seule, dix films de grande qualité se réservaient pour Venise, laissant la Commission officielle de sélection se battre les flancs pour meubler décemment les autres festivals.

Le difficile, en l'occurrence, c'est donc le choix définitif du « meilleur film ». D'Europe en Asie, via les deux Amériques, dénicher « le » chef-d'œuvre suppose des envoyés de la Biennale un équilibre, un sens artistique exceptionnels ; d'autant plus exceptionnels que ces prospecteurs d'un nouveau genre s'enfoncent plus avant vers l'Est dans des pays au cinéma aussi mal connu que prolifique (je songe aux Indes : 200 films par an, et au Japon : 600 films par an).

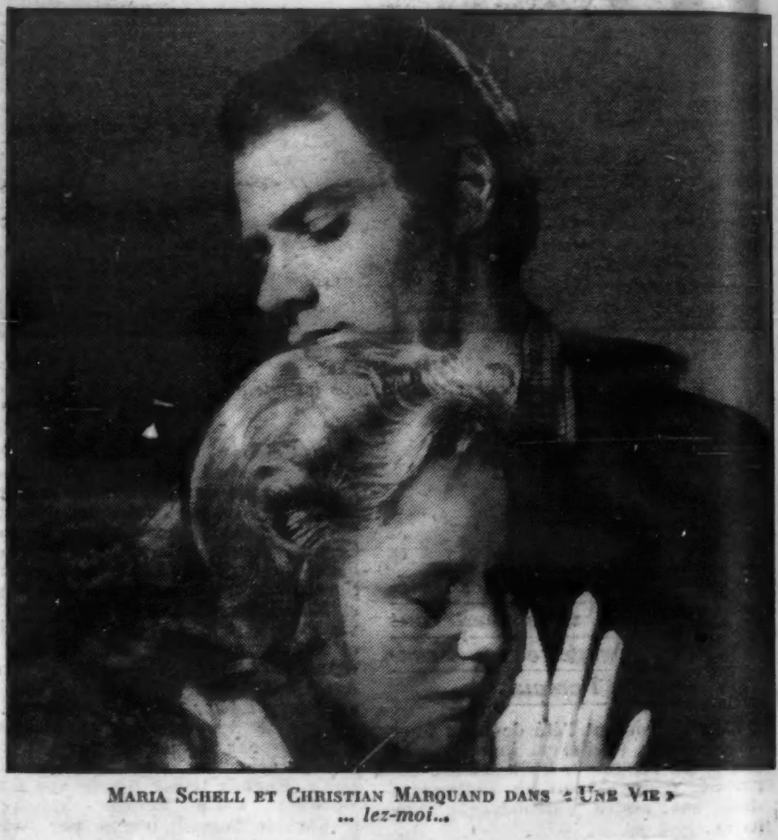
LE PETIT ARPENT

Le film américain indépendant : « Le Petit Arpent du Bon Dieu », adapté par Erskin Caldwell lui-même et mis en scène par Anthony Mann, inaugura cette XIX° Biennale. C'était en apparence un morceau de choix. Malheureusement, le film pouvait porter un sous-titre : « On n'est jamais si bien trahi que par soi-même ».

Si l'on songe en effet que Caldwell refusa pendant vingt-cinq ans de livrer son livre (tirage mondial : 7 millions d'exemplaires) et cela à quelque prix que ce soit (« *La Route au tabac » m'a paru*, affirme-t-il, au cours de sa conférence de presse, *comme un tel naufrage que je décidai d'attendre encore plusieurs années avant de me risquer à laisser porter à l'écran « Le Petit Arpent du Bon Dieu »*) et qu'il a soudain accepté de ne pas être payé du tout pour voir porter à l'écran ce livre si cher à son cœur, on est en droit d'attendre une audace inouïe. Quelque chose comme la « Déclaration des Droits » d'un auteur conscient et organisé, à la fois scénariste, censeur et producteur. Hélas !

Le roman de Caldwell aborde, on s'en souvient, trois sujets étroitement liés les uns aux autres : la description de la misère des paysans blancs et noirs de Georgie, de la misère des ouvriers tisserands de la ville d'Augusta, lors du krach de 1929, lorsque les filatures fermaient les unes après les autres ; un tableau à cru du patriarcat sexuel pratiqué par ces gens simples : les frères forçant leur belle-sœur, le père convoitant sa bru, l'adolescente s'offrant à chacun et se donnant à la ronde entre trois éclats de rire et quelques coups de savate ; enfin la prise de conscience sociale d'un ouvrier tisserand, lequel au péril de sa vie remettra en marche les machines...

Que reste-t-il de ces trois thèmes essentiels : rien ou si peu de chose... Caldwell censeur de lui-même a bêtement, sauvagement assassiné Caldwell romancier. Il ne subsiste plus que la carcasse des scènes et celle des personnages. La coucherie de Will et de Darling Jill, la nuit d'amour de Will et de Griselda n'existent plus. Quant à l'obsession du vieux Ty-Ty, elle est à peine indiquée. Enfin une conclusion bien-pensante et optimiste a été substituée à la conclusion du roman. Caldwell romancier nous proposait des animaux humains. Caldwell scénariste nous offre des paysans revus et corrigés par Broadway et les pasteurs puritains. Et puis le grand acteur Robert Ryan n'est guère acceptable en Ty-Ty, trop jeune et trop viril. Seul Buddy Hackett triomphe humblement dans le seul personnage demeuré intact, celui de Pluto.



Maria Schell et Christian Marquand dans « Une Vie »
... lez-moi...

OUEST OU EST

Deuxième soirée : le film allemand de l'Ouest : « Rose-Marie ».

Point de départ : un fait divers récent — l'assassinat demeuré mystérieux d'une prostituée de haut vol dont le lit s'était ouvert au plus haut personnage de l'industrie et de la finance de Bonn. Transposé à l'écran par le jeune réalisateur Rolf Thiele, il est devenu à l'écran une satire mordante du capitalisme et de la grande prostitution d'après guerre — vieux, mais sûr moyen de parvenir. Cette satire porte la triple empreinte de « L'Opéra de quat' sous », de « M. Puntila et son valet Matti », c'est-à-dire de Bertolt Brecht et du mouvement allemand qui fait songer à la grande époque du cinéma muet allemand. Au total un film de l'Ouest qui devrait

L'EMBARRAS DU CHOIX

CINEMA

● *Denis Vincent a vu pour vous :*

La Femme marquée : qui a bu, boira. La déchéance de Diana Barrymore et un metteur en scène délirant. *(Ermitage, Max-Linder, Vedettes, Images.)*

L'Admirable Crichton : lords et ladies échoués sur une île déserte. Quand les Anglais perdent leur admirable sens de la respectabilité. Cela fait rire les Français. *(Marbeuf.)*

La Rivière des Alligators : si vous voulez voir l'ex-reine du Tabou accoucher au milieu des crocodiles. *(Normandie, Rex, Moulin-Rouge.)*

● *Si vous ne les avez pas encore vus.*

Maigret tend un piège : Simenon bien servi par Gabin et Delannoy. *(Hollywood.)*

Mon Oncle : la satire du modernisme. *(Colisée, Marivaux.)*

Le Dictateur : Hitler, Mussolini, Goering et la dictature vus par Chaplin.

La Soif du Mal : le volcanique dernier film d'Orson Welles, poète maudit. *(Publicis.)*

Le Pont de la Rivière Kwai : en un mot, un chef-d'œuvre. *(Monte-Carlo.)*

Quand passent les Cigognes : le souffle d'Eisenstein et de Poudovkine retrouvé. *(Vendôme, Broadway, George-V.)*

Jeux d'Été (Sommarlek) : pourquoi le bonheur est-il toujours aussi éphémère que l'été ? Bergman décrit l'un de ces bonheurs morts à l'automne. *(Cinéma d'essai Caumartin.)*

Les Bas-Fonds : Renoir dirige Gabin et Jouvet et anime l'œuvre de Gorki. *(Hôtel-de-Ville.)*

Et Dieu créa la Femme : la naissance de B. B. *(Avenue.)*

Madame de... : Ophüls conduit la ronde autour d'un bijou en forme de cœur entre le mari, la femme et l'amant. *(Windsor.)*

Le Rideau cramoisi : une nouvelle de Barbey d'Aurevilly lyriquement récrite avec la caméra-stylo d'Astruc. *(Ursulines.)*

La Corde : un cadavre dans un bahut, personnage central de ce film de Hitchcock en un seul décor. *(Studio Bertrand.)*

Arsenic et Vieilles Dentelles : Frank Capra explique comment les vieilles dames se débarrassent des célibataires. *(Champollion.)*

Graine de Violence : les enfants américains donnent du fil à retordre. *(Artistic.)*

Ma Femme est une Sorcière : Véronica Lake rappelle l'époque américaine de René Clair. *(Ranelagh.)*

La Ronde de l'Aube : la critique a obtenu que soit à nouveau projeté ce film dramatique et violent tiré de « Pylône » de Faulkner. *(Lord-Byron.)*

FOLIES-BERGÈRE
NOUVELLE REVUE
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
POUR LES CLIENTS DE PROVINCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

Brigitte Bardot et Franco Interlinghi dans « En cas de malheur » ... *d'amour* »

être réclamé par l'Est et servir à fustiger proprement l'Allemagne d'Adenauer. Artistiquement, un film digne de retenir l'attention. Interprétation aiguë de Nadja Tiller — cette Jeanne Moreau allemande.

DEUX RETROSPECTIVES

Mais la Biennale est aussi l'occasion de rétrospectives exceptionnelles, deux cette année : une rétrospective Asta Nielsen, la plus grande vedette danoise du cinéma muet, dont l'un des premiers films fut un « Hamlet » où, selon une tradition ancienne, Hamlet mort et en pourpoint déchiré révèle qu'il est une femme...

La Biennale a fait tous ses efforts pour qu'Asta Nielsen assistât à cet hommage. Vainement ! Asta Nielsen est très âgée et Asta Nielsen vieillie est devenue sourde. Elle a fait savoir qu'elle aurait peur de ce qu'elle ne pourrait pas entendre.

Ensuite, présentée par René Clair, la plus importante rétrospective Eric von Stroheim. Au programme : huit films dirigés par Stroheim, et dix films qu'il interpréta ou auxquels il a collaboré. Clou de curiosité de cette rétrospective : la projection successive de « La Veuve joyeuse » de Stroheim avec Mae Murray et John Gilbert, et « La Veuve joyeuse » de Lubitsch avec Maurice Chevalier et Janette Macdonald. Il semble que Stroheim, génial, sadique et tendre, doive l'emporter sur Lubitsch, seulement gai et épicé.

Autre surprise : le musicien français Alain Romans (l'auteur de la musique de « Mon Oncle »), qui enthousiasma un jour von Stroheim en improvisant au piano un accompagnement sur « Folies de femmes », accompagnera les projections.

● Dates des journées françaises : 31 août : « Une Vie », d'Alexandre Astruc, d'après Maupassant.

2 septembre : « En cas de malheur », de ClaudeAutant-Lara, d'après Georges Simenon, avec Brigitte Bardot, Edwige Feuillère et Jean Gabin et, en matinée, « Le Beau Serge ».

6 septembre : « Les Amants », de Louis Malle et Louise de Vilmorin, avec Jeanne Moreau et, en matinée, « Le Bourgeois Gentilhomme ».

S. D.

3e mois du triomphal succès en V.O.
QUAND PASSENT LES CIGOGNES
BROADWAY · GEORGE V · VENDOME

MUSIQUE

Décadence de Salzbourg

(De notre envoyé spécial Antoine Goléa.)

LE Festival de Salzbourg vient d'offrir au monde le spectacle le plus ridicule de l'année : l'opéra « Vanessa », livret de M. Menotti, musique de M. Barber.

C'est l'œuvre d'un faux Puccini, sur un texte qui aurait pu être retrouvé dans les papiers d'un faux Emile Zola doublé d'un faux Alexandre Dumas fils.

Vanessa — l'héroïne — aimait M. Anatole père, qui l'a abandonnée et dont elle attend le retour depuis vingt ans. A sa place, c'est M. Anatole fils qui arrive. La première nuit, il séduit la nièce de Vanessa, nommée Erika. Un mois plus tard, il se fiance avec Vanessa, qui a vingt ans de plus que lui. Mais Erika s'enfuit dans une tempête de neige. On la ramène inanimée, et le médecin-ami-de-la-famille a tout juste le temps de l'aider à achever la fausse-couche qu'elle cherchait. Cela se passe sous les yeux des spectateurs, pendant que, dans la même chambre, Anatole et Vanessa se disent des douceurs. Au dernier acte, Anatole et Vanessa, heureux jeunes mariés, s'en vont pour Paris, tandis qu'Erika, remise de ses émotions, se met à « attendre » à son tour, sous les yeux d'une vieille grand-mère impotente, qui rappelle celle de « Thérèse Raquin ».

La musique est conforme au livret. Les décors et les costumes le sont aussi.

A. G.

VARIÉTÉS

L'Olympia change de formule

JEUDI 28 septembre à 20 h. 45, l'Olympia, « Votre Music-hall » (et celui de Bruno Coquatrix), rouvre ses portes. Vedettes : les Platters.

Ses deux derniers spectacles de la saison 57-58 avaient été deux catastrophes. Ses amis, ou prétendus tels, avaient hoché gravement la tête :

« C'est la fin, la formule est usée. Il n'y a plus de vedettes : Piaf a tenu douze semaines ? Oui — mais c'est Piaf. »

Bruno Coquatrix, vieux routier lucide du music-hall, n'accuse pas seulement les « événements » de son fiasco du mois de mai.

« *Je me suis trompé* », dit-il, « *le tout est de ne pas recommencer* ».

Quelles seront donc les modifications profondes de la formule Olympia ?

● Les premières parties seront chargées et plus aimables. « *Les jongleurs même excellents n'épatent plus personne* », dit Bruno Coquatrix, « *le public croit toujours que c'est le même qui revient* ».

● Les Ballets Ho de Georges Reich danseront des intermèdes toute l'année, sauf dans le second programme (Luis Mariano) qui sera agrémenté de ballets espagnols.

● Une rubrique d'échos sera tenue par Jean-Marie Proslier.

● Les « suppléments au programme » sont supprimés. Bruno Coquatrix estime que les gens n'ont pas une âme de « découvreur » de talents quand ils payent leur place 950 fr... « Les Nouveaux Talents » remplacent ces suppléments. Ce sont encore des jeunes artistes mais confirmés par deux ou trois ans de carrière.

● La durée des programmes est apparemment augmentée : quatre semaines au lieu de trois. Mais comme les mardi et mercredi seront consacrés à des séances de jazz et à musico rama, cette manœuvre habile (et arithmétique) : quatre fois cinq jours, au lieu de trois fois six jours, ne tend qu'à diminuer le nombre des programmes pour pallier la récession des vedettes.

Bobino et la Comédie Caumartin deviendront une véritable pépinière de vedettes, un banc d'essai permanent, une fabrique de têtes d'affiches.

LES PROGRAMMES

1° Les Platters, Marcel Amont, M.-J. Neuville.

2° Luis Mariano, Raymond Devos Claude Goaty.

3° Georges Brassens, Jean Bertola. Michèle Arnaud.

4° Caterina Valente, Jacques Brel, Roger Nicolas.

5° Colette Renard, Paul Anka (Diana), Guy Béart.

6° Amalia Rodriguez, R.-L. Lafforgue et peut-être François Périer.

7° Gilbert Bécaud, Dalida, Colette Marchand.

8° Une « grande revue qui durera » seize semaines.

Cabarets Dancings
LE REVE DANCING 3, Bd Poissonnière
ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens
Restaurants
CALAVADOS 40, Av. P. 1er Serbie JOUR ET NUIT..
LIDO ÉLY. 11-61 LIDO ÉLY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "PRESTIGE" de P. Louis-Guérin & Frederic

SCIENCES

Comment prévoir l'avenir ?

● *L'évolution du monde moderne a fait naître une nouvelle discipline: la prospective, ou l'art de concevoir l'imprévisible.*

QUE veut-on devenir ou rester dans le monde de demain, et quel prix est-on décidé à payer pour y parvenir ?

C'est à ces questions que se propose de répondre la revue « Prospective », dont le premier numéro, publié aux Presses Universitaires de France, vient de sortir.

DEUX ANIMATEURS

« Prospective » est l'organe du Centre International fondé en mai 1957.

Deux hommes l'animent : M. Gaston Berger (président), philosophe éminent, disciple de Le Senne, chargé depuis 1952 de la direction générale de l'Enseignement supérieur, directeur de l'Encyclopédie française, président de la Commission nationale de l'Unesco, et le docteur André Gros (secrétaire général).

M. Gaston Berger est le type même du « philosophe en action », passionné par le développement des sciences humaines, promoteur de l'idée-force d'une collaboration entre l'Université et l'Entreprise.

Le Dr André Gros est « l'inventeur » de la fonction de « conseiller en synthèse ».

Le chef d'entreprise reçoit le plus souvent une formation mauvaise et vit aujourd'hui dans des conditions de travail qui ne lui permettent plus ni de s'informer ni de réfléchir suffisamment.

Le conseiller en synthèse a pour fonction de remédier à ces carences. Il ne se substitue jamais au chef ou à ses collaborateurs, mais recherche une compréhension plus générale de la vie interne de l'entreprise en vue d'une meilleure intégration de celle-ci dans l'évolution générale.

UNE ATTITUDE ET UNE METHODE

La prospective, discipline nouvelle, a pour objet de construire l'avenir de l'homme au lieu de le subir.

Elle se caractérise par une attitude et par une méthode.

L'attitude prospective s'oppose à l'attitude rétrospective. Telle que M. Gaston Berger la décrit dans sa préface, il s'agit de regarder l'avenir en face afin de *le saisir dans sa nature originale et lui appliquer d'autres méthodes que celles qui valent pour le présent ou le passé*. L'attitude prospective entraîne coordination, organisation, synthèse, recherche opérationnelle, travail en équipe, éducation permanente, et développe un comportement : proposer à l'homme les choix qui lui permettent de construire, en connaissance de cause, un avenir meilleur. C'est une discipline d'adulte.

Pour donner un exemple caricatural et sommaire de ce qu'est, techniquement, la prospective par rapport au raisonnement classique, imaginons que l'on cherche à établir combien de paires de chaussures il faudrait produire en 1980 pour satisfaire les besoins du marché.

Technique classique : si en 1957 on a consommé deux paires de chaussures par habitant, en 1980, compte tenu de l'augmentation démographique, on en consommera..., etc.

La technique prospective tiendra compte :

1° de la consommation de 1957 ;

2° du taux d'accroissement de la population ;

3° de l'élévation du niveau de vie qui entraîne un accroissement des besoins ;

4° de l'exode de la population rurale vers les villes, qui entraîne une transformation des besoins ;

5° d'une augmentation des moyens de transport individuels et de son incidence sur l'usure ;

6° des progrès prévisibles dans la résistance de la matière première employée, etc.

Encore une fois, il ne s'agit là que d'un exemple très caricatural. La méthode classique est moins sommaire. La méthode prospective atteint des développements beaucoup plus compliqués, fondés sur des calculs mathématiques et des mises en équations si vastes qu'ils ne peuvent être résolus que par des machines électroniques.

UN OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

Le premier numéro de « Prospective » comporte six études concernant des problèmes divers : avenir de l'agriculture (traité par Pierre Chouard, professeur de physiologie végétale à la Faculté des sciences de Paris), de l'industrie (traité par M. Marcel Demonque, directeur général des Ciments Lafarge), de l'Organisation mondiale de la Santé (traité par le Dr Parisot).

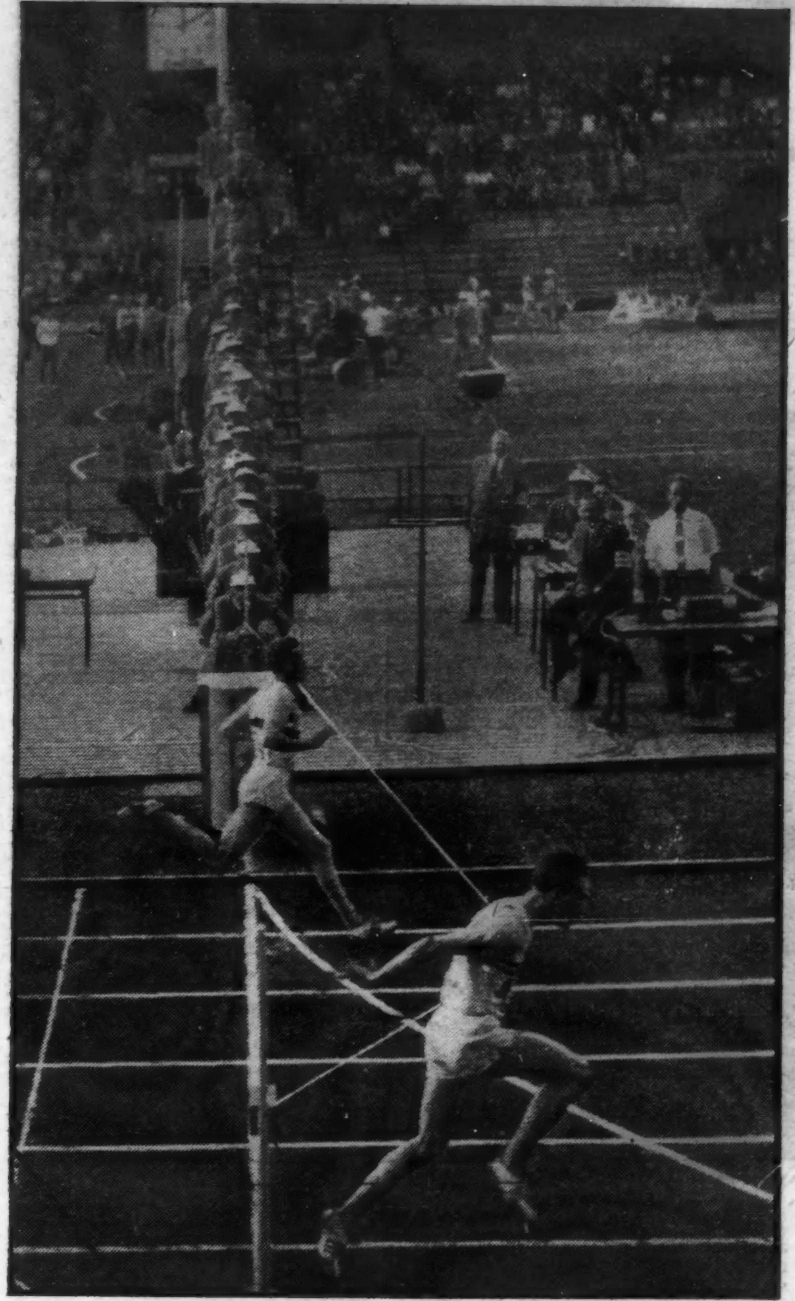
Quant à l'administration, elle devra tout entière devenir prospective, estime M. Pierre Racine, conseiller d'Etat, ancien directeur des stages à l'Ecole nationale d'administration.

La recherche opérationnelle, technique de préparation des décisions complexes, est d'ailleurs en bonne voie en France où fonctionne, depuis 1951, au ministère des Finances, un bureau de recherches de cette nature.

M. Bloch-Lainé, inspecteur des Finances, directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations, préconise la création par l'Etat d' « un observatoire économique central, faute duquel les producteurs et les commerçants sont incapables de procéder à des *spéculations* vitales ».

M. Chavanon, nouveau directeur général de la R.T.F., aurait donné son accord pour qu'une équipe soit chargée d'éclaircir dans une vue prospective les problèmes apparemment inextricables de ce service public.

En fait, les meilleurs chefs d'entreprise au sens large du terme — gouvernants, savants, philosophes, grands industriels et administrateurs — ont fait depuis longtemps de la prospective. Ce qui est neuf, c'est la nécessité de systématiser en raison de l'évolution accélérée des techniques modernes, c'est l'optique mondiale imposée par le rétrécissement du globe terrestre dû aux moyens de communication actuels, c'est enfin une prise de conscience de la solidarité humaine comme une question de vie ou de mort pour l'espèce.



(A.P.)

LES CHAMPIONNATS D'EUROPE D'ATHLÉTISME A STOCKHOLM
Mais justement, tout change

SPORTS

L'impossible n'existe pas

● *Le 15° coureur européen actuel sur 1.500 mètres aurait été recordman du monde il y a dix ans. Où s'arrêtera la progression de l'athlétisme ?*

IL faisait frais et le ciel était couvert sur le stade de Stockholm où se déroulaient les Championnats d'Europe d'athlétisme. C'était vendredi dernier, 22 août. Le speaker répéta en anglais, en allemand et en français l'annonce qu'il venait de lire en suédois. On put ainsi se convaincre qu'on ne rêvait pas :

« Première série du 1.500 mètres : 1er Vuorisalo (Finlande), 3' 40" 8 ; 2° Hewson (Grande-Bretagne), 3' 41" 1 ; 3° Rozsavolgyi (Hongrie), 3' 41" 5 ; 4° Hammarsland (Norvège), 3' 41" 9, etc. Seuls les trois premiers classés sont qualifiés pour la finale. »

Ces résultats plongèrent dans un abîme de réflexion ceux qui suivent l'évolution de l'athlétisme. Il y a peu de temps encore — moins d'une dizaine d'années — sur cette distance de 1.500 mètres, le record du monde détenu par le Suédois Gundar Haegg en 3' 43" paraissait inaccessible. Les meilleurs spécialistes du monde — tels que le Français Marcel Hansenne — couraient alors, dans leurs meilleurs jours, en des temps de l'ordre de 3' 48".

Or, voilà que dans une *série* des Championnats d'Europe — groupant par conséquent une toute petite fraction des meilleurs coureurs mondiaux — un homme venait de courir 1.500 mètres en 3' 41" 9 et se trouvait éliminé ! Il y a quatre ou cinq ans à peine, cette performance aurait suffi à faire du Norvégien Hammarsland un recordman du monde, vainqueur de toutes les grandes compétitions internationales. Aujourd'hui, il n'a droit qu'à une petite ligne : *« 4° en série, 3' 41" 9, éliminé. »*

L'ATHLETISME, UNE TACHE D'HUILE

La progression des performances athlétiques est stupéfiante. Pas seulement sur 1.500 mètres, mais sur presque toutes les notes de la gamme athlétique. C'est en vitesse pure (100 et 200 mètres) que cette progression est le moins remarquable.

D'abord parce que l'absence de chronométrage au centième de seconde rend moins perceptible l'écart entre les sprinters. Mais surtout parce que la vitesse est une qualité innée, qu'on n'améliore guère en s'entraînant. Or, le développement et le perfectionnement de l'entraînement expliquent en grande partie la progression dans les autres domaines athlétiques : demi-fond, fond, lancers, sauts.

On ne s'en douterait pas en France, mais l'athlétisme est en train de s'étendre dans le monde à la façon d'une tache d'huile. Les plus grands pays — sauf la France — trouvent important de comparer sans cesse, par le moyen de l'athlétisme, leur force physique, leur jeunesse, leur santé. L'athlétisme étant le seul sport mesurable, cette compétition pacifique à l'échelle mondiale n'a jamais de cesse. Chaque record qui tombe résonne comme un bulletin de victoire.

La progression des performances réside donc en premier lieu dans ce développement de l'athlétisme à travers notre planète. Les courses de demi-fond, par exemple, qui furent longtemps l'apanage des pays scandinaves, ont fait d'abord des adeptes en Europe occidentale et en Europe centrale. Puis les Etats-Unis et l'U.R.S.S. s'y sont mis. Et maintenant le recordman du monde du *mile* (1.609 mètres) est un Australien, Elliott.

JUSQU'OU IRA-T-ON ?

Il existe des écoles rivales d'entraînement, les principales étant la méthode naturelle (celle des Suédois d'avant guerre, reprise aujourd'hui par les Australiens) et la méthode scientifique (d'Europe centrale). Mais ces méthodes ont un point commun : l'assiduité. Un coureur s'entraîne de plus en plus longtemps chaque jour (ce qui pose d'ailleurs le délicat problème de l'amateurisme). Le corps de l'athlète est soumis à un travail de plus en plus intense qui lui rend l'effort de moins en moins sensible. C'est là toute l'explication de son progrès.

Chaque jour recule donc davantage la limite de l'impossible. Et, par un curieux phénomène psycho-physiologique, chaque fois qu'un athlète atteint un sommet réputé inaccessible, une foule d'autres athlètes le gravissent à leur tour. Le record d'athlétisme est comme une « première » des Alpes ou de l'Himalaya. Il n'y a que le premier pas qui coûte.

Jusqu'où ira-t-on ? C'est un vieux rêve de l'homme que d'essayer de fixer les bornes de ses performances possibles. Ce rêve pourrait être réalisé si quelque chose restait fixe dans les conditions du travail athlétique : l'entraînement, la qualité des pistes et des engins, la technique. Mais justement, tout change. Et même, sans doute, imperceptiblement, l'homme lui-même dont les organes (et principalement le cœur) s'adaptent aux efforts qu'on exige de lui. L'athlète se transforme peu à peu, sans devenir pour cela un phénomène. Ce n'est pas tel ou tel homme qui évolue et se modifie — c'est l'Homme.

MODE

Que vous dit votre radar?

En ouvrant ce matin leur magazine de mode, les Françaises n'apprendront théoriquement rien qu'elles ne savent déjà de la mode future, mais elles la recevront tout de même comme un choc au creux de l'estomac.

On ne discute pas une mode. Mais on la suit... ou on ne la suit pas. On la sent, ou on ne la sent pas. On brûle de s'y précipiter, ou on retarde le moment de l'adopter, si bien qu'elle passe parfois sans vous avoir obligée à en passer par elle.

La mode, cette saison, n'est pas de celles vers lesquelles on ait tellement envie de cingler d'urgence, mais nul ne peut prévoir sa destinée car elle est, comme toujours, entre les mains de quelques femmes-pilotes.

Combien sont-elles ? Il est difficile de dire un nombre. Mais il est facile de les situer.

Dans chaque cercle, dans chaque bureau, dans chaque magasin, dans chaque milieu, il y a une femme qui passe pour être « bien habillée ». Et qui l'est, parce qu'elle est douée pour cet art particulier.

Ce sont ces femmes, disséminées à travers la France, qui sont les pilotes de la mode.

Là où elles apparaissent, elles donnent, à tort ou à raison, envie de les suivre.

Ce phénomène peut être observé dans toutes les collectivités où se trouvent des femmes, de l'usine à la salle de générale.

La femme-pilote peut aussi bien s'habiller chez Dior qu'à Prisunic. Ce qui la fait « pilote », c'est ce qu'elle choisit, ici ou là (et il y a toujours, partout, de tout), c'est qu'elle achète tôt, avant les autres, sur sa propre intuition et non par une sorte de « résignation » à la mode, sans en avoir peur si elle lui plaît, mais sans en être esclave si elle ne l'aime pas.

LA FEMME-PILOTE

Une sorte de radar la guide. Ni la beauté ni la fortune ne peuvent octroyer ce privilège très particulier.

Qu'empruntera-t-elle, cette année, à une haute couture qui joue résolument sur deux claviers : Chanel... et l'autre ?

Le jour, les femmes qui travaillent ont définitivement imposé à toutes un style fondamental qui élimine pratiquement la robe, à moins d'obligations particulières.

Entre la tenue de grand luxe — c'est-à-dire le tailleur exécuté chez Chanel en tweed de Rodier, blouse assortie, porté lorsqu'il fait froid sous un manteau bourru négligent et parfois fourré — et le deux-pièces de jersey ou le chandail assorti à sa jupe, porté sous un imperméable classique, il n'y a aucune différence de nature.

D'un bout à l'autre de l'échelle des prix, c'est, dans des matières plus ou moins belles, sur mesure ou en prêt à porter, mise tous les jours ou multipliée par trois, de couleur plus ou moins raffinée, la même tenue.

Le tailleur en tweed beige sur blouse corail que nous vous présentons sur cette page est celui que porte Chanel elle-même, toute la journée, y compris pour dîner au restaurant.

Tous les sondages opérés en province prouvent que ce style a pratiquement gagné la partie partout, en tout cas parmi les moins de 40 ans.

Ce qu'il empruntera à la haute couture cette année : les matières bourrues, mais légères et bouclées, les couleurs, vives ou douces, mais éliminant le gris et le noir.

Mme Express vous renseignera largement, dans les prochaines semaines, sur les trouvailles et les créations des confectionneurs, qui se sont surpassés.

A LA NUIT TOMBEE

C'est à la nuit tombée que la mode se jouera. Les femmes-pilotes adopteront-elles le déguisement Directoire intégral ?

Nous sommes sceptiques. Parce que la mode peut se permettre :

— d'être ingrate quand elle est élégante (la robe-sac) ;

— d'être inélégante quand elle embellit (le new look exacerbé) ;

— mais pas d'être à la fois ingrate et inélégante.

Et c'est souvent à quoi le « Directoire » aboutit.

En revanche, on peut espérer que les indications discrètes de taille perchée et les hautes ceintures, seront populaires les jupes effleurant les hanches sans les mouler, les cols volumineux et les décolletés en corbeille « prendront ».

Une indication intéressante sur le seul point de mode auquel il soit impossible de se soustraire : la longueur.

UNE LONGUEUR D'HIVER

Balenciaga — dont les portes sont encore fermées à la presse — a présenté une collection magnifique, à taille haute mais seulement indiquée, et, pour la première fois, très riche en couleurs. Il habille un tout petit peu plus long qu'en cet été : c'est la même longueur, mais d'hiver.

Après avoir vu sa collection, les acheteurs ont demandé que les robes nettement plus longues qu'ils avaient commandées chez Dior leur soient livrées raccourcies de quelques centimètres.

Nous vous présentons, cette semaine, pour votre information, une synthèse des éléments essentiels proposés par les couturiers. Tournez la page.

Que vous dit votre radar ?

LE TAILLEUR CHANEL

C'est un classique, mais la veste plus courte, les poches plaquées haut, la couleur de la blouse qui « gueule » sous un tweed traditionnel, le raffinement de la lisière du tissu utilisée en ganse, le renouvellent.

LA ROBE A DANSER SAINT-LAURENT

C'est un caprice, mais la fausse longueur, la ceinture nouée sous les seins, la jupe gonflante, la gorge haute, la volonté de « féminiser » par le loup de velours noir et la fleur dans la chevelure en font un concentré de la mode.

LES ROBES

● La ceinture *de cuir noir sur du tweed noir et blanc (à gauche, Cardin).*

● Le ruban de satin *sur du lainage bouclé noir (au milieu, Cardin).*

● Le corsage-brassière et le bouton *sur une jupe gonflée (à droite, Dior).*

FRANCK & FILS

80, rue de Passy • PARIS

habille la femme élégante

LES TAILLEURS

…ez Cardin : *turquoise, la collerette à …reures dégageant le cou (en haut).*

…ez Dior : *anthracite, le caraco et le col haut (en bas).*

… partout : *la veste ultra-courte et la … qui dépasse la taille, qu'elle soit montée …orselet ou accrochée à une brassière.*

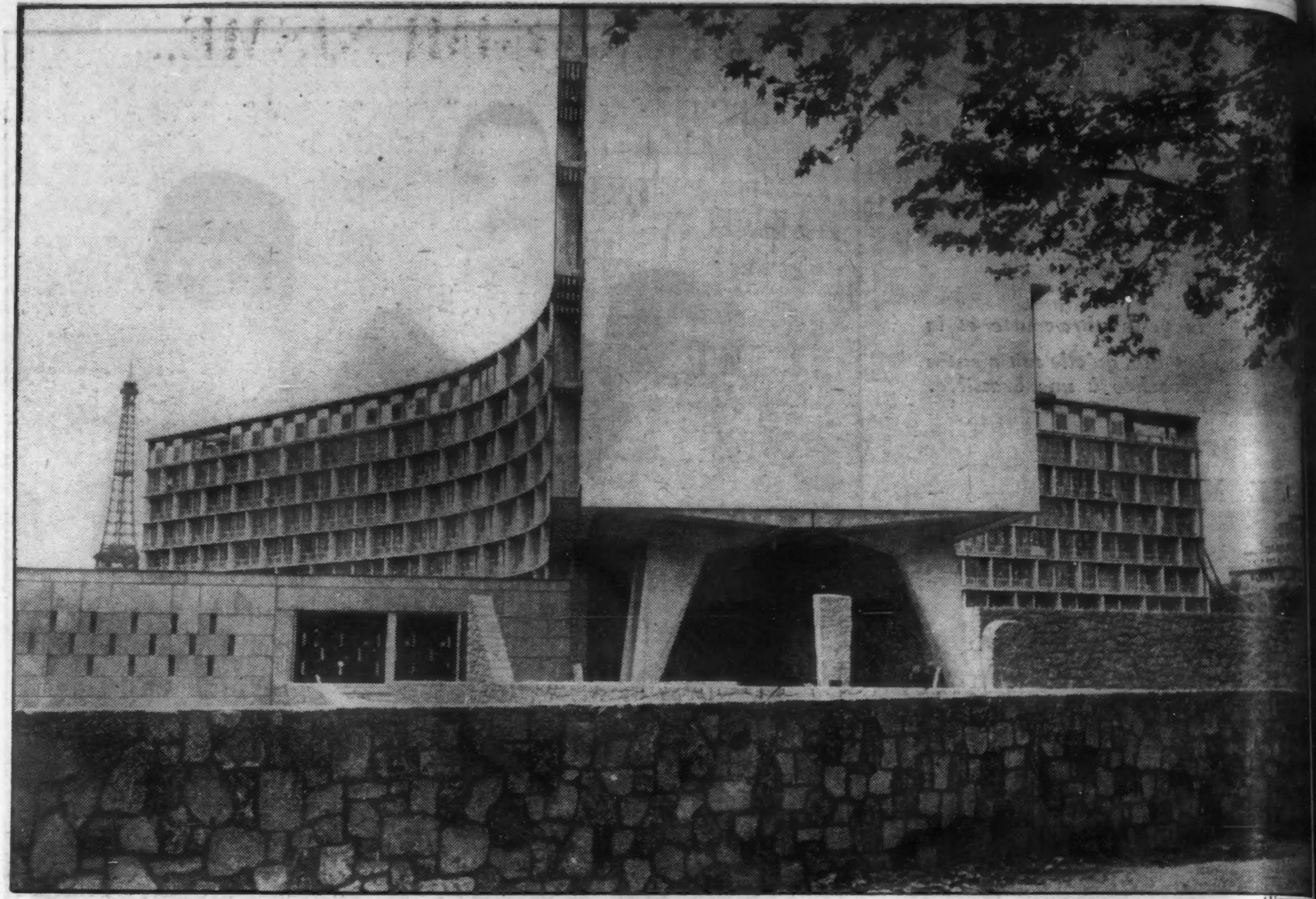
LE MANTEAU

…n bas : *noir et blanc, en mohair à …arreaux, col-anneau (Cardin).*

… partout : *le col est important, le …ge est moelleux et ultra-léger, la ligne est droite.*

ET ENCORE DES ROBES...

- **Le lien** *noué sur du satin mordoré et les épaules nues (Dior).*
- **Le bouillonné** *et le nœud de satin dans du crêpe (Lanvin-Castillo).*
- **La haute ceinture** *à pans sur une jupe large à gros plis (Dior).*
- **Et partout,** *ce que la taille haut e impose : le cou dégagé, la manche très courte pour que le bras n'alourdisse pas davantage la silhouette, le volume en hauteur du chapeau (ou des cheveux) qui tente de rééquilibrer les proportions du buste en lui restituant « par en haut » la longueur qu'il perd « par en bas ».*



(Unesco.)

LE NOUVEAU PALAIS DE L'UNESCO
Avec la collaboration de Picasso, Miro, Calder...

BONNES NOUVELLES

Parmi les nouvelles de la semaine, il y en a aussi de bonnes. Les voici :

BROUILLARD

● Parce qu'ils ont « VAINCU » LE BROUILLARD, deux physiciens français du C.N.R.S., Guy Soulage et Roger Serpolet, ont reçu un prix en Angleterre. Jusqu'à présent, aucune méthode de dissipation des brouillards n'avait donné de résultats encourageants. Pour fabriquer des éclaircies, les physiciens ont pulvérisé du propane au cœur des nuages. Grâce à ce procédé, on pourrait, paraît-il, « nettoyer » le ciel au-dessus d'un aérodrome pour la somme de 9.000 francs.

D'ici quelques années, disent les spécialistes du « temps » artificiel, les conditions météorologiques seront établies en fonction des besoins des hommes.

MATHEMATIQUES

● Pour la troisième fois consécutive, après Laurent Schwartz et Jean-Pierre Serre, un Français, René Thom, 35 ans, professeur à l'Université de Strasbourg, a obtenu le « Nobel » des mathématiques. C'est au Congrès international qui s'est tenu à Edimbourg que la « Field Medal » lui a été décernée.

CANCER

● Spécialiste des « cancers chimiques », Simone Hatem, chargée de recherches au C.N.R.S., a été élue MEMBRE FRANÇAIS DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE NEW YORK.

GRANDS TRAVAUX

● TROIS GRANDES RÉALISATIONS turques : le barrage hydro-électrique de Kemer, la centrale thermique de Soma et le nouveau port de Smyrne, seront inaugurées le mois prochain. Elles sont été conçues et menées par des TECHNICIENS ET DES ENTREPRISES FRANÇAIS.

GAZ

● Quatre communes alsaciennes et le canton de Bâle sont alimentés depuis le 12 juin dernier en GAZ DE VILLE NON TOXIQUE, parce que débarrassé de son oxyde de carbone. Six suicides et de nombreuses intoxications ont pu être ainsi évités. Bien que ce gaz sans danger ait un prix de vente assez élevé, plusieurs centrales vont être équipées en Suisse avec le même procédé.

SPORTS

● Grâce à un remplaçant, Jack Guittet, les fleurettistes FRANÇAIS ont remporté le titre de CHAMPION DU MONDE PAR ÉQUIPES, à Philadelphie.

ENFANTS

● UNE PILULE MIRACLE a été expérimentée avec succès sur deux cents femmes à Porto-Rico : la « progestine ». Elle peut être utilisée pour favoriser la fécondité comme pour empêcher l'ovulation.

ENERGIE

● SATURNE, quatrième accélérateur de particules du monde, est entré EN FONCTIONNEMENT A SACLAY. Puissance : 2,5 milliards d'électrons-volts. La construction de Saturne a commencé en 1954. Coût : six milliards. Cet appareil, qui ressemble à un gigantesque pneu d'acier, doit permettre d'étudier certaines particules élémentaires récemment découvertes : les mésons lourds et les hypérons.

PARIS

Du nouveau

● ***Les vacances se terminent pour beaucoup de Parisiens. Que trouveront-ils de neuf dans la capitale ?***

PENDANT les vacances, Paris a travaillé. Il a construit, aménagé, installé, innové. Voici quelques-unes des nouveautés que les Parisiens y découvriront en rentrant :

Les Parisiens de la rive droite trouveront bon nombre d'artères rajeunies, réparées ou élargies : boulevard Suchet, boulevard Berthier, boulevard Ney, rue Leibniz, rue Armand-Gauthier, rue du Général-Malleterre. Rive gauche, des travaux similaires ont été accomplis, notamment place Fontenoy où les abords du nouveau bâtiment de l'Unesco sont en cours d'aménagement.

A la porte de Vincennes, on perce des voies nouvelles qui desserviront les constructions récentes de la ceinture verte. Porte de Bagnolet et porte de Pantin, la circulation a été améliorée. Retardés au printemps par les crues de la Seine, les travaux de déviation sur les quais se poursuivent. On espère ouvrir, pour le Salon de l'Auto, la déviation qui, passant sous le pont d'Austerlitz, doit décongestionner la place Mazas et la Bastille... Au total une vingtaine de chantiers importants ont été ouverts pendant les vacances. La plupart auront achevé leur programme en octobre.

Une dizaine de sens uniques ont été établis, à titre d'essai ; le double sens a été rétabli rue de Varenne, aux abords de l'Hôtel Matignon.

LOGEMENTS

384 constructions sont actuellement en chantier à Paris. A Ménilmontant, trois immeubles s'élèvent à la place des taudis détruits par les pompiers en décembre. Trente-quatre autres sont prévus. Autour de Paris, la décentralisation se poursuit : usines, logements, écoles, etc., sont construits parallèlement dans huit villes satellites qui, d'Alfortville à Créteil et de Saint-Denis à Châtenay-Malabry, comporteront près de 50.000 logements. Hélas ! ils sont à peine commencés. En revanche, on annonce l'inauguration de deux palais : le 3 novembre, celui de l'Unesco, place Fontenoy (plus de 3 milliards. Décoration de Miro, Picasso, mobile géant de Calder) ; le 12 septembre, celui du Centre National des Industries Techniques, au rond-point de la Défense (2 milliards), colossale voûte de béton. Presque aussi vaste que la Concorde, il abritera des expositions techniques. Le Palais-Bourbon et la Bourse se sont refait une beauté pendant les vacances : leurs colonnades ont été nettoyées et réparées.

TRANSPORTS

La R.A.T.P. met en service seize nouvelles lignes d'autobus vers la périphérie, notamment une ligne Pont de Neuilly - Rond-Point de la Défense. Le métro, lui, met plus de temps à s'étendre, mais cet été des aménagements ont été faits aux stations Stalingrad, Saint-Philippe-du-Roule, Gare de Lyon et République. Sur la ligne Nation-Dauphine, un plus grand nombre de voitures sera mis en service. Rappelons enfin que les tickets jaunes « deux voyages » ont vécu. Depuis le 1er juillet, les carnets de métro comportent dix tickets, un pour chaque voyage.

Autre disparition : les derniers G7 ont été mis à la retraite cet été. De nouvelles voitures les remplacent.

A la S.N.C.F., l'électrification du réseau se poursuit. Les Parisiens pourront bientôt se rendre à Lille plus rapidement et plus confortablement.

Dès maintenant, ils peuvent rejoindre Valence sur une ligne électrifiée.

COMMUNICATIONS

Une bonne nouvelle pour ceux qui attendent le téléphone : les P.T.T. ont prévu 4.000 lignes supplémentaires pour la rentrée, qui seront desservies par les centraux Kellermann et Daumesnil. Enfin tous les abonnés de Paris peuvent téléphoner directement à Grenoble et Avignon, qui viennent d'être rattachées au réseau automatique après Troyes, Boulogne, Lille, Roubaix, Tourcoing.

Effort aussi dans le domaine des Postes. La septième liaison postale aérienne va être ouverte incessamment. Elle portera dans la nuit les lettres de Paris à Poitiers et Bordeaux et reviendra avec le courrier de ces villes. Courrier que l'on pourra affranchir dès le 13 septembre avec un nouveau timbre de 20 francs, le timbre « Europa », émis à la fois dans les six pays de la C.E.C.A.

REVETEMENT MURAL PLASTIQUE
« POLYESSEF »
LESSIVABLE
SOCIETE FRANÇAISE DES PAPIERS PEINTS
137, Faubourg-St-Denis, Paris. Tél. Nord 97-46

POURQUOI LE COMMUNISME...

Un de nos lecteurs, M. Ch. Maignal, posait ici, il y a quinze jours, la question suivante :

« Le communisme est vomi (Hongrie, Pologne, Berlin...) en Europe où il est au pouvoir. Il est en grande partie disqualifié en Europe occidentale (et en régression). Les masses arabes y sont étrangères ou hostiles du fait de leurs traditions religieuses ou autres. Il fait peur dans l'ensemble du monde, à ceux qui ne le connaissent pas, et souvent horreur à ceux qui le connaissent. Pourtant, depuis 1945, le communisme ne cesse de marquer des points, et le monde libre d'en perdre. Pourquoi ? »

Cette question a provoqué un nombre considérable de réponses. Nous regrettons de ne pouvoir les rapporter toutes. En voici quelques-unes qui rendent compte fidèlement de la physionomie générale du courrier reçu.

LE POSITIF ET LE NEGATIF

● *Causes positives.* — 1. Le communisme représente pour le plus grand nombre, en principe et dans l'avenir, une promesse d'amélioration du standing de vie, et de libération.

2. L'étendue des zones sous-développées dans le monde.

3. L'intelligence, la ruse, l'esprit d'initiative et la compétence des dirigeants du bloc communiste.

4. Le désintéressement « matériel » du bloc communiste en vue d'objectifs strictement « politiques ».

5. La cohésion du bloc communiste et l'esprit de discipline de chacun de ses membres.

6. La perfection de la propagande.

Causes négatives :

7. Incapacité du monde libre de penser et formuler en termes « modernes » les problèmes actuels.

8. Manque de réalisme des politiciens occidentaux.

9. Esprit rétrograde des Occidentaux : individualisme, capitalisme défraîchi, goût personnel du profit, malthusianisme, absence de goût du risque.

Dr B. Olivari,
Villars-sur-Var.

QUE SIGNIFIENT CES VALEURS ?

● L'exemple proposé par le développement économique de l'U.R.S.S. aux pays arriérés, qui ne peuvent rien espérer de semblable des techniques économiques libérales (sauf en tant que sous-produits des intérêts stratégiques ou économiques des pays occidentaux).

Le manque d'unité des Occidentaux, dont chacun entend défendre ses propres intérêts tels qu'il les conçoit (U.S.A. envers la Chine, Grande-Bretagne à Chypre, France en Algérie) et dont chacun détourne par ses actions l'opinion mondiale du camp occidental, tout en prétendant défendre les intérêts communs du monde libre.

Le fait que les valeurs du monde libre — la démocratie et la liberté individuelle — n'ont jamais signifié grand-chose hors des pays occidentaux ; si des Européens eux-mêmes semblent ne plus croire à ces valeurs, que peuvent-elles signifier pour les populations qui meurent de faim et qui sont illettrées ?

Roger Marcan,
Vals-les-Bains.

DEUX AVANTAGES ESSENTIELS

● Le communisme possède sur l'Occident deux avantages essentiels : une foi dans l'évolution inéluctable de l'Histoire et un instrument d'action politique efficace.

Aux incertitudes que ressent l'Occident quant à l'avenir, à sa mauvaise conscience des réalisations passées, aux soins apportés à maintenir les structures existantes et à la difficulté d'en imaginer de plus adaptés, notamment pour les pays sous-développés ou colonisés, le communisme oppose une foi offensive dans un avenir neuf.

Aux individus déshérités, comme aux insatisfaits, il propose le mythe de l'égalité, ainsi qu'un point d'application à leur haine et à leur envie ; aux nations en éveil, il se présente comme l'instrument de leur affranchissement et de leur épanouissement.

En rejetant le jeu du hasard économique et des conjonctures, le communisme offre aussi à tous les rêveurs de la planification, le moyen de mettre en œuvre cet idéal de technocratie que refuse l'humanisme occidental.

J. B. de Payroul,
Paris.

ADMIRATION OU SYMPATHIE

● Le communisme, malgré tout le mal qu'on en dit, représente pour les masses arabes et pour beaucoup d'Occidentaux (d'une façon différente) un espoir, parce qu'ils savent qu'ils ne seront jamais plus aussi minables, parce qu'ils savent qu'ils n'ont rien à y perdre. Aux Etats-Unis, il n'y a pas de communistes. Le standard de vie des travailleurs dans ce pays intégralement capitaliste représente pour nous quelque chose d'inaccessible. Mon admiration est pour eux. Je suis allé à terre, à Riga, à Dantzig, en toute liberté, j'ai fait des kilomètres à pied, en bus, sans aucune surveillance, je l'affirme. J'ai vu tout ce que je voulais voir... Certes, le luxe est absent, mais le nécessaire existe. Les Russes ne crèvent pas de f a i m. Le meilleur argument de M. Kroutchev n'est-il pas tout simplement les progrès accomplis depuis quarante ans, sur le plan social — sans parler du reste ? Les Russes le savent mieux que quiconque. Ma sympathie est pour eux.

Un marin gaulois.

UNE PHILOSOPHIE TOTALE

● Le communisme est non seulement un « phénomène politique sans frontières », mais une philosophie totale de l'homme.

Il crée de la richesse plus vite et à moindres frais que le régime dit capitaliste.

Il s'adresse à des masses énormes et défavorisées (Chine, Inde, Indonésie) et ces peuples sont moins sensibles que nous aux événements d'Europe (cf. Hongrie : peu de réactions en Asie).

Raymond Plot,
(I.-et-L.).

LE P. C. EST SEUL

● 1. Le P.C. a été mis à l'index par les gouvernements précédents comme parti anti-national. C'est là une maladresse et une grosse faute, car on n'a pas le droit d'écarter les représentants d'un nombre très respectable de Français, Français qui se disent maintenant : « Puisque le P.C. est honni ainsi des gouvernements, c'est que lui seul, sans doute, défendrait nos droits depuis si longtemps méconnus. »

2. Le P.C. est le seul avec des isolés à réclamer la paix négociée en Algérie. Ceux qui craignent pour la vie de leurs enfants soldats en Algérie sont disposés, quoique anti-communistes, à voter communiste pour hâter la fin des combats.

3. Aussitôt Budapest, le P.C. aurait perdu un nombre considérable de voix. Mais on oublie Budapest. On se demande même si les gouvernements qui chargent toujours le P.C. de tout ce qui ne va pas dans le monde n'ont pas exagéré Budapest.

Malheureusement, Budapest est vrai. Malheureusement, le fascisme rouge existe, plus cruel, plus féroce que n'importe quel autre régime au monde.

Une lectrice
de Saint-Jean-d'Angély.

POUR QUE ÇA CHANGE

● En fait la plus grande majorité des communistes ne sont nullement des marxistes, pas plus que des disciples de Lénine ni de Staline. Pour eux, voter communiste c'est voter contre. Voter communiste c'est vouloir que ça change. C'est remettre son destin entre les mains d'une révolution dont on ne connaît pas plus les moyens que la fin mais dont on espère un idéal.

Caporal Gautron,
A.F.N.

ON VIT SANS ESPOIR

● Parce que dans les pays qu'il convient de nommer capitalistes le travail n'est pas à la place où il devrait être, il n'est pas à l'honneur. Des générations entières passent avec l'impression de ne rien avoir été pour leur patrie, qui les ignore. On vit ici sans espoir !...

Par ses réalisations matérielles et une habile propagande (pas toujours mensongère du reste), le système socialiste attire et attirera longtemps encore des foules qui veulent que ça change !...

M. Pierre,
Clichy.

POUR UNE FOIS...

● Le Français qui met dans l'urne un bulletin communiste a moins l'impression de voter *pour* un communiste que *contre* les représentants des autres partis qui ont déjà été en fonction et lui ont fait subir impôts, charges, taxes, etc. Que les communistes assurent la charge des finances et qu'ils soient forcés de voter une augmentation du prix du pain, le pourcentage de leurs élus diminuera aux élections suivantes.

Le communisme est souhaité en majorité par des gens dont le niveau de vie est assez bas. Ceux qui réfléchissent se rendent compte que ce n'est pas un régime de liberté pour tous, mais ils espèrent que pour une fois, au moins, les privilèges et l'exercice des libertés changeront de mains.

Mme Bénézech,
Reims.

RIEN A PERDRE

● 1° La propagande communiste est inlassable (le clou sur lequel on tape finit le plus souvent par s'enfoncer) et si parfois elle est maladroite, parfois aussi elle utilise d'heureux slogans de circonstance.

2° Les communistes ou sympathisants votent ; les autres s'abstiennent trop souvent.

3° Maladresses (nombreuses) des Occidentaux et du monde libre, et de leurs classes dirigeantes et possédantes (promesses non tenues, égoïsme, etc.) d'où bien des mécontents, aigris, etc., qui votent communiste, non par idéologie, mais par rancune. C'est peut-être idiot, mais c'est ainsi.

4° Enfin et surtout, peut-être, si en France notamment, un électeur sur quatre ou cinq a voté communiste, c'est parce qu'il estime (à tort ou à raison) qu'il y a tout à gagner et rien à perdre.

Yves Buisson,
Toulouse.

L'IDEOLOGIE ET LES METHODES

● Le P.C. prend appui sur l'un des sentiments les plus nobles de l'âme humaine, la révolte contre l'injustice (même si l'on n'en est pas soi-même la victime), le sentiment que tout être a droit à un minimum de bonheur et qu'il faut arriver à le lui donner. De là une confiance en ceux qui se disent capables d'y pourvoir. L'idéologie peut rester bonne, mais les méthodes sont absurdes. Quant au résultat final, et barbare...

Jeanne Guervit,
Villiers-sur-Morin.

UNE VICTOIRE DE LA DIPLOMATIE

● Ce qui est paradoxal, c'est de voir le communisme s'installer, ou se donner l'apparence, dans des régions éminemment religieuses comme l'Afrique du Nord. Qu'on ne s'y trompe pas : ceci est une victoire non pas du communisme mondial mais bien de la diplomatie soviétique qui sait exploiter l'émancipation, ou le désir de ces peuples. Et c'est ici que nous, Occidentaux, nous donnons la peine mesure de notre inconscience.

J. Bourdon,
Bruxelles.

LA FORCE DE L'OPPOSITION

● Etant dans l'opposition et jouissant de tous les appuis de l'U.R.S.S., le parti communiste peut se permettre de dévoiler tout ce qui discrédite les milieux adverses : trafic de devises, corruption, collaboration, intérêts financiers.

Sa propagande très bien organisée et tenace, bien que presque toujours de mauvaise foi, sait à merveille utiliser les arguments simples et directs qui frappent l'esprit de ceux qui sont sensibles aux bons sentiments sans pouvoir déceler l'hypocrisie et le mensonge.

Alain Foulons,
Orléans.

LA DEFAILLANCE DE LA GAUCHE

● L'action du parti communiste est facilitée par les défaillances des partis de gauche qui ne soulèvent plus guère d'enthousiasme ni chez les intellectuels, ni dans la classe ouvrière, ni surtout dans la jeunesse.

René Rodes,
Taussat (Gironde).

LA SOLIDITE DE LA DOCTRINE

● Dans tous les pays les dirigeants et militants du parti sont des hommes qui ont tout à gagner et pas grand-chose à perdre en luttant pour leur idéal, d'où leur intransigeance, leur dynamisme, leur puissance.

Les communistes font de la politique communiste comme ils respirent ; les Occidentaux ne font de politique (et rarement *une* politique) que lorsqu'ils y sont contraints.

La solidité de la doctrine. — Le fait par exemple qu'en France on potasse Marx dans les milieux réactionnaires et qu'on s'inspire de Mao Tsé Toung dans l'armée est symptomatique.

Je m'empresse d'ajouter que je ne suis pas communiste, je tente de juger objectivement.

Roger Millot,
Saint-Dizier.

UN IDEAL CONCRET

● Le communisme réveille le militant qui sommeille en chacun et le met au service d'un idéal concret de lutte pour un monde nouveau et meilleur.

J. Mamet,
Drôme.

LE REVEIL

● Le communisme marque des points :

Parce que l'univers libre que vous défendez, refuse le réveil des centaines de millions de pauvres bougres à travers le monde. Alors d'autres en profitent pour les sortir du lit à leur façon.

Parce qu'il ne suffit pas de relever les failles et les erreurs du communisme, encore faut-il faire mieux. Demandez à ce demi-milliard de Chinois si le socialisme qu'ils construisent leur fait « horreur » !

Albert Pélicier,
Paris.

MAIS JUSTEMENT...

● Accorder leur indépendance aux pays colonisés, industrialiser les pays dits « sous-développés » et rehausser leur économie, supprimer les classes sociales, voilà les seules « pièces » que l'on peut opposer au communisme, mais justement, cela c'est le communisme.

Pierre Lekine,
Bruxelles.

UNE LIBERTE IGNOREE

● Les communistes gagnent parce qu'ils font ce que souhaitent le fellah moyen, l'Indien moyen, le nègre moyen, l'ouvrier moyen d'Argentine ou du Japon. N'est-il pas logique que ces gens préfèrent ceux qui leur promettent pain et dignité plutôt que des formules oiseuses sur la liberté, qu'ils ignorent ?

Daniel Saint-Just,
Sevran (S.-et-O.).

LA VIOLENCE NECESSAIRE

● Le communisme et lui seul *« vend » de la révolution*, sociale et économique. L'Occident ne propose que réformes et lente évolution (respectueux des droits acquis, etc.).

Or, la seule situation démographique, dans les deux tiers du monde (Chine, Egypte, Inde, Algérie...) est explosive et condamne d'avance toutes les mesures progressives, lentes...

Alors, bon gré, mal gré, on se tourne vers la seule force politique réelle qui, en théorie, et en pratique (Chine, U.R.S.S.) ne craint pas d'assumer la violence nécessaire.

M. Jaouen,
Paris.

UN IDEAL RELIGIEUX

● Le parti communiste est le seul à offrir un idéal presque religieux à des multitudes d'hommes qui, pour un motif ou pour un autre, ont perdu leur foi au christianisme ; il offre ainsi un exutoire à des sentiments religieux qu'il est impossible de déraciner chez l'homme. Que la réalisation de cet idéal soit en contradiction totale avec les principes énoncés à l'origine, c'est une autre question... Beaucoup de religions sont d'ailleurs dans le même cas.

P. Vallet,
Paris.

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

LUCERNE, HOTEL NATIONAL, 19 AOUT.

JE me retrouve après un an, jour pour jour, dans la même petite chambre d'angle sur le lac. La même rumeur de vacances heureuses, faite de rires d'enfants, de moteurs ronronnants, d'oiseaux, de cloches me rend sensible, comme toujours, une contradiction poignante — et elle se trouve au-dedans de nous comme dans l'Histoire — entre cette paix, cette joie, cet amour qui existent et que nous touchons : il n'y aurait qu'à étendre la main, — et l'infamie secrète des vies, et les crimes manifestes de la politique humaine.

Etre chrétien, c'est de ne pouvoir se passer d'une réponse à la question que pose cette contradiction. C'est de croire à la réponse donnée à un moment de l'Histoire par Quelqu'un qui a promis de ne plus jamais nous quitter, — et en fait le chrétien ne persévère que parce que, effectivement, ce flux ou ce reflux en lui de la grâce, il le constate, il le mesure, il l'éprouve et il en vit ou il en meurt.

MAIS si ce qu'il croit est vrai, quelle angoisse de voir le monde s'engager dans la direction opposée, l'Histoire prendre le tournant contraire, de discerner en même temps que les chrétiens — enfin ceux qui se réclament de ce nom — ont adultéré la parole, l'ont mise au service de leur volonté de puissance, et ont répandu et continuent de répandre le sang innocent ! « Quand le Fils de l'Homme reviendra trouvera-t-il encore de la foi, sur la terre ? » Que subsistera-t-il de l'Evangile dans ce milliard de Chinois, demain — et dans ce qui fut la Sainte Russie ?

A vues humaines, tout paraît perdu. Mais croire, c'est précisément adhérer de toute sa volonté et de tout son amour à cette volonté et à cet amour qui ne peuvent pas ne pas avoir le dernier mot...

NAGUERE encore j'aurais eu mauvaise conscience dans cet hôtel où je suis comblé d'attentions et de « gâteries » et où je ne fais rien pour les autres. Mais on peut partout être fidèle, et partout travailler et donc servir, — et partout se garder et prier. Le lieu importe peu, à l'âge où l'occasion n'existe plus, — ou du moins ne provoque plus. Et la solitude où que ce soit — et même dans cette chambre ravissante face à ces montagnes que contemplait Wagner à l'époque où il composait la Tétralogie, — appelle Dieu.

De ce balcon où je me retrouve après une année, ce sont les événements aussi que je domine, ce fragment ignoble de notre Histoire, — et mon attitude à leur égard, la valeur de l'action qui fut mienne. Dans quelle mesure a-t-elle été réfléchie, délibérée, cette action, ou au contraire impulsive et toute passionnée ? En quoi me suis-je trompé ? Ou ai-je vu clair ?

C'est par optimisme, en fait, que j'ai péché. J'avais tout prévu, et même, le Bloc-Notes en fait foi, la menace « sudiste », et le péril militaire de style Franco, mais non cette résignation d'avance, pour ne pas dire ce consentement de notre peuple au coup de force militaire en liaison avec la rue d'Alger. Le général de Gaulle a jeté son manteau sur cette abomination. Qu'il en soit béni ! Il a recouvert ce qui ne devait pas être vu. Mais ce qui grouille en-dessous et sur quoi il est sans pouvoir, nous le subodorons. La pourriture demeure en plein travail.

20 AOUT.

CE qui grouille sous le manteau... Les assassins du personnage le plus important de l'Etat, après le général de Gaulle, et qui ne nient rien et qui, s'ils ont manqué la victime désignée, ont abattu le commandant Rodier, demeurent en liberté provisoire. L'affaire est renvoyée. Le journal suisse note : « Mᵉ Tixier-Vignancour n'a pas même pris la peine d'interrompre ses vacances pour venir à l'audience... »

Existe-t-il encore, je ne dis pas une gauche, mais un esprit de gauche en France ? Et s'il en subsiste, si peu que ce soit, ne se trouve-t-il plus dans la presse quotidienne un seul organe pour dénoncer cet excès dans la dérision de toute justice ? Mais rien ! Rien que de timides commentaires. La conscience française ne crie plus.

L'impunité ne suffit plus aux assassins. Ils bravent et ouvertement ils bafouent cette justice dont ils feignent de sauvegarder les formes. Et cette feinte est le pire outrage.

Comme ils se sentent forts ! Comme ils sont sûrs d'avoir le dernier mot ! Comme la présence à la tête de l'Etat du plus glorieux des Français les intimide peu ! S'il n'était pas là, qu'oseraient-ils de plus ?

NOUS tâtonnons dans ces ténèbres. J'entrevois que Charles de Gaulle ne cherche pas aujourd'hui à préserver sa propre gloire, mais celle de la France. Il compose avec ce qu'il méprise. Il serre les dents et souffre de donner la main à ce qu'il ne peut affronter ouvertement sans risquer de tout perdre.

Et puis de la place qu'il occupe, il voit ce que nous ne voyons pas : ce nœud indémêlé du meilleur et du pire, ce qu'il entre d'authentique amour de la patrie dans un attentat de cet ordre.

Ah ! le dernier volume de ses Mémoires, puisse-t-il être posthume ! Il faut que l'Histoire connaisse la dernière pensée de de Gaulle sur ces personnages d'une Renaissance que le style ne sauvera pas comme l'italienne. Et l'art ne pourra rien tirer de leurs crimes.

Bien sûr, nous entrevoyons les dessous. Les secrets de ces Polichinelles sanglants courent les rues... Peut-être de Gaulle hausserait-il les épaules, lisant ceci, et songerait : « Qu'espérez-vous donc apprendre de moi ? Et que voulez-vous qu'il y ait de plus dans ces créatures que la passion élémentaire qui les meut ? Les utiliser d'abord, les éliminer ensuite, voilà ce qu'exige l'intérêt de la Nation. »

Mais eux aussi — enfin certains d'entre eux — sont résolus à appliquer au général de Gaulle ce processus d'utilisation et d'élimination : sinistre épreuve de forces qui est en cours.

21 AOUT.

HIER soir, à la Jesuitenkirche, le Stabat Mater, de Rossini. A aucun moment le léger Rossini ne se montre indigne de ce texte vénérable. Il n'y a pas deux amours. Cet Italien tendre, passionné, n'a pas besoin de changer sa voix pour parler à la Mère au cœur traversé d'un glaive. Quelques roucoulements de trop, en deux endroits. Mais cette musique qui sait si bien rire avec Rosine, et qui est le rire même, comme elle sait pleurer avec Marie ! Ce que j'écris là scandalisera sans doute les fanatiques du grégorien. C'est pourtant ce que j'ai ressenti...

L'HORREUR de cette lettre d'Amirouche, expliquant posément à la famille du lieutenant Dubos les raisons qu'il a eues de faire exécuter ce prisonnier innocent. Les passions élémentaires et féroces accablent moins l'esprit que cette morale glacée, née d'une guerre qui a coûté des milliers de jeunes vies, que deux heures de conversation auraient pu arrêter chaque jour, depuis quatre ans, que ce devoir qui voue au rôle alternatif de bourreau et de victime, deux races faites pour se comprendre, s'entraider et s'aimer. Et notre dernière chance d'y mettre fin se joue en ce moment et de semaine en semaine s'amenuise...

22 AOUT.

LA lecture du journal de Virginia Woolf m'a fait choisir parmi les livres que j'ai pris avec moi, le Virginia Woolf par elle-même, de Monique Nathan, dont je n'avais regardé que les images. Le texte, lu et médité ici à loisir, m'introduit dans ce destin voué à un désespoir, que seule la création littéraire endigue, — mais un livre s'ajoute en vain aux livres : entre ces quais d'une grande œuvre, le fleuve coule irrésistiblement vers le suicide.

Virginia Woolf aurait-elle pu ne pas se tuer ? Le suicide est la fin naturelle de ceux qui y sont voués, du moins, je le crois — et qu'ils ne peuvent y échapper que surnaturellement.

Le groupe de Bloomsbury Street, dont Virginia Woolf fut la gloire, avait pris Nietzsche au mot : Dieu est mort, et il n'y a que la durée qu'il reste à capter dans des mots, si nous sommes romanciers. Ne plus croire à Dieu, c'est ne plus croire à l'âme, ni donc à la personne. La crise du roman part de là : elle est d'ordre métaphysique.

Virginia Woolf est une mystique pour qui Dieu est devenu la tentation dont il faut d'abord se garder. Son refus va jusqu'à la haine de tout ce que son cœur appelle. Et elle ne pouvait qu'être finalement aspirée et comme happée par ce vide infini que crée l'absence de Dieu dans une créature que Dieu seul eût comblée...

23 AOUT.

DANS le dernier « Express », l'article de Jean-Pierre Vigier manifeste le premier signe d'une résurrection de la gauche française, mais à quel prix ? A chacun de prendre ses risques. Ils sont redoutables, quoi que nous décidions. Nous ne pouvons rien opposer, convenons-en, à ceux qui refusent d'ajouter foi aux promesses du parti communiste ; mais aucun esprit non prévenu ne saurait non plus refuser cette évidence qu'une gauche coupée de la classe ouvrière est promise à l'écrasement.

Or la chance que de Gaulle incarnait, d'arrêter la guerre en Algérie, nous nous efforçons d'y croire encore. Il n'empêche que ces puissances obscures auxquelles la métropole obéit depuis des années et qui l'ont fait capituler le 13 mai, nous voyons bien que de Gaulle devant elles marque le pas : il est arrêté.

Nous n'osons plus nous dire : « De Gaulle peut tout ». Ce que cela signifie et vers quelle aventure sinistre nous sommes irrésistiblement poussés, voilà qui donne tout son sens et toute sa portée à l'article de Jean-Pierre Vigier. Mais dans un choix aussi grave, et qui engage à ce point l'avenir de la France, on tremble de faire pression sur les esprits. C'est bien assez d'avoir à décider pour soi-même.

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

L'EXPRESS

DIRECTION : Françoise Giroud.
J.-J. Servan-Schreiber.

REDACTION : 91, Champs-Elysées - Paris (8ᵉ).
Tél. : ELY. 98-61.

ABONNEMENTS 29, rue de Marignan - Paris (8ᵉ)
PUBLICITE (angle Champs-Elysées)
VENTE Tél. : BAL. 19-68.
Les jours fériés : ELY. 03-02.

ABONNEMENTS (1 AN)

France, Union française : 4.000 francs.
Etudiants, rappelés, maintenus : 3.000 francs.
Etranger : 4.700 francs.
Etudiants étrangers : 3.700 francs.

PRIX DE VENTE AU NUMERO :

France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique et Luxembourg : 18 francs.

PAR AVION

8.000 fr. - A.E.F., A.O.F.
6.000 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
12.200 fr. - Congo Belge, Ethiopie.
9.300 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
11.900 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie.
12.200 fr. - Etats-Unis, Canada.
13.500 fr. - Afrique du Sud.
14.800 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.
20.000 fr. - Australie, Nouvelle-Zélande.

Règlement par chèque bancaire
ou C.C.P. 73 78-19 Paris.